

Supplément « Sans visa »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

78156

103

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14260 - 5 F

SAMEDI 1^{er} DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Après le vote du Conseil de sécurité sur le recours à la force

L'équation de M. Saddam Hussein

AVEC l'adoption de la résolution 678, M. Saddam Hussein se trouve mis au pied du mur. Mais il n'est pas le seul. Les dirigeants de la coalition anti-irakienne - et au premier chef George Bush - doivent eux aussi se préparer à un choix difficile.

Le « rais » de Bagdad a déjà prouvé qu'il n'était pas homme à se laisser impressionner, et il attendra certainement le tout dernier moment, le 15 janvier, voire au-delà, pour faire connaître sa décision : le repli ou la guerre. Impossible de spéculer sur ce que sera son attitude lorsqu'il apprendra ou devinera qu'une attaque est imminente. Car, comme tout dictateur, il a l'avantage de n'avoir de comptes à rendre qu'à lui-même.

Certes, il a quelque peu changé de ton depuis le début de la crise. Désormais, il parle moins de « guerre sainte » ou du déclenchement d'un cataclysme général que de « paix » et de « dialogue ». Selon des diplomates américains, il serait devenu moins « fataliste », « prêt à tout et au pire », qu'il ne l'était en août. Plutôt qu'à déclencher l'apocalypse, il songerait surtout à résister et à survivre à la crise, quel qu'en soit le dénouement.

LES Soviétiques, qui ont fourni l'essentiel de l'équipement de l'armée irakienne, ont sans doute joué un rôle important pour le ramener à plus de réalisme et ne lui laisser aucune illusion sur l'issue d'une guerre. Il est vrai que les Irakiens ont soigneusement évité jusqu'à présent que le moindre incident militaire ne puisse servir de prétexte à une offensive des alliés.

En annonçant que la libération de tous les otages serait étalée jusqu'à la fin mars, c'est-à-dire jusqu'au début du Ramadan, M. Saddam Hussein a cherché à se prémunir contre une « agression » avant le commencement de l'été dans le désert, période peu propice à des opérations militaires. Il s'est livré ainsi à un calcul qui non seulement manifeste sa volonté de gagner du temps, mais tendrait aussi à prouver son souci du lendemain. A quel prix ? Celui d'un retrait ? Nul, sinon lui, ne peut répondre pour l'instant.

L'HYPOTHÈSE d'un retour à une tendance suicidaire ne saurait être écartée, d'autant moins que M. Saddam Hussein ne peut ignorer les doutes et les hésitations de plus en plus grands des opinions publiques occidentales. Le président irakien ne manquera pas, dans les semaines qui viennent, d'exploiter cet effritement de la résolution occidentale, notamment aux États-Unis.

Mais laisser à M. Saddam Hussein son potentiel militaire, qui lui permettrait de s'imposer toujours à ses voisins - notamment dans le domaine pétrolier, - ne serait-il pas plus dangereux encore ? Les dirigeants du front anti-irakien ont jusqu'au 15 janvier pour montrer leur fermeté et leur détermination. Serait-il acceptable de laisser celui qui rêve de recréer l'empire de Babylone rendre impossible l'avènement de ce « nouvel ordre mondial » cher aux présidents Bush et Gorbatchev ?

M 0147 - 1201 0 - 5,00 F



Bagdad menace de suspendre les libérations d'otages

L'Irak a officiellement rejeté, vendredi 30 novembre, l'ultimatum de l'ONU, à la suite de l'adoption, la veille, par le Conseil de sécurité, de la résolution 678 autorisant le recours à la force pour le contraindre à quitter le Koweït. Les deux plus hautes instances dirigeantes irakiennes ont affirmé que Bagdad ne cédera pas devant « l'arrogance et le terrorisme » et ont appelé le Conseil de sécurité à « adopter un critère unique » pour régler l'ensemble des problèmes de la région. L'ambassadeur d'Irak à Paris a, pour sa part, laissé entendre que la résolution pourrait compromettre le processus de « libération au compte-gouttes » des otages.

ILS ONT MÊME CONSTRUIT DES ABRIS SOUS LA MER !



Lire

■ Le débat aux Nations unies, par Serge MARTIN. ■ Le texte de la résolution. ■ M. Bush face au Congrès et à l'opinion américaine, par Jan KRAUZE. ■ L'état des forces en présence. ■ Comment la France peut faire la guerre sans la déclarer, par André PASSERON. pages 3 et 4.

Le premier scrutin de l'Allemagne unie

M. Kohl grand favori des élections au Bundestag

La campagne pour les premières élections législatives dans l'Allemagne unifiée s'est achevée vendredi 30 novembre. La coalition sortante de centre-droit, dirigée par le chancelier Helmut Kohl, part largement favorite pour conserver la majorité au Bundestag, en dépit des efforts de son principal adversaire, le social-démocrate Oskar Lafontaine, pour rassembler les électeurs inquiets, à l'Est comme à l'Ouest, des conséquences économiques et sociales de l'unification du pays.

BONN

de notre correspondant

Jamais dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne, un gouvernement en place n'a été « remercié » par les électeurs. L'alternance a toujours été le fruit d'un retournement d'alliances : en 1969 d'abord, lorsque M. Willy Brandt met fin à la « grande coalition » avec la CDU-CSU pour s'allier avec les libéraux du FDP ; en 1982 ensuite, lorsque ces mêmes libéraux abandonnent le chancelier Schmidt pour porter Helmut Kohl au pouvoir. Les premières élections de l'Allemagne unifiée ne devraient pas faire mentir cette règle.

Tous les sondages créditent la coalition sortante CDU / CSU / FDP d'une confortable avance sur le SPD et les Verts. Plus de dix points séparent les deux camps. Même en tenant compte du peu de précision traditionnelle des instituts démoscopiques d'outre-Rhin, la tendance est suffisamment nette pour rendre fort improbable un échec du chancelier Kohl. Les incertitudes liées à ce scrutin concernent plutôt le nouveau rapport de forces qui va s'établir entre les trois partis de la coalition sortante et le score du SPD, dont dépend l'avenir politique du candidat-chancelier, M. Oskar Lafontaine.

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 5

Les socialistes aux cent coups

Réuni samedi 1^{er} décembre en convention nationale le PS cherche ses repères politiques et idéologiques

Il y a plusieurs « Partis socialistes ». Celui du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, affirme qu'il va très bien : du travail pour dix-huit heures par jour, des collaborateurs débordés, un hebdomadaire, Vendredi, qui marche, une Fondation Jean-Jaurès en voie de mise en place, une administration qui se prépare à s'adapter au nouveau statut des partis - « une petite PME », dit-on, modestement, chez M. Mauroy - qu'impose la législation sur leur financement, une machine qui tourne. Celui de M. Michel Charzat, « PME » dans la « PME », travaille en comité restreint à rénover la « doctrine », pas moins, au long de

conversations chics avec des intellectuels tous azimuts (lire page 8 l'article de Thomas Ferenczi), avant de passer à la mirifique « deuxième phase », au cours de laquelle les cadres et les militants sont censés partir à la rencontre des Français, armés d'un vidéoclip, pour leur demander ce qu'ils en pensent.

Ces deux « partis »-là forment le PS « légal ». A côté, le parti « réel » se compose de plusieurs autres, que rapprochent au moins deux traits communs : ils n'ont qu'un pied-à-terre rue de Solferino et ils déploient leur énergie ailleurs. A entendre plus d'un membre du secrétariat national, fabusien, jos-

piniste, rocardien ou chevènementiste, le parti « légal » dégage un ennui fabuleux. Les réunions du bureau exécutif, le mercredi, sont fastidieuses ; celles du secrétariat national, le lendemain, lassantes. En revanche, dans les annexes des courants, on travaille de pied ferme. A quoi ? Mais à préparer le prochain congrès, bien sûr, la seule question étant de savoir s'il viendra à son terme normal, au printemps 1992, ou si M. Mauroy, lassé à son tour, finira par « rentrer à Lille », selon la formule devenue rituelle depuis qu'il avait ainsi exprimé son exaspération lors du congrès de Rennes.

En attendant, le PS consulte. Il fait faire, par exemple, avec l'en-

dredi, un sondage sur les « références idéologiques des Français » (le Monde du 30 novembre), d'où il ressort, selon le commentaire de M. Gérard Le Gall, que « la transgression des frontières, jadis bien établies, qui frappe toutes les familles politiques va croissant ».

PATRICK JARREAU

Lire la suite et l'article de THOMAS FERENCZI page 8

La préparation du congrès du PCF

« Le parti mythique »

par MIREILLE BERTRAND

page 9

Le sida au féminin

Moins de dix ans après son apparition, l'épidémie commence à faire des ravages chez les femmes et les enfants

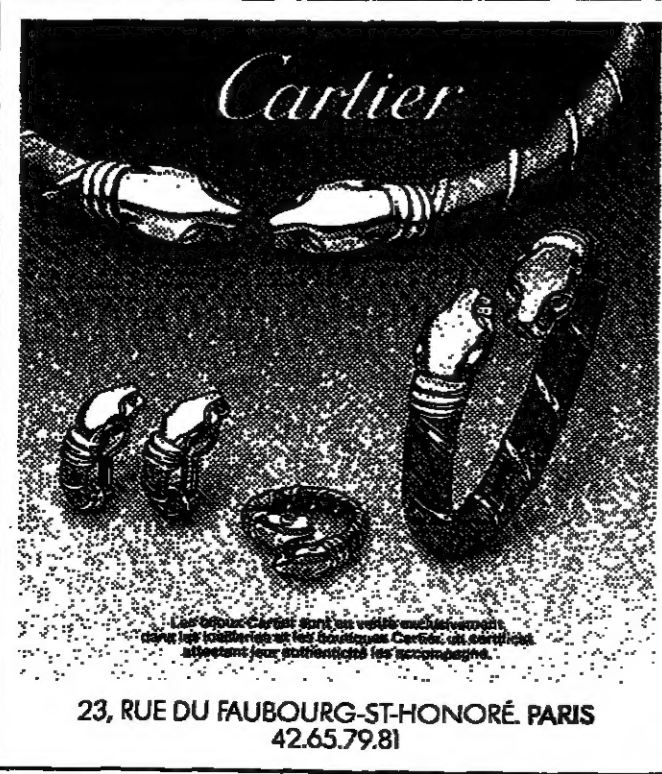
Moins de dix ans après son apparition, l'épidémie ne touche plus en priorité les homosexuels. Elle commence à faire des ravages chez les femmes et les enfants. Longtemps le sida a été perçu comme la maladie des « marginaux », qu'ils soient homosexuels ou toxicomanes. Deux phénomènes ont changé cette image de l'épidémie : d'une part la récente démonstration, grâce à l'épidémiologie, que dans la plupart des pays industrialisés les cas de contagion par voie hétérosexuelle augmentaient régulièrement, d'autre part l'écho du drame que commencent à vivre de nombreux pays d'Afrique noire où une proportion élevée des populations urbaines

sexuellement actives est contaminée. « La prochaine décennie sera dans l'histoire mondiale du sida celle des femmes et des enfants », déclarait à l'Académie nationale de médecine le professeur Roger Henrion (maternité Port-Royal, Paris).

« En France, ajoutait-il, si la contamination des hémophiles et des transfusés semble jugulée et celle des homosexuels en régression, la contamination liée à la drogue et aux rapports sexuels qui touche électivement les femmes continue à progresser. Les conséquences socio-économiques seront considérables, surtout dans les pays du tiers-monde que dans les pays occidentaux ».

JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 11 - section B



23, RUE DU FAUBOURG-ST-HONORÉ, PARIS 42.65.79.81

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Espagne, 485 F CFA ; France, 12 F ; Grèce, 375 F CFA ; Italie, 1,70 L ; Japon, 375 F CFA ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Royaume-Uni, 1,70 £ ; Suède, 1,70 S ; Suisse, 1,70 S ; USA (New York), 2,50 \$; USA (autres), 2,50 \$.

هكسان الكحل

DÉBATS

Europe

Pour un territoire fédéral

par Maurice Allais

La dispersion géographique actuelle des institutions européennes entre Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg – et leur localisation sur des territoires nationaux – est totalement déraisonnable, et elle ne saurait réellement être maintenue. Ce ne serait d'ailleurs pas une bonne solution que d'installer définitivement toutes les institutions communautaires dans une grande ville, et a fortiori dans une capitale d'un pays membre, que ce soit Bruxelles, Luxembourg ou Strasbourg.

En fait, il convient de localiser les institutions européennes sur un territoire fédéral qui soit propre à la Communauté européenne et qui soit indépendant de tout pays membre. Ce territoire devrait être constitué par des zones contiguës attribuées à la Communauté européenne par certains de ses membres, et la Communauté européenne y exercerait sa souveraineté.

Au regard de l'histoire passée de l'Europe, au regard du rôle majeur joué par la France dans la réalisation de la Communauté européenne, au regard de la réunification de l'Allemagne et de son rôle tout à fait essentiel dans la future Europe, ce territoire fédéral devrait de toute façon être établi sur des zones situées actuellement à la fois en France et en Allemagne.

Compte tenu des données géographiques et démographiques, deux implantations pourraient être

raisonnablement envisagées, la première qui impliquerait également le Luxembourg et se localiserait dans la région des trois frontières, la seconde qui impliquerait que la France et l'Allemagne et qui se localiserait de part et d'autre de la Lauter, affluent du Rhin, entre Wissembourg et Lauterbourg.

Une architecture grandiose

La première implantation pourrait être constituée par l'attribution à la Communauté européenne, pour un total de 200 kilomètres carrés, de trois zones contiguës situées actuellement en Allemagne, en France et au Luxembourg, sur les bords de la Moselle et incluant notamment les trois villes de Perl, de Sierck-les-Bains et de Burnerange, qui sont respectivement allemande, française et luxembourgeoise. Cette solution aurait l'avantage d'impliquer à la fois trois pays membres et d'être au voisinage immédiat de Luxembourg, mais elle aurait l'inconvénient de grouper des zones relativement peuplées et assez accidentées.

La deuxième implantation, dont la superficie pourrait être de 400 kilomètres carrés et qui s'étendrait sur une longueur d'environ 20 kilomètres le long de la Lauter et sur une profondeur d'environ 10 kilomètres de part et d'autre de la frontière actuelle, aurait l'inconvénient de n'engager que la France et l'Allemagne, mais elle aurait

l'avantage d'être plus grande, relativement peu peuplée, située sur un terrain plat, avec la possibilité d'installer facilement un aéroport tout à fait comparable à celui du Luxembourg, et d'être près de Karlsruhe et de Strasbourg.

Sur ce territoire fédéral, l'« Europe », serait implantée la capitale de l'Europe, à l'exemple de Brasilia au Brésil. Toutes les installations et infrastructures, dont l'ampleur serait à l'image de l'Europe à créer, pourraient être établies sans aucune difficulté dans un délai de cinq à dix ans, et, en attendant, les localisations actuelles des institutions européennes à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg pourraient être maintenues sans changement.

L'ensemble des aménagements constituerait avec le concours des meilleurs architectes et paysagistes de l'Europe la réalisation architecturale la plus grandiose de ce siècle. Son inauguration pourrait avoir lieu le 1^{er} janvier de l'an 2000.

Tout en gardant leur citoyenneté d'origine, les citoyens des zones actuellement française et allemande (et éventuellement luxembourgeoise) acquerraient le citoyenneté du territoire fédéral. Ils ne seraient assujettis qu'aux impôts relativement réduits de ce territoire, à l'exclusion de toute fiscalité directe.

Quelle que soit l'implantation envisagée, la décision de constituer sans aucun délai un territoire franco-allemand, destiné à recevoir ultérieurement les institutions de la

Communauté européenne, et de l'aménager pourrait être prise dès maintenant par la France et l'Allemagne (et éventuellement le Luxembourg), sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'issue des longs débats qu'impliquera la décision unanime quant au choix de l'implantation finale des institutions de la Communauté européenne. Cette décision scellerait de façon solennelle la réconciliation des deux peuples français et allemand.

En tout cas nous devons bien nous convaincre qu'il est absolument nécessaire de rassembler les institutions européennes sur une même localisation, et que cette localisation ne pourrait être ni Bruxelles, ni Luxembourg, ni Strasbourg, toutes grandes villes indissociables de la Belgique, du Luxembourg et de la France et dont aucune ne peut offrir des potentialités comparables à celles d'un territoire fédéral.

Incontestablement les pays membres de la Communauté européenne devraient renoncer à leurs disputes, quelque peu sordides et dérisoires, en vue de localiser les institutions européennes dans telle ou telle de leurs villes en fonction d'intérêts particuliers. Ils devraient décider de constituer un territoire fédéral qui soit réellement à la mesure de cette grande Europe qui est leur objectif commun.

► Maurice Allais, membre de l'Institut, est Prix Nobel d'économie.

TRAIT LIBRE



Joue l'indépendance, Oslo.

Banlieues

Nos villages papous

par Jean-Jacques Mérie

« TOUT le monde doit descendre sur le terrain ! », proclamait M. Pierre Joxe à propos des émeutes de Vaulx-en-Velin. Eh bien, allons-y, monsieur le ministre. Retrouvons les manches. Ce ne sont pas les bras qui manquent.

Suggérons une nouvelle approche de terrain spécifique à l'ethnologie. Celle de l'immersion totale dans les cités. Partons du postulat qu'une cité n'est rien d'autre qu'une communauté villageoise – même située aux abords de la ville – parfaitement structurée et délimitée. L'ethnologue s'installe dans la cité pendant six mois au moins. Son logement doit être central afin qu'il puisse recueillir le maximum de renseignements. Il est là, en tant qu'observateur, sans être préjudiciable et à l'écoute. Sans doute plus naïf, son esprit est plus frais.

Immersion totale

Précisons que cet ethnologue est spécialiste d'une société exotique, comme celle des Guaranis ou des Dayaks. C'est dans le même esprit qu'il regardera vivre cette société qu'est la cité, cet univers inconnu. Il va ainsi explorer le terrain, sans aucune directive mais avec tous ses sens en alerte. De plus, l'ethnologue aura fait ses propres à la cité, un ethnologue peut révéler plus que les rapports les plus sophistiqués établis par des envoyés ministériels ou par des cabinets d'études. Il regarde les gens faire, il vit les trajets, les week-ends, les émeutes, connaît les cages d'escalier des HLM, tout l'environnement ethnique de la cité, il saisit les rumeurs, suit leur cheminement.

On peut craindre que cette démarche soit mal perçue, que l'ethnologue apparaisse comme un « flic », il suffit, pour cela, de baliser le terrain. Toutes les autorités et parties concernées doivent être informées de sa démarche : les pouvoirs publics, les clubs et associations divers, l'école, le lycée et les chefs des communautés ethniques et religieuses. L'ethnologue doit être

avant tout accepté et travailler en toute transparence comme s'il travaillait chez les Dayaks.

A son arrivée dans la cité, il doit occuper un travail : éboueur, attaché administratif, gardien d'immeuble, caissier, etc. Bref, élargir son champ d'emploi en mission spéciale. Ainsi peut-il profiter des va-et-vient des habitants, discuter avec ses collègues, découvrir l'identité de la cité, l'âme de ses habitants. Toutes ses notes devront déboucher sur des connaissances utiles à être utilisées par les pouvoirs publics.

Une cité n'est, en fait, ni plus ni moins qu'un « village de Papous » au même titre qu'un « village languedocien » ou encore un « village de Java centrale ». Nous sommes tous sujets à être observés, bien que l'on entende dire souvent : « On n'est pas des Papous. » Derrière les maisons ou les immeubles se trouvent des hommes qui y vivent, qui les font vivre en fonction de leur histoire, de leurs origines, de l'environnement local. Toutes les cités d'un même ensemble territorial ne se ressemblent pas, même si elles présentent des caractères communs.

Cette méthodologie de l'immersion totale d'un ethnologue dans une microsociété est employée dans les entreprises. Derrière les chiffres d'un bilan, n'y a-t-il pas des hommes ? De l'entreprise à la cité, il n'y a qu'un pas. De plus, l'ethnologue apparaît comme moins politique, et ne doit pas être considéré comme tel, comparé au sociologue, censé alimenter le feu.

Il y a en France, dans nos universités et nos instituts, suffisamment d'ethnologues qualifiés et prêts à effectuer ce type de recherche sur le terrain. Payer un ethnologue pendant six mois revient beaucoup moins cher que de faire appel à un bureau d'études, qui risque de travailler à partir de compilations, de statistiques et d'informations souvent de seconde main ou déjà existantes. Et puis, allons-nous parler de prix alors qu'il s'agit d'éviter l'odieuse, la haine, le pire ?

► Jean-Jacques Mérie, docteur en ethnologie, est documentaliste dans un LEP.

Haïti

Un prêtre à la présidence

par Jean-Yves Urffé

HAÏTI, petite île de 6 millions d'habitants dans les Grandes Antilles, devenue premier pays noir indépendant en 1804, après avoir battu l'armée de Napoléon, va peut-être devenir le premier pays gouverné par un adepte de la théologie de la libération. Si les élections du 16 décembre prochain ne sont ni truquées ni écrasées dans le sang comme celles du 29 novembre 1987, tous les sondages donnent le Père Jean-Bertrand Aristide (appelé familièrement « Titi » par le peuple) vainqueur au premier tour. Pourquoi ce pays, en majorité vaudouiste, mais aussi très influencé par le catholicisme, élit-il un prêtre, de surcroît exclu de l'ordre des salésiens sur intervention d'ouvriers haïtiens conservateurs ? Pourquoi est-il acclamé comme un messie par les paysans du plateau central, ou par les Haïtiens de Miami et de New-York ?

C'est le résultat d'une lente évolution à la base d'une Église très proche des milieux pauvres sans pour autant être révolutionnaire, de la dégradation des conditions de vie, de l'arrogance des anciens « tontons macoutes » et des espoirs déçus

depuis la chute de la dictature duvaliériste. Les vingt-neuf années de règne de la famille Duvalier ont écrasé toutes les organisations politiques. Elles reprennent vie péniblement, et n'ont pas encore la confiance du peuple.

Aucun parti ne peut donc prétendre honnêtement avoir une portée nationale. La seule institution qui pouvait se dresser face aux « tontons macoutes », c'était l'Eglise, que le pouvoir n'osait pas trop attaquer de front. Après le départ du dictateur le 7 février 1986, l'armée et la majorité de la hiérarchie catholique ont bloqué les efforts de « déchouquage » des anciens criminels.

Le tiers-monde relève la tête

Le résultat : les crimes et le vol des deniers publics ont repris. Le général Régala, l'un des responsables du massacre des élections de novembre 1987, a pu rentrer impunément en juillet dernier. Quelques jours après, c'était le tour de Roger Lafontant, ancien chef des « tontons macoutes », qui aimait faire avaler leurs excès-

ments à ceux qu'il torturait. Il a même osé se présenter comme candidat aux élections sous le titre d'« apôtre de la paix ». Candidature heureusement rejetée le 5 novembre par le Conseil électoral provisoire. Candidature surtout rejetée par le peuple le 4 novembre, dans la cathédrale des Gonâves, les fidèles ont déchiré son portrait qu'il leur distribuait lui-même. Le peuple, excédé devant le laissez-faire de l'État actuel, encore quadrillé par les anciens du régime Duvalier, se tourne vers « Titi », parce qu'il appelle un chat un chat, et parce qu'il vit à la source des problèmes, dans un langage prophétique proche du peuple, dans sa langue maternelle, le créole. Il ne s'agit pourtant pas de populisme, comme voudraient le faire croire certains ambassadeurs qui interviennent dans les affaires haïtiennes sans prendre de gants. Le Père Aristide attire autour de lui de brillants techniciens qui, écœurés de voir Haïti se dégrader, sont prêts à mettre leurs compétences au service de leur pays.

Le phénomène Titi défie la classification idéologique. Il n'appuie certainement pas le capitalisme, qu'il qualifie de « péché mortel » dans un recueil de ses chants. Il n'est pas non plus communiste : le numéro deux du Parti communiste l'attaque d'ailleurs avec violence. Il n'est pas un agitateur populiste sans formation : âgé de trente-sept ans, Titi est diplômé de l'École biblique de Jérusalem, il parle créole, français, anglais, espagnol, italien et hébreu. Sa candidature, qui ouvre une voie nouvelle, risque d'avoir de grosses répercussions en Amérique latine.

Le programme de Titi pourrait se résumer en trois mots : justice (fin du vol des deniers publics et de l'aide internationale), et participation (fin des prises de décision par une « élite »). L'armée ne voit guère d'un bon œil sa candidature, car plusieurs de ses chefs sont devenus très riches en abusant de leurs pouvoirs. Ils savent que la Constitution de mars 1987 donne le droit au président élu de changer toutes les têtes de l'administration, du pouvoir judiciaire et du pouvoir militaire dans les six mois qui suivent sa prestation de serment. Mais que peuvent faire quelques généraux contre un candidat que les marchandes de Port-au-Prince ont porté sur leurs épaules lors de sa visite du marché Salomon, et que les petits soldats et petits gradés aiment bien ? Essayer de le tuer ? L'ambassadeur américain, M. Alvin Adams, agit l'épouvantail économique : « Après la fête, le tueur est là », disait-il en se servant d'un proverbe créole. Plus il menace de couper le robinet, plus la popularité de Titi monte. Celui-ci répond

d'ailleurs avec un autre proverbe créole : « Men Anpil, chay pa lou » (quand on est nombreux, la charrie n'est pas lourde). La leçon pour la France est claire et déborde le cadre d'Haïti : une leçon de respect d'abord. Les riches n'ont pas d'ordres à donner aux pauvres. Titi, devant le corps diplomatique, a réclamé ce respect mutuel. Et puis, un choix à faire dans l'aide qui devient si partitionnée : l'aide de la France ne sera pas perdue si elle va au gouvernement futur de Titi ; elle ira au peuple et non pas dans les banques suisses, comme ce fut le cas pour Duvalier. Faut-il d'ailleurs rappeler qu'Haïti est cent fois plus pauvre que n'importe quel pays de l'Europe de l'Est ?

Si Titi devient président d'Haïti, les autres pays d'Amérique latine regarderont peut-être à nouveau vers Haïti. Ils se rappelleront que ce fut le seul pays qui donna refuge à Simon Bolívar et l'aide à planifier la libération de l'Amérique latine. Haïti, que Malraux a chanté comme le paradis des peintres primitifs, sera peut-être chanté par le tiers-monde comme le pays qui l'a aidé à relever la tête.

► Jean-Yves Urffé est prêtre, exerçant son ministère à Haïti depuis 1984.

BIBLIOGRAPHIE

Les vies de Deng Xiaoping

LE DERNIER DRAGON de Patrick Sabatier, J.C. Lattès (426 p., 149 F).

DENG XIAOPING d'Ulrich Franz, Flxot, (360 p., 119 F)

DENG de David Bonavia, Longman (Hongkong), 1989, non traduit en français.

LONGTEMPS populaire avant d'être voué aux gémonies pour avoir écrasé dans le sang le printemps de Pékin en juin 1989, M. Deng Xiaoping n'avait guère, jusqu'à récemment, attiré les biographes. Il faut dire que Mao Zedong concentrait l'attention et que ce petit homme que l'on voyait par moments à ses côtés avait connu bien des hauts et des

bas. En deux ans, trois ouvrages viennent coup sur coup de combler cette lacune.

Le plus récent est celui de Patrick Sabatier, correspondant de Libération et du Point à Hongkong. Remis sur l'ouvrage depuis Tienanmen, il raconte, au travers d'un siècle de l'histoire de la Chine, l'aventure de celui qu'il appelle « le Dernier Dragon ». Plus qu'une somme rigoureuse, l'auteur a voulu, comme il l'écrit, « raconter une histoire, faire une sorte de « rapportage historique » permettant de mieux comprendre ce personnage complexe qui ressurgit dans la Chine de ce siècle tel un lion.

Un homme qui, comme un chat – n'est-il pas dit un jour qu'il importe qu'un chat soit blanc ou gris pourvu qu'il attrape les souris ? – a eu plusieurs vies dont la dernière, consacrée à tenter de moderniser la Chine à sa manière, n'a pas été la moins extraordinaire.

Tout en montrant ses limites puisant cet homme du terroir, né sous l'empire mandchou, n'a jamais compris que progrès économique et politique devaient aller de pair.

La traduction française du livre d'Ulrich Franz, sortie il y a un an, bien qu'écrite en un temps où il était de bon ton de louer M. Deng, fourmille elle aussi d'informations. Mais c'est surtout l'étude – malheureusement non traduite en français – du journaliste britannique David Bonavia, disparu en 1988, qui attire l'attention. Ce remarquable connaisseur de l'URSS et de la Chine, sentait mieux la Chine que beaucoup d'autres, même si on pouvait ne pas toujours partager son cynisme qui s'est hélas souvent révélé fondé. Il faut dire qu'il partageait avec M. Deng une prédilection pour les chats !

PATRICE DE BEER

Le Monde EDITIONS

Autour d'un plat
La Reynière & Desclozeaux
"J'aime en dégustant un plat me régaler aussi d'une anecdote et tremper en filigrane mon pain dans la petite histoire de sa sauce".
Les savoureuses chroniques gastronomiques du Monde, accompagnées des dessins de Desclozeaux, enfin disponibles.

Plus de 150 restaurants sélectionnés

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكزان النحل

LA CRISE DU GOLFE

Après le succès remporté par les Etats-Unis à l'ONU

M. Bush doit encore convaincre le Congrès et l'opinion publique

MM. Bush et Baker peuvent savourer leur succès... et en mesurer les limites. Au terme de plusieurs semaines d'efforts quasiment exclusifs, d'une multitude de voyages, de rencontres et de discours, le président et son secrétaire d'Etat ont obtenu ce qu'ils voulaient : une résolution par laquelle la communauté internationale s'autorise - et en pratique autorise les Etats-Unis - à recourir à la force pour déloger Saddam Hussein du Koweït.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le prestige de M. Bush, et au-delà celui des Etats-Unis, était engagé dans cette affaire. Le résultat est là, la preuve est faite que, dans ce « nouvel ordre mondial », qu'aime évoquer M. Bush, Washington a les moyens de faire

prévaloir son point de vue, avec une facilité inconnue depuis des décennies. Certes, la force de l'Amérique se mesure à la faiblesse des autres. Que les Soviétiques aient approuvé sans sourciller une inspiration si ostensiblement « américaine » aurait, en d'autres temps, fait sensation. Mais à présent, l'URSS n'a plus les moyens de s'affirmer autrement qu'en faisant traîner un peu les choses - comme M. Gorbatchev l'a fait à Paris, en marge de la conférence de la CSCE - et en monnayant son consentement. Les 4 milliards de dollars promis à Moscou par l'Arabie saoudite tombent à point nommé, et tout indique que c'est M. Bush qui en a soufflé l'idée à l'oreille du roi Fahd lorsqu'il lui a rendu visite la semaine dernière, aussitôt après avoir vu le numéro un soviétique à Paris.

L'abstention de la Chine au vote du Conseil de sécurité constitue, faute d'un vote positif, un autre résultat appréciable. Mais celui-là

a également dû être payé, cette fois directement par les Etats-Unis, et ce prix est politique et moral : une visite de ministre chinois des affaires étrangères à Washington, pour la première fois depuis l'écrasement du printemps de Pékin, et au moment précis où la Chine s'engage dans une nouvelle vague de procès politiques. Ce « réalisme » ne surprend pas de la part d'un président américain qui a toujours eu hâte de trouver des circonstances atténuantes à la Chine, en tout premier lieu celui d'être un très grand pays, et qui s'attache infiniment moins au Tibet qu'au Koweït.

Pourtant, venant quelques jours à peine après l'entretien de M. Bush avec le président syrien Hafez El Assad à Genève, la venue de M. Qian Qichen laisse forcément une impression de malaise, et conforte l'idée que l'administration est décidément prête à beaucoup sacrifier à sa priorité du moment.

M. Bush a-t-il pour autant accompli un pas décisif vers l'objectif qu'il s'est fixé, le retour au statu quo ante dans le Golfe ?

Depuis plusieurs semaines, le président américain a paru animé par une préoccupation majeure : convaincre Saddam Hussein que les Etats-Unis sont « sérieux » dans leur détermination à le faire reculer, et donc rendre la menace militaire « crédible ». C'était, apparemment, le motif essentiel de l'annonce, début novembre, de l'envoi de renforts américains massifs en Arabie saoudite.

Le vote du Conseil de sécurité, le choix d'une date (le 15 janvier, qui coïncide à peu près avec la fin de la mise en place de ces renforts) au-delà de laquelle « tous les moyens nécessaires » seront envisagés, contribuent d'évidence à rendre cette menace plus crédible.

Partage des responsabilités

Pourtant, ni M. Bush ni M. Saddam Hussein n'ignorent qu'une résolution de l'ONU ne suffit pas à rendre cette menace vraiment « totalement » crédible. La politique américaine ne se résume pas à l'ONU, et si M. Bush avait besoin d'un soutien international, d'une sorte de partage des responsabilités

tes, il peut difficilement, sans risque politique majeur, passer à l'acte sans s'être assuré auparavant deux autres soutiens : celui de l'opinion américaine et celui du Congrès. Après le vote de la résolution, le tiers du chemin a été accompli, mais continuer à aller de l'avant sera difficile, et il se pourrait même qu'à l'approche du but la pente devienne de plus en plus raide.

Plus en effet la perspective d'une guerre devient réelle, plus le Congrès semble se rebiffer, douter, prêcher la patience, et l'opinion est toujours loin d'être convaincue de l'utilité de lancer les « boys » à l'assaut. Parmi les élus, le dédicé s'est produit après le 8 novembre, c'est à dire après l'annonce de l'envoi des renforts. A partir de ce moment, il devenait évident que reculer devenait, pour les Etats-Unis, quasiment impossible, et plusieurs témoins du Congrès se sont plaints d'avoir été mis devant le fait accompli.

Les critiques, depuis, n'ont pas cessé, et ces tout derniers jours les auditions de la commission des forces armées du Sénat leur ont servi de caisse de résonance. On reproche à M. Bush d'envoyer dans la région des troupes « beaucoup trop nombreuses pour pouvoir être maintenues longtemps en termes de logistique et même politiquement », comme l'explique le sénateur Nunn, qui préside la commission. Une série d'experts réputés et respectés (un ancien secrétaire au Pentagone et directeur de la CIA, James Schlesinger, deux anciens chefs d'état-major) demandent qu'on laisse aux sanctions le temps d'agir, d'autant qu'elles sont efficaces et le seront encore plus d'ici peu. L'amiral Crowe (prédécesseur du général Colin Powell à la tête des armées américaines) remarque que la guerre a des conséquences bien imprévisibles, et que l'éviter vaut assurément qu'on attende un an ou plus. Quant au domaine militaire, il met en doute la clairvoyance politique de l'administration : « Notre intérêt national premier au Moyen-Orient est d'assurer la stabilité à long terme. Il ne me paraît pas évident que nous considérons actuellement la crise sous cet angle. Notre aversion pour Saddam

Hussein semble avoir occulté bien d'autres considérations. »

Parallèlement, le leader de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, Richard Gephardt, appelle l'administration à « garder le cap » fixé au début de la crise, c'est-à-dire la défense de l'Arabie saoudite et les sanctions. Bref, pour reprendre les termes d'un éditorial publié jeudi par le *New York Times*, on demande à M. Bush : « Pourquoi tant de hâte ? », « Pourquoi avoir soudainement perdu patience ? »

Certes, quelques voix ne sont pas à l'unisson. Henry Kissinger poursuit un discours sophistiqué dont il ressort que la patience est dangereuse et l'action militaire nécessaire. Mais beaucoup plus nombreux sont ceux qui refusent, sous prétexte de mettre le dictateur irakien le dos au mur, que les Etats-Unis se placent eux aussi dans la même situation.

Pas de réticences insurmontables

Les réticences du Congrès ne sont pas forcément insurmontables, et il est bien connu que les élus préfèrent souvent prendre date, en émettant des réserves, que prendre leurs responsabilités. Pour contraindre représentants et sénateurs à s'engager plus clairement, un bon moyen serait de convoquer une session spéciale du Congrès : le président Bush, poussé par certains élus républicains, semble en avoir caressé un moment l'idée, mais le projet, apparemment, a déjà été abandonné. Les leaders de la Chambre des représentants, que M. Bush avait convoqués jeudi à déjeuner, ont dissuadé le président de se lancer dans une entreprise qui pourrait se solder par le vote d'un texte sensiblement en retrait par rapport à celui du Conseil de sécurité.

Bien entendu, les consultations vont se poursuivre (dès vendredi M. Bush devait recevoir l'ensemble des dirigeants du Congrès). Mais la tâche s'annonce ardue.

Elle le serait beaucoup moins si la Maison Blanche pouvait compter sur l'appui sans équivoque de l'opinion, à laquelle les élus résistent difficilement. Mais là aussi

tout reste à faire, et les efforts d'explication ou de justification multipliés ces derniers temps n'ont guère convaincu. Outre les thèmes désormais « classiques » (résistance à l'agression, promotion d'un nouvel ordre mondial, approvisionnement en pétrole), les responsables ont tenté de jouer récemment sur des cordes présumées plus sensibles. Parlant des conséquences économiques de l'occupation du Koweït, M. Baker a entrepris de « ramener cela au niveau du citoyen américain moyen », prié de comprendre que ce qui est en jeu, c'est son emploi. La condescendance de la formule a frappé, l'argument beaucoup moins, tant il paraissait forcé.

M. Bush a essayé autre chose, faisant valoir, dans ses apparitions devant les troupes américaines en Arabie saoudite, que l'Irak était en passe de se doter de l'arme nucléaire. Là encore, il n'a pas vraiment convaincu. D'abord parce qu'on a immédiatement remarqué que le président inaugurerait ce thème deux jours après la publication par le *New York Times* d'un sondage indiquant que les Américains voyaient une seule justification à une attaque contre l'Irak : empêcher Saddam Hussein de disposer de l'arme nucléaire. Ensuite parce que de nombreux experts, confortés par des sources situées dans les services de renseignement américains, sont immédiatement venus dire que ce danger était largement surestimé, que l'Irak ne pourrait développer avant cinq à dix ans au moins un armement nucléaire, et que, même s'il décidait d'utiliser tous les matériaux fissiles actuellement en sa possession, il ne pourrait construire à court terme qu'une seule bombe, primitive, et qui ne pourrait être lancée que par... camion.

Là aussi, l'effort de persuasion est donc loin d'être achevé. M. Bush dispose encore d'un atout auquel il n'a toujours pas recouru : le discours à la nation. Selon des indications venues de la Maison Blanche, ce sera sans doute pour bientôt, vraisemblablement au retour de la tournée que le président entreprend la semaine prochaine en Amérique du Sud.

JAN KRAUZE



ENFIN L'ESSENTIEL DE LA PRESSE MONDIALE EN FRANÇAIS.

Chaque semaine, COURRIER INTERNATIONAL sélectionne, traduit et publie en français les meilleurs articles des quotidiens et hebdomadaires qui font référence dans la presse mondiale.

COURRIER INTERNATIONAL, L'HEBDO QUI REGARDE AILLEURS.

CHAQUE JEUDI 15F.



Les réactions dans les milieux politiques français

M. Jean-François Deniau (UDF, Cher) a demandé, jeudi 29 novembre, au premier ministre que le Parlement soit saisi, au cas où la France déciderait de recourir à la force dans le Golfe, en application de la résolution soumise le même jour au Conseil de sécurité de l'ONU. « L'article 35 de la Constitution est clair : en cas de déclaration de guerre, le Parlement doit être saisi et doit approuver », a souligné le député UDF.

Pour sa part, M. Charles Pasqua, sénateur RPR, a indiqué que sa formation soutenait la décision de la France d'adopter la résolution.

M. Jean Lecanuet, président (UDF) de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, a estimé que le vote d'une telle résolution « s'impose ».

En revanche, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a estimé, jeudi à Nice, que l'adhésion du Conseil de sécurité de l'ONU « contraindra l'Irak à perdre la face ou à faire la guerre (...). Si un conflit éclate dans le Golfe, le pétrole passera à 100 dollars le baril, l'économie européenne s'effondrera et les chômeurs se compteront par millions ».

M. Jospin estime que la guerre n'est « pas totalement inéluctable ». — M. Lionel Jospin a déclaré, jeudi 29 novembre, que la guerre n'est pas « totalement inéluctable » dans le Golfe, car « un homme comme Saddam Hussein peut « tourner » s'il pense que c'est la seule manière de sauver son régime ».

Opération « Daguet » : deux nouveaux cargos affrétés. — Deux nouveaux navires marchands, le *Salorges* et le *Pénier*, de la Compagnie morbihannaise et nantaise de navigation (groupe Worms), ont été affrétés par le ministère de la défense dans le cadre de l'opération « Daguet ». Le *Salorges*, qui avait déjà fait un voyage pour le compte des armées françaises il y a quelques semaines, devait appareiller de Toulon pour l'Arabie saoudite le 29 novembre. Le *Pénier*, pour sa part, a appareillé le mercredi 28 novembre.

La France peut faire la guerre sans la déclarer

Comment faire la guerre sans la déclarer ? Telle est la question qui peut se poser dans les prochaines semaines au gouvernement français et au président de la République.

Les textes institutionnels français sont formels : il ne peut y avoir de guerre sans déclaration. Encore faut-il s'entendre sur le sens de ces deux mots : la guerre et sa déclaration. Et c'est là que les ambiguïtés et les contradictions apparaissent. L'article 35 de la Constitution de 1958 est le plus bref de la loi suprême et l'un des rares à n'avoir jamais été appliqué depuis trente-deux ans qu'existe la V^e République : « La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement. »

Ce texte reprend - à quelques différences près - ceux qui figuraient dans les Constitutions précédentes. Ainsi la loi du 18 juillet 1875, qui a régi la III^e République, prévoyait en son article 9 : « Le président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres. » La loi constitutionnelle du 10 juillet 1940, instituant l'Etat français du maréchal Pétain, indiquait, dans son article 18 : le chef de l'Etat « ne peut déclarer la guerre sans l'adhésion préalable et formelle des deux Chambres ». Enfin, la Constitution de la IV^e République du 27 octobre 1946 disposait en son article 7 : « La guerre ne peut être déclarée sans le vote de l'Assemblée nationale et l'avis préalable du Conseil de la République » (le Sénat de l'époque).

Ce qu'on a appelé les deux guerres d'Indochine et d'Algérie n'ont pas eu juridiquement ce caractère puisqu'il s'agissait, à l'origine, d'opérations de maintien de l'ordre dans des territoires sous souveraineté française. Aujourd'hui, l'article 35 de la Constitution figure dans le titre V qui régit « des rapports entre le Parlement et le gouvernement ». Cela signifie que c'est le Parlement, c'est-à-dire la réunion de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui doit accorder l'autorisation. Mais la Constitution ne précise pas s'il s'agit d'un vote séparé ou d'un vote en Congrès (réunion des deux chambres siégeant en commun à Versailles). De même, on peut supposer, en raison de sa place dans le titre V, que c'est au gouvernement, et non au président de la République, que cette autorisation doit être donnée. On peut donc en déduire que le gouvernement devrait alors déposer un projet de loi ou faire une déclaration devant l'Assemblée nationale et engager sa responsabilité sur ceux-ci. Le gouvernement pourrait également demander une délégation pour agir par ordonnance. C'est - mutatis mutandis - ce qui s'est passé lorsque le gouvernement Daladier, qui avait reçu les pleins pouvoirs en avril 1938, avait pu le 3 septembre 1939, déclarer la guerre à l'Allemagne par un simple communiqué.

« L'autorité supérieure » des accords ou des traités

Aujourd'hui, l'article 35 de la Constitution paraît quelque peu contradictoire avec le décret simple qui a autorisé en 1984 le président de la République à déclarer seul - c'est-à-dire sans autorisation parlementaire - la force de dissuasion nucléaire. Le chef de l'Etat pourrait aussi avoir recours à l'article 16 s'il jugeait que sont menacées « l'indépendance de la nation » ou « l'intégrité du territoire » pour prendre « les mesures exigées par les circonstances », sans passer par une autorisation expresse du Parlement. Dans les circonstances actuelles et dans le contexte de la crise du Golfe, l'article 35 se heurte de surcroît pour son application à un autre article de la Constitution, qui lui enlève tout effet : l'article 55 dispose en effet que « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois ».

Or le déclenchement éventuel d'une action militaire contre l'Irak ne se ferait qu'en vertu d'un « traité », ou « d'accords régulièrement ratifiés », c'est-à-dire ceux qui ont créé l'ONU, et en application des décisions de cet organisme, décisions coagées par la France. Une autorisation du Parlement français n'aurait donc aucune raison d'être car, si elle était donnée, elle serait redondante, et si elle était refusée, elle n'aurait aucun effet et serait même inconstitutionnelle. Déjà, en 1950, aucun vote au Parlement n'avait été nécessaire pour autoriser le gouvernement français à envoyer un contingent de volontaires combattre en Corée aux côtés des Américains et d'autres en application d'une recommandation des Nations unies et sous commandement intégré.

Il apparaît ainsi que, sauf en cas de guerre conventionnelle, déclenchée par la France contre un Etat nommé désigné, l'article 35 de la Constitution est en grande partie obsolète. Toutefois, on peut imaginer qu'en cas de déclenchement des hostilités le président de la République, par un message au Parlement, et le gouvernement, par une déclaration devant les Assemblées, tiendraient les représentants de la nation informés de leurs décisions.

ANDRÉ PASSERON

مكتبة الأمل



EUROPE

ALLEMAGNE : les élections du 2 décembre au Bundestag

M. Oskar Lafontaine prend date

A moins d'un miracle, M. Oskar Lafontaine, élu à deux reprises ministre-président de Sarre à la majorité absolue, connaîtra la défaite, dimanche 2 décembre, pour la première fois de sa carrière politique. Au terme d'une année qui aurait pu être celle de sa consécration dans l'ex-Allemagne de l'Ouest, s'il n'y avait pas eu la chute du mur de Berlin et la course à la réunification, l'espoir de la social-démocratie allemande, âgé de quarante-sept ans, a dû prendre son parti de voir Helmut Kohl devenir le premier chancelier de l'Allemagne réunifiée.

LUDWIGSBURG

de notre envoyé spécial

A entendre M. Lafontaine fustiger au cours de ses meetings électoraux les risques pris par le gouvernement Kohl, prédire une catastrophe sociale et économique, on pourrait presque penser que le candidat-chancelier est content d'échapper pour cette fois à son destin. Le champion des sociaux-démocrates est persuadé que le chancelier Kohl va payer très cher les promesses qu'il a dû faire pour apporter le deus ex machina aux Allemands de l'Est à un taux ruineux pour l'industrie locale et boucler à marche forcée l'unification. Au moins se sent-il la conscience en paix. « On ne pourra pas dire que j'ai cherché à mener les gens en bateau », ne cesse de répéter M. Lafontaine entre deux

meetings, en rappelant combien il s'était fait attaquer lorsqu'il avait prédit que le coût de l'unification dépasserait les 100 milliards de marks par an, chiffre largement dépassé aujourd'hui.

M. Lafontaine se défend, sans toujours convaincre, d'avoir conçu de la méfiance pour une réunification trop rapide. Il affirme qu'il a eu raison toute l'année d'insister sur la sous-estimation des difficultés à venir et se veut conforté dans son analyse par l'effondrement de l'économie est-allemande évitable, selon lui, si l'on avait adopté une autre politique monétaire.

Le candidat à la chancellerie termine sa campagne nettement plus sûr de lui qu'au début. S'il s'est résolu à sa défaite, il a le sentiment d'avoir posé des jalons pour l'avenir. L'homme dont on doutait, après l'attentat dont il avait été victime au mois de mars, de la volonté de se battre, donne aujourd'hui le sentiment d'avoir admis que son combat s'inscrit dans la durée. Il ne fait aucun doute aujourd'hui qu'il n'a pas l'intention de se laisser arrêter par un échec dont il attribue les raisons largement aux circonstances. C'est l'année, insiste-t-il, du « grand réformateur Mikhail Gorbatchev » sans lequel rien n'aurait été possible. N'importe quel chef de gouvernement, « à moins d'être complètement idiot », ne pouvait, affirme-t-il, que bénéficier de la situation.

En fin de campagne, M. Lafontaine a trouvé ses thèmes et commencé à marquer des points. Sur-

fisamment, espère-t-on dans son entourage, pour retrouver à l'Ouest les 37 % que le président candidat du SPD, M. Johannes Rau, avait obtenus en 1987, et stabiliser le score réalisé lors des élections régionales d'octobre dans les cinq Länder de l'ex-RDA.

Un pays ouvert

Avec 25 % des voix, les sociaux-démocrates avaient amélioré de quatre points leur résultat catastrophique des élections de mars dernier au Parlement est-allemand et pris date pour l'avenir.

Sur la place de Ludwigsburg, près de Stuttgart, le chepteur dressé sur la place du marché pour le passage du train à bord duquel M. Lafontaine se déplace de ville en ville, a fait le plein. Un orchestre de jeunes s'est chargé de chauffer la salle. M. Lafontaine n'attaque pas de front la politique du chancelier Kohl sur l'unification. A l'Ouest, il commence ses interventions en soulignant d'emblée que « tout ce qui s'est passé ces derniers mois » ne doit pas faire oublier que l'essentiel pour le futur c'est plus que jamais une nouvelle politique économique, pour l'est et l'ouest de l'Allemagne, qui prône l'environnement comme objectif prioritaire. Il réduit la réunification à une affaire de bonne gestion, et qui dit bonne gestion social-démocrate dit bien sûr justice sociale. Les riches doivent payer.

Champion d'une Europe des régions, il se veut pour un pays ouvert, doté d'une loi d'immigra-

tion moderne qui ne fasse pas de la germanité le critère de l'immigration, il dénonce le nationalisme. « Je ne m'incline pas devant les symboles nationalistes », répond-il à ceux qui lui reprochent de ne pas suffisamment tenir haut le drapeau.

Après les régions de Stuttgart, Francfort, le train de campagne a franchi le petit métro la frontière de l'ex-RDA. On passe dans l'ouest allemand, celle des rues cabossées, de la fumée de lignite qui prend à la gorge, des usines à la Zola. Là, les sociaux-démocrates n'ont jamais trouvé le ton juste pour répondre à M. Kohl, qui a su motiver les gens en leur offrant l'espoir d'une vie meilleure. M. Lafontaine, handicapé au départ par un discours trop intellectuel, s'est efforcé de le rendre plus pédagogique, plus à la portée d'une population traumatisée par les changements exigés d'elle.

Il s'agit de faire passer le message que les sociaux-démocrates ont eux aussi des solutions à proposer pour résoudre les problèmes de la reconstruction économique dans l'ex-RDA, que les promesses faites par les gens en place à Bonn ne sont pas forcément à prendre pour argent comptant. Il s'agit à aussi de prendre date, de suggérer des solutions pour le jour, où l'on commencera à mesurer le coût de l'effondrement de l'industrie est-allemande.

HENRI DE BRESSON

M. Kohl grand favori

Suite de la première page

De l'avis général, la campagne électorale a été la moins combative et polémique que le pays ait connue depuis la guerre. Les débats n'ont pas contribué à polariser l'opinion. Le chancelier Kohl s'est fait applaudir dans toute la RFA comme « le chancelier le plus aimé de l'histoire allemande récente », et son challenger, M. Lafontaine, a réuni des assistances imposantes pour leur broser un sombre tableau du sort qui attend les contribuables allemands et les salariés de l'ex-RDA une fois passé l'euphorie de l'unité.

Le débat sur le financement de l'intégration de l'ex-RDA a constitué le seul vrai sujet d'empoignade, entre le SPD et la coalition, mais aussi entre les partis au pouvoir à Bonn. Le chancelier n'a pas cédé sur la position qu'il avait adoptée dès la mise en place de l'union économique et monétaire avec la RDA : le financement de l'unité ne se fera pas par l'impôt, mais par des économies sur le budget de l'Etat et un accroissement momentané de l'endettement public.

M. Kohl n'exclut pas néanmoins que des taxes ou de nouveaux prélèvements soient institués, pour financer les mesures de protection de l'environnement, mais cela n'a, dans son esprit, rien à voir avec un accroissement de la pression fiscale. Un point de vue que M. Lafontaine qualifie de « mensonge fiscal » et qui suscite également les critiques du FDP opposé à toute augmentation de la pression fiscale. Au sein de la CDU, des

hommes comme Lothar Späth, ministre-président du Bade-Wurtemberg, et son ami M. Kurt Biedenkopf, qui exerce les mêmes fonctions en Saxe, dans l'est du pays, sont persuadés que l'on n'échappera pas à une augmentation des impôts si l'on veut faire face aux énormes besoins en équipements et en infrastructures de l'ex-RDA.

Toutes ces histoires de gros sous, qui promettent de sérieuses empoignades entre l'Etat fédéral et les Länder au cours de la prochaine

législature n'ont qu'un faible écho dans une population qui, dans la partie occidentale, n'a pas encore ressenti, dans sa vie quotidienne de changement notable lié à l'unification du pays.

Un nouveau paysage parlementaire

La crise du Golfe et son corollaire - l'augmentation du prix du carburant - ont été à cet égard plus immédiatement sensibles.

En votant, dimanche, pour le chancelier Kohl, les électeurs vont, dans leur majorité, donner quinquas à un homme et à une coalition qui ont rempli la mission que leur confiait la loi fondamentale qui fait office de constitution de la République fédérale : réaliser

l'unité du pays dans la liberté. La question nationale a étouffé les autres sujets de controverses, renvoyant à plus tard les affrontements sur la manière de concilier les exigences parfois contradictoires qui traversent la société allemande. La mise à niveau des Länder de l'Est, la poursuite de l'amélioration du niveau de vie et des conditions de travail des salariés ouest-allemands, l'affirmation du rôle mondial de l'Allemagne nouvelle et la poursuite de la construction européenne, ainsi que des débats d'ordre civilisationnel comme la querelle récurrente sur la réglementation de l'IVG ; tous ces thèmes vont revenir au premier plan une fois la fièvre électorale retombée.

Ces élections seront en outre l'occasion d'un profond renouvellement du personnel politique. Le départ en retraite de cent soixante et un députés de toutes les formations blanchit sous le harnois du Bundestag, comme les « gardes » de Helmut Schmidt Hans Apel et Hans Jürgen Wischmiewski, ou de l'ancien président du Bundestag Richard Stücklen (CSU) qui fut député fédéral sans interruption depuis 1949, donnait à la dernière session parlementaire un goût amer et nostalgique de fin d'époque.

Quel que soit le résultat des élections du 2 décembre, le visage parlementaire de l'Allemagne en ressortira profondément modifié. Par l'arrivée de cent quarante-quatre nouveaux députés venus de l'Est, pour la plupart dépourvus de l'expérience du travail parlementaire démocratique, mais aussi d'un nombre accru de femmes en raison de l'application du « quota » féminin de 50 % par le SPD.

LUC ROSENZWEIG

POLOGNE : la campagne présidentielle

M. Walesa lance une mise en garde contre l'élection de M. Tyminski

M. Lech Walesa a averti, jeudi 29 novembre, la commission nationale du syndicat Solidarité à Gdansk que la Pologne risquerait « quelque chose comme la guerre civile » si son rival, M. Stanislaw Tyminski, remportait le second tour de l'élection présidentielle, le 9 décembre.

M. Walesa, qui paraît déstabilisé depuis l'humiliation des résultats du premier tour, a estimé que la situation était « vraiment grave ». « Je suis terrifié par le mécontentement de la société à notre égard et par ce qui se passe en Pologne », a-t-il poursuivi, accusant par ail-

leurs M. Tyminski d'être appuyé par les anciens communistes. L'impression dominante à l'issue de la réunion de la commission nationale de Solidarité était que les dirigeants du syndicat n'excluaient pas l'éventualité d'une victoire de M. Tyminski, d'autant plus que M. Walesa n'est pas encore parvenu à rallier massivement et sans équivoque le camp de M. Tadeusz Mazowiecki.

M. Adam Michnik, directeur de Gazeta Wyborcza, qui s'est montré le plus farouche critique de Lech Walesa au cours de la campagne, a démissionné du groupe parlemen-

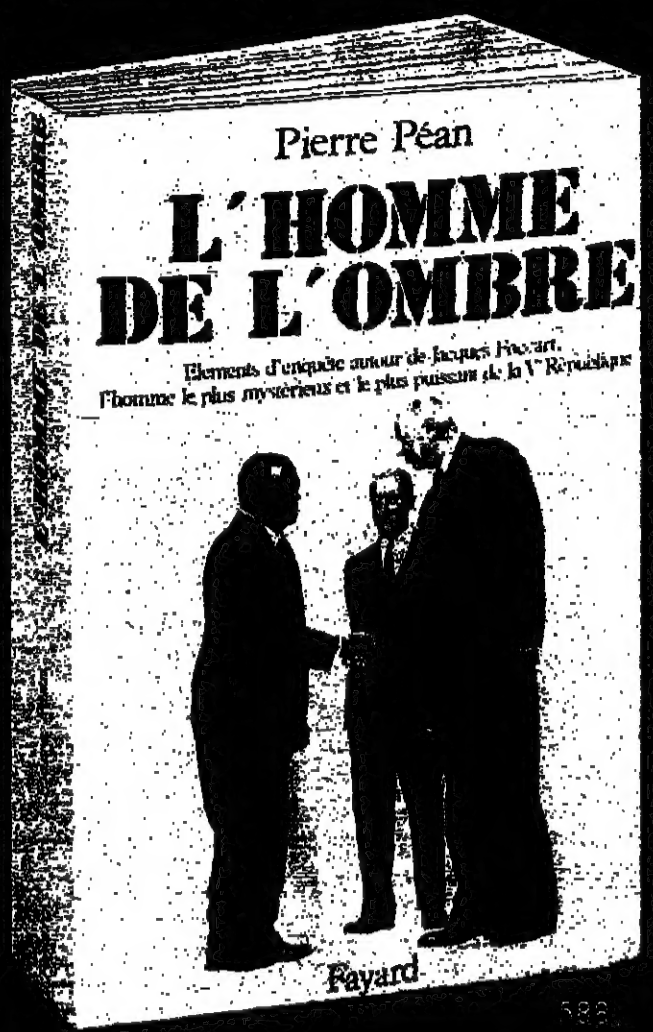
taire de Solidarité au terme d'une réunion tendue, en présence de M. Walesa. Dans un discours passionné, M. Michnik a réitéré ses griefs à l'égard du leader de Solidarité et indiqué qu'il lui serait plus facile d'appeler à ne pas voter Tyminski que d'appeler à voter Walesa au second tour.

Pour sa part, la Diète a tenté jeudi de calmer le jeu en refusant d'accepter la démission immédiate du premier ministre, M. Mazowiecki, auquel les députés ont demandé de rester en fonctions jusqu'à ce qu'il soit prêt à présenter un rapport sur les quinze mois d'activité du gouvernement.

ALBANIE : l'ambassadeur de France a regagné son poste. - M. Michel Boulmer, ambassadeur de France à Tirana, a regagné son poste la semaine dernière. Il l'avait quitté il y a quatre mois lors de la crise des ambassades. La représentation diplomatique française avait été fermée le 17 juillet pour être remise en état après avoir été envahie par quelque 550 réfugiés albanais. Sa réouverture officielle devrait avoir lieu prochainement. - (AFP)

ITALIE : Gladio est dissous. - Le réseau d'espionnage clandestin Gladio a été dissous, mercredi 28 novembre, par une décision du président du Conseil, M. Giulio Andreotti, à l'annonce, jeudi 29 novembre, le général Paolo Inzerilli, actuel chef d'état-major du SISMI (service de renseignement italien). Le général Inzerilli avait été responsable de la formation des membres du réseau Gladio de 1974 à 1980. - (AFP)

Le mystère FOCCART



Patiemment, méticuleusement, recoupant les moindres détails, Pierre Péan, dont le talent d'investigateur n'est plus à démontrer, a reconstitué le fantastique destin du « Père Joseph » de la V^e République.

Pascal Krop, L'Evenement du jour

Foccart défiait les enquêtes. Celle-ci lui fera mal. Péan a procédé par coups de projecteurs, portés chacun sur des périodes différentes de la vie de Foccart. Des pinceaux de lumière - crue - viennent ainsi éclairer la pratique africaine et les fameux « réseaux Foccart », la très étrange attitude de « la Foque » pendant la Seconde Guerre mondiale, la polémique sur la nature exacte de ses relations avec l'Union soviétique, et la naissance même de ce personnage hors du commun qui fait de sa vie un vrai roman.

Jean Guisnel, Libération

Foccart : l'éminence grise prend des couleurs. Intrigues, complots, mystères, ce livre lève le voile sur le soldat inconnu de De Gaulle.

Louis-Marie Horeau, Le Canard Enchaîné

L'auteur n'aurait-il cherché qu'à faire de l'argent avec de la boue ?

Jacques Foccart, Le Figaro Magazine

FAYARD

EUROPE

BULGARIE : nouvelle défaite des ex-communistes

Sofia fête la chute du premier ministre, Andreï Loukanov

Des explosions de joie ont salué, jeudi soir 29 novembre à Sofia, l'annonce de la démission du premier ministre bulgare, M. Andreï Loukanov, sous la pression d'une grève générale et des manifestations de rue. Cinq mois après la démission du président de la République, M. Petar Mladenov, c'est un nouveau coup très dur porté à l'emprise des anciens communistes bulgares sur le pouvoir.

SOFIA

de notre envoyé spécial

La foule, qui avait toute la journée sillonné Sofia aux cris de « Oziavka » (démission) et « à bas le Parti communiste », a explosé de joie. A 20 h 30, jeudi 29 novembre, en direct à la radio et à la télévision, M. Andreï Loukanov, premier ministre bulgare du dernier des gouvernements à l'est tenu par l'ancien Parti communiste, avait prononcé les mots tant attendus : « Je démissionne. » Personne n'a entendu la suite.

Au quatrième jour d'une grève générale illimitée, lancée par le syndicat d'opposition Podkrepa (« soutien ») pour demander le départ de M. Loukanov et de son gouvernement monoclauré, le Parti communiste bulgare, rebaptisé socialiste en avril dernier (PSB), avait peut-être perdu le pouvoir — ou tout au moins ses apparences — après cinquante ans de règne sans partage. Alors, dans la foule d'un millier de personnes massées devant le Parlement où se déroulaient des négociations pour former le prochain gouvernement, ce fut un cri, des embrassades, un rock and roll enlaid. Un peu plus loin, sur la place du 9 septembre 1944, rebaptisée place de la Démocratie, les militants de l'Union des forces démocratiques (UFD), principale coalition de l'opposition, boivent le champagne. « Les communistes sont partis », s'exclament-ils, « nous sommes libres ». Les voix cassées d'avoir trop crié, épuisés par quatre jours de manifestations, un jeune militant bardé du bleu de l'UFD, avant de partir dans le concert des voitures qui klaxonnent pour une gigantesque nuit de fête. Pourtant, certains intellectuels à Sofia, que l'expérience a rendu méfiant face aux voitures de luxe du Parti communiste, n'étaient pas de la fête. « Le parti n'a-t-il pas sacrifié Loukanov pour sauver l'essentiel? », se demandaient-ils. Autrement dit, ne s'agit-il pas seulement d'un nou-

veau recul de ceux qui se sont qualifiés d'ex-communistes?

Leurs craintes semblent en partie justifiées. L'accord entre l'opposition et le PSB prévoit la formation d'un gouvernement de transition sur une base paritaire avec un premier ministre neutre, a déclaré à la presse M. Loukanov au sortir de la salle du Parlement où, depuis deux jours, les forces politiques du pays tentaient de trouver une issue à la crise.

Pour l'opposition, qui avait revendiqué le poste de premier ministre, la victoire n'est donc pas aussi totale que la rue se l'imagine. Le président Jelio Jeleu, ex-leader de l'UFD, qui se pose aujourd'hui en gardien de l'unité nationale, a fait accepter sa solution. « Nous acceptons tout candidat, un UFD de préférence, ou un indépendant, ou un membre du Parti agrarien officiel. Tout sauf un communiste », nous expliquait Krastiv Krastev, porte-parole de Podkrepa, qui, quelques minutes plus tôt, avait annoncé à la radio que son syndicat mettait fin à ce qu'il appelle « la première grève générale de l'histoire bulgare ». Le nouveau gouvernement, qui devrait être formé d'ici une semaine, doit diriger le pays jusqu'à de nouvelles élections qui, bien qu'aucun accord formel ne semble avoir été conclu, devraient, selon des sources concordantes, être avancées à fin avril-début mai.

La Confédération des syndicats indépendants (ex-officiels) qui,

prenant le train de la grève en marche, avait fait de la surenchère, demandant, outre la démission de M. Loukanov, la dissolution du Parlement, a annoncé qu'il voulait continuer la grève.

La répartition des postes dans le prochain gouvernement dira peut-être combien le PSB a dû céder face à la grève qui s'est doublée, jeudi à Sofia, d'une pression de la rue. Dès mercredi soir, les étudiants de Sofia, qui avaient obtenu la tête du successeur de Todor Jivkov, Petar Mladenov, en août dernier, ont bloqué et occupé avec le renfort d'ouvriers grévistes les principaux carrefours de la capitale. Jeudi, dans la journée, alors que le syndicat Podkrepa, renforcé par l'entrée en grève des syndicats officiels, revendiquait plus de 1,9 million de grévistes, la capitale était aux mains des jeunes opposants qui occupaient la rue et s'attroupaient devant les bâtiments officiels pour exiger la démission de M. Loukanov, qui se faisait attendre.

Un début de révolution sociale

Massés à midi devant la cathédrale Alexandre-Nevski, lieu traditionnel des meetings de l'opposition, les manifestants se rendaient à la radio, puis de la radio à la présidence, pour aboutir enfin devant le Parlement où se tenaient les négociations. Les jeunes, qui avaient sifflé la direction de l'op-

position après les élections perdues de juin dernier, disaient adieu à M. Loukanov, qui avait affirmé ne pas vouloir démissionner « sous la pression de la rue », sur fond de rock and roll anticommuniste « made in Bulgaria ». Avec le renfort des ouvriers dans ce mouvement, la petite révolution culturelle en cours depuis la chute de Todor Jivkov s'est doublée d'un début de révolution sociale. Car c'est bien le syndicat Podkrepa (300 000 membres avant la grève) qui, bien qu'il soit sorti de l'Union des forces démocratiques il y a près d'un mois, a obtenu la tête de M. Loukanov.

Pour Konstantin Trenchev, président de Podkrepa, considéré comme « radical » et fâché par la direction de l'UFD après l'incendie du comité central du Parti en août dernier, puis inculpé par les autorités, il s'agit là d'une belle revanche. Après l'annonce de la chute de M. Loukanov, les manifestants ne crient plus « UFD » mais « Podkrepa » et sont allés rendre hommage à M. Trenchev devant le siège du syndicat. Le nouveau gouvernement, au sein duquel les ex-communistes auront quelques postes, devra composer avec un syndicat libre qui a montré sa puissance alors que, si la crise politique est pour l'instant terminée, la crise économique n'en est qu'à ses débuts.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

L'homme de la transition ratée

Étiqueté « réformateur » dans les derniers temps du règne de Todor Jivkov, M. Andreï Loukanov est l'archétype de cette classe de politiciens communistes qui aurait dû assurer la transition vers un socialisme démocratique en Europe centrale et si le scénario s'était déroulé comme prévu.

Cinquante-deux ans, d'un contact très facile, aussi à l'aise en français qu'en anglais, en russe ou en espagnol, M. Loukanov produisait un certain effet sur ses interlocuteurs ouest-européens, tout en étant bien vu à Moscou. Il y est d'ailleurs né et y a fait ses études, tout comme son épouse, Lili Loukanova, une femme profondément marquée par le terreur stalinienne dont a été victime sa

famille en URSS et en Bulgarie. Leurs deux enfants font aussi leurs études à Moscou.

Représentant de la Bulgarie aux Nations unies à Genève de 1972 à 1976, Andreï Loukanov scolarisé, à son retour à Sofia, aux cercles dirigeants, en devenant d'abord vice-ministre du commerce extérieur, puis, l'année suivante, membre du comité central du PSB. Il gravira progressivement les échelons du gouvernement et du parti, jusqu'à ceux de ministre des relations économiques extérieures et membre du bureau politique, fonctions qu'il occupa au moment de la chute de M. Jivkov, en novembre.

C'est alors l'échappée pour M. Loukanov, qui prend la tête du

mouvement de rénovation au sein du PSB, dont il rêve de faire un jour un parti social-démocrate. Mais le vieux parti bulgare se contente de se rebaptiser « socialiste », le poids des conservateurs y resta très lourd et, pour gagner les élections de juin 1990 face à une opposition de plus en plus remuante, M. Loukanov est obligé de composer avec eux. Le compromis avec l'opposition devient alors impossible et toutes les tentatives de M. Loukanov de former un gouvernement de coalition échouent jusqu'à ce que la rue l'accueille à la démission, jeudi 29 novembre.

S. K.

URSS

M. Gorbatchev réaffirme le rôle dirigeant du PCUS

MOSCOU

de notre correspondant

M. Gorbatchev, qui se préparait jusqu'à jeudi à se rendre en Moldavie (il a ajourné ce voyage au dernier moment), a annoncé l'agence Tass vendredi 30 novembre avait tenu auparavant à exposer ses vues sur l'avenir de la Fédération et confirmé son intention de donner un coup d'arrêt aux forces centrifuges dans le pays. Lors d'une rencontre mercredi avec les intellectuels, retransmise jeudi soir par la télévision soviétique, Mikhaïl Gorbatchev s'est exhalé : « Nous ne pouvons pas nous diviser. Si nous commençons à nous diviser, il y aura une guerre terrible. Cela peut se transformer en une catastrophe non seulement pour le pays, mais pour le monde entier ».

Pas de propriété privée de la terre

Dans ce qui constitue un rapprochement notable avec le PC soviétique, M. Gorbatchev a d'autre part plaidé jeudi, devant les communistes de Moscou en faveur de la « préservation de l'Etat multinationnel ». « L'Union soviétique, a-t-il dit, est une union de quinze républiques, comme cela est spécifié dans la Constitution. » Une telle rencontre avec des communistes n'avait pas eu lieu depuis longtemps.

Le président soviétique s'est en

outre prononcé pour le renforcement des institutions de l'Etat, de l'armée et des organes de droit, mais aussi pour que le Parti communiste conserve son rôle dirigeant. Certes, a-t-il dit, « la direction du parti n'a pas estimé à sa juste valeur le rôle de la classe ouvrière pendant la formation d'un nouveau système politique et la préparation des élections, ce qui a fait que le parti a une chute ». Mais il n'en estime pas moins que le pays devait se développer « dans le cadre du choix socialiste ».

Le président soviétique a également exprimé son opposition résolue à la propriété privée de la terre qui ne correspond pas, selon lui, aux traditions pré-révolutionnaires de la communauté paysanne russe, ce qui entraînerait ailleurs une vive répartition dans la salle de l'écrivain Boris Mojaev, un fervent partisan de la privatisation des terres. Quant à la propriété privée dans les autres domaines économiques, Mikhaïl Gorbatchev considère qu'elle ne doit pas devenir dominante. « Le peuple ne l'acceptera pas », a-t-il affirmé.

On note encore cette déclaration hautement pessimiste du président du KGB, M. Krioutchkov : « La crise s'aggrave dans toutes les directions et n'a pas encore atteint son point culminant », a-t-il dit au cours d'une rencontre avec les parlementaires. — (Interim.)

ASIE

CHINE

Pékin enjoint les journalistes étrangers de s'intéresser au développement économique plutôt qu'aux dissidents

PÉKIN

de notre correspondant

Le ministre chinois des affaires étrangères s'est refusé à tout commentaire sur l'imposition de procédures de contrôle à Pékin (le Monde du 30 novembre), et a enjoint les journalistes étrangers de s'intéresser à l'édification économique de la Chine plutôt qu'aux « rumeurs » concernant les dissidents emprisonnés. Cette recommandation a été formulée, jeudi 29 novembre, par le directeur de l'information, M. Li Zhaoxing, au cours de son point de presse hebdomadaire.

Il répondait aux questions sur les activités lacées pour activités « contre-révolutionnaires ». Le porte-parole a assuré ne pas connaître les noms des dissidents qui lui étaient soumis. Le ministre s'abstient en général de commenter la situation intérieure chinoise, hormis lorsque les autorités estiment nécessaire de faire par son intermédiaire une mise au point sur un sujet précis.

Le ministre s'est, d'autre part, défendu d'avoir l'intention de contrôler plus sévèrement les journalistes étrangers accrédités à Pékin par le biais d'une procédure nouvelle d'enregistrement légal de leur bureau. Dans des conversations « amicales » avec divers correspondants, les responsables du département de l'information ont

assuré que l'interprétation pessimiste de certains d'entre eux (le Monde daté 18-19 novembre) résultait d'un « malentendu ». La procédure est destinée à « leur simplifier la vie » face à la tentaculaire bureaucratie chinoise, jurent ces responsables. Serait-il donc possible d'obtenir le document officiel promettant sans fournir la quantité supplémentaire de paperasserie réclamée? « Oh non, cela serait trop simple! », a répondu franchement un de ces responsables.

F. D.

Grande-Bretagne : le Kent en deuil de M^{me} Thatcher

Dans ce comté ultraconservateur le départ de la « Dame de fer » est vécu comme une catastrophe

FOLKESTONE

de notre envoyé spécial

Le comté de Kent n'en remettra sans doute, mais la démission de M^{me} Margaret Thatcher revêt pour beaucoup les allures d'une catastrophe. Dans ce fief très conservateur, l'ancien premier ministre fait figure de rempart face à l'« opère dévorant » que représente l'Europe symbolisée par un tunnel qui, dans la région, perturbe les esprits. Il n'en faut pas plus à beaucoup pour penser que décidément « tout fout le camp » et que ce double coup au cœur sonne le glas de la résistance face aux « envahisseurs » venus d'outre-Manche.

« Historiquement le Kent a toujours été la première ligne de défense contre l'Europe », reconnaît M. Jonathan Aitken, député Tory de la circonscription de Ramsgate. « La mentalité de forteresse face aux envahisseurs existe toujours », ajoute cet ancien membre de l'association des conservateurs contre le tunnel. Même si M^{me} Thatcher s'est prononcée en faveur de l'Eurotunnel, ses positions sur la Communauté européenne en faisaient un garant, un garde-fou contre ceux que l'on regarde toujours un peu comme des barbares. Le premier ministre, considéré comme « un monument national », étant parti, l'avenir n'est plus qu'une aventure très aléatoire.

Pour M. Aitken « huit habitants sur dix » souhaitent son maintien au pouvoir dans ce comté où la totalité des dix-sept députés sont conservateurs, et « au moins douze d'entre eux faisaient bruyamment campagne en sa faveur ». C'est dire à quel point le choc a été rude dans « ce jardin de l'Angleterre ». De nombreux électeurs conservateurs ont menacé de ne plus jamais voter Tory

pour marquer leur désapprobation contre la manière dont M^{me} Thatcher a été évincée. Les Thatcher sont en effet originaires du Kent et ses habitants ont toujours manifesté une loyauté sans faille à l'égard de « la Dame de fer ».

« Elle n'était plus dans le coup »

Au cours du dernier week-end, la plupart des parlementaires sont allés prendre le pouls de leur circonscription. Ils ont dû calmer les vaines et expliquer leur position. M. Keith Speed, député d'Ashford et pro-européen, a eu bien du mal à faire comprendre à ses électeurs qu'il ne révélerait pas son choix. Officiellement, c'est pour éviter de diviser davantage le parti. « Je ne l'ai même pas dit à ma femme », précise-t-il. Peut-être, toujours est-il que son choix n'aurait sans doute pas été le bon aux yeux de tous. Alors, prudence.

S'il est vrai que le Kent reste un bastion inexpugnable du thatcherisme, ce dernier commençait néanmoins à présenter quelques lézards. Les jeunes conservateurs doublaient depuis quelque temps déjà. La rigidité du premier ministre sur l'Europe, la Poll tax, les ratés économiques, le déclin des services de santé et d'éducation avaient entraînés des déceptions. « Elle n'était plus dans le coup », elle était devenue arrogante », fait remarquer une dame qui préfère garder l'anonymat et ajoute tout de même que « personne ne sera capable de l'égaler ». « Elle avait fait son temps », indique un autre en regretant cependant les circonstances de son élection et son

moment, en raison de la crise du Golfe. Des réserves qui laissent transparaître une baisse d'influence dans un électorat jeune et aisé victime de la hausse des taxes d'intérêt et pour lequel l'Europe est désormais incontournable. Ce qui signifie que la quatrième élection électorale du premier ministre s'annonçait difficile même si le Kent allait encore sans doute voter comme un seul homme pour celle qui a été « assassinée le même jour que Kennedy » rappelle Kevin, pour qui « on ne se conduit pas comme cela avec cette dame qui a redonné confiance à la Grande-Bretagne ».

Le tunnel : cheval de Troie

Dans les associations locales du Parti conservateur, c'est la consternation. A Folkestone, un vétéran n'hésite pas à parler de « tragédie nationale » en voyant déjà la Grande-Bretagne intégrée dans une Europe « dominée par la bureaucratie, une administration totalitaire et une concentration abusive des pouvoirs. Ça sera comme en Union soviétique », dit-il, pendant presque son fléme. Le port est en effet le dernier poste avancé face au continent. Et il est sur le point d'être balayé par cette pieuvre qui va sortir du tunnel et dont les tentacules commencent déjà à se répandre derrière la ville sous la forme d'un immense chantier ressemblant comme une blessure de la terre britannique. Un véritable cheval de Troie que les habitants de la région tentent d'approcher pour savoir ce qu'il réserve.

Ouverte en septembre 1988, une exposition consacrée à cet ouvrage a

déjà reçu la visite de 680 000 personnes. C'est dire à quel point on s'interroge sur ce projet qui, plus que tout autre, symbolise la fin d'une époque pour beaucoup de Britanniques. Avec des arguments, les visiteurs déambulent de la tour d'observation à la salle de cinéma et aux présentoirs en passant par la maquette de 32 mètres avec ses trains qui jouent à cache-cache pour la plus grande joie de tous. Rarement un tel effort d'information du public n'aurait été réalisé.

Comme le souligne M^{me} Christine Bédier, de l'association du Parti conservateur de Douvres et Deal, « les réticences du début ne sont pas toutes vaincues, mais les gens savent qu'il n'est plus possible de faire marche arrière et qu'il y a quelque chose de bon dans le tunnel ». Bien sûr, les grinchus parlent des trois à cinq mille emplois qui vont disparaître dans les ports, du coût exorbitant de l'opération que l'on compare déjà au Concorde, ou des dommages irréparables qui vont être causés à l'environnement. Tristan est de ceux-là, et pour lui 1990 restera une année noire : « La Grande-Bretagne n'a pas gagné la Coupe du monde, M^{me} Thatcher est partie et le Kent a été transformé en presqu'île ».

MICHEL BOLE-RICHARD

Élections partielles en Ecosse. — Le Parti travailliste a conservé ses deux sièges lors d'élections législatives partielles qui se sont tenues, jeudi 29 novembre, en Ecosse, à Paisley nord et Paisley sud. Le scrutin a été marqué par une forte progression du Parti national écossais, qui a progressé de plus de 14 points avec 29,4 % dans la première circonscription et 12 points avec 27,5 % dans la seconde. — (AFP.)

BIRMANIE : Pékin dément avoir passé un important contrat d'armes avec Rangoun. — La Chine a rejeté comme « rumeur forgée de toutes pièces » une information provenant de Bangkok, selon laquelle un marché d'un milliard de dollars avait été conclu avec Rangoun pour moderniser l'armée de l'air birmane (le Monde du 29 novembre). Selon cette informa-

tion, Pékin devait livrer à Rangoun, vingt-quatre avions de combat d'ici la fin de l'année. — (AFP.)

INDE : essai réussi d'une missile anti-char de la troisième génération. — L'Inde a réussi jeudi 29 novembre les essais de son missile anti-char de la troisième génération, entièrement réalisé en Inde, a annoncé le ministre de la défense. Le Nag (Cobra) a une portée de 4 000 mètres. Ce nouvel essai intervient un mois après celui d'une roquette d'artillerie à longue portée et trois mois après celui du missile sol-air Akash (Ciel). — (AFP.)

PAKISTAN : livraison de quatre Mirage-III par l'Australie. — L'armée de l'air pakistanaise a reçu mercredi 28 novembre trente-deux Mirage-III de fabrication française, sur un total de cinquante appareils de ce type rachetés à l'Australie. L'annonce de cette vente avait suscité de violentes protestations en Inde. — (AFP.)

محنام النجمل

AFRIQUE

MOZAMBIQUE : l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution

Du temps des dogmes au temps des doutes

Tandis que des négociations de paix sont en cours, à Rome, entre le gouvernement et les rebelles de la RENAMO, le président Joaquim Chissano abandonne les vieux dogmes marxistes et engage son pays, dévasté par des années de guerre civile, sur la voie du pluralisme politique. C'est, en effet, samedi 1^{er} décembre qu'entre en vigueur la nouvelle Constitution fondée sur le multipartisme.

MAPUTO

de notre envoyé spécial

Exception faite de l'avenue du Mozambique, qui serpente entre l'estuaire et l'aéroport, aux confins de la ville, l'avenue Vladimir-Lénine est la plus longue de Maputo. Elle est parallèle à l'avenue Karl-Marx, qui, plus large, mais aussi plus courte, ne croise pas, elle, l'avenue Mao-Zedong, où le centre culturel américain et l'agence soviétique Novosty cohabitent au sein d'un même pâté de maisons. Friedrich Engels a, bien sûr, aussi son avenue. L'ambassadeur des États-Unis y habite. Le Mozambique a beaucoup sacrifié aux théoriciens du socialisme.

« Etudions et faisons de nos connaissances un instrument de libération du peuple », « Lutter jusqu'à la victoire pour la triomphe de la Révolution » : les lettres noires des slogans commencent à s'effacer sur les murs blancs de l'avenue du 24-Juillet. Ici et là, de grandes fresques militantes rappellent, elles aussi, l'enthousiasme socialiste des premières années de l'indépendance.

Les peintures révolutionnaires n'ont, cependant, pas réussi à protéger Maputo des outrages du temps. La ville est délabrée. Les chaussées sont défoncées. Les immeubles n'ont pas été entretenus. Des chantiers, abandonnés par les Portugais en 1976, ont été laissés à l'état. Sur la route des plages, entre l'autodrome désaffecté de Maputo et la nouvelle résidence, au look concentrationnaire, des employés de la mission commerciale sud-africaine, la gigantesque carcasse de ce qui aurait dû être un hôtel de luxe s'élève vers le ciel. Vingt-quatre étages de béton attendent des façades qui ne viendront jamais.

Une classe de privilégiés

Pourtant, sous la lèvre de Maputo affleure à nouveau le charme de Lourenço-Marquês, jadis villégiature prisée de la bourgeoisie sud-africaine. Les nostalgiques d'une certaine douceur de vivre fréquentent ce qui reste du club nautique, du club maritime et des complexes de la Costa do Sol. Les terrasses des cafés sont accueillantes. Les restaurants servent effectivement ce qui est inscrit sur leurs menus. Les marchés et les magasins sont approvisionnés. Ce qui n'était pas le cas il y a encore quelques années.

Les premiers effets du programme de réhabilitation économique lancé en janvier 1987 avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale commencent à se faire sentir. Hélas, tout le monde n'en profite pas. A l'ombre du FRELIMO, le parti unique, une classe de privilégiés a prospéré tandis que le reste de la population se paupérise. La nomenclature a bénéficié indirectement du soutien massif de la communauté financière internationale. La corruption, qui était l'exception, est rapidement devenue la règle.

« Avant il n'y avait rien, mais on avait de l'argent. Aujourd'hui, les magasins sont pleins mais on ne peut plus acheter », déplore Eusebio, chauffeur d'un taxi Peugeot 405 flamboyant. Au Mercado do Povo, le marché du peuple, un poulet vivant coûte

6 000 mëticals (35 francs). Un médecin en gagne 100 000 à l'hôpital, un chauffeur de société à peine 30 000.

Les grèves qui ont éclaté en décembre 1989 pour protester contre la réduction dramatique du pouvoir d'achat ont rebondi en février à l'annonce d'un nouveau train de hausses. Les produits de première nécessité ont augmenté de manière vertigineuse : 64 % pour le riz, 25 % pour le maïs, etc. Le gouvernement a tenté de rétablir la situation en légalisant le droit de grève et en reprenant en main les grévistes grâce au syndicat unique. Mais le retour à la normale n'est intervenu qu'à la mi-mars.

Dans une telle conjoncture, il est difficile de sensibiliser la population aux réformes en cours. Et pourtant, le Mozambique est en train de tourner radicalement le dos à ses anciens idéaux. La sixième congrès du FRELIMO, en juillet 1989, avait sonné le glas du « marxisme-léninisme ». L'Assemblée nationale vient d'adopter une nouvelle Constitution fondée sur le multipartisme. La République du Mozambique, qui n'est plus « populaire », a un nouvel hymne national. La libéralisation de l'économie passe par la privatisation de trente et une entreprises d'Etat. Et, surtout, le gouvernement a engagé le dialogue avec ceux qui sont toujours, pour la presse locale, « les bandes armées » de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). Feu le président Samora Machel doit se retourner dans sa tombe.

Mobilisation syndicale

Au pouvoir depuis novembre 1986, le président Chissano a pris le taureau par les cornes en proposant, dès janvier, des débats sur une nouvelle Constitution. Les discussions ont duré trois mois. Les grands-messes publiques n'ont pas eu le succès escompté, contrairement aux réunions d'entreprise, où la mobilisation syndicale a joué à plein. La radio a retransmis ces échanges de vues, d'une grande liberté de ton. Le quotidien officiel *Noticias* en a fait ses choux gras. L'école du parti a même pris position en faveur du multipartisme.

Ca n'était pas joué pour autant. Si le bureau politique - théoriquement proche du président - acceptait la transition vers le multipartisme, en revanche les membres du comité central traitaient les pieds et ne se résignaient à sauter le pas qu'à la mi-août, après un débat houleux, convaincus qu'ils tiraient leur épingle du jeu lors de prochaines élections grâce à la bonne image de M. Chissano et à l'implémentation de l'appareil d'Etat.

Le long débat parlementaire, début octobre, révéla de nouveaux clivages au sein du FRELIMO. M. Chissano dut monter au créneau pour s'opposer à certains membres du bureau politique, partisans d'un « pouvoir noir » et en quête d'un subterfuge pour écarter Blancs et Indiens des postes à responsabilité. Pareille politique aurait conduit à une campagne xénophobe qui risquait de compromettre l'application des réformes libérales et la réconciliation avec les dissidents et les hommes d'affaires portugais, priés de venir investir au Mozambique.

Modèle algérien

Finalement, les députés adoptèrent, le 2 novembre, une nouvelle Constitution, abondamment inspirée de celle dont s'est dotée l'Algérie en février 1989. Rien de surprenant à cela : les deux pays sont très liés et la plupart des dirigeants mozambicains sont passés par le bureau du FRELIMO à Alger, entre 1962 et 1976, sinon par les camps

d'entraînement que l'Algérie a longtemps mis à la disposition des mouvements de libération.

Les députés doivent maintenant se pencher sur des lois qui régissent la création et la vie des partis politiques ainsi que sur un code électoral. Des élections législatives et présidentielle, au suffrage universel, ont, d'ores et déjà, été annoncées pour le courant de 1991. Ce qui traduit, pour le moins, un bel optimisme de la part des autorités.

Le pays est, en effet, ravagé, depuis des années, par une guerre civile cruelle qui affecte les tiers des quinze millions de Mozambicains. Certes, les forces du FRELIMO, épaulées par l'armée zimbabwésienne, infligent de sévères revers à la RENAMO depuis quelques mois, reprenant peu à peu le contrôle des campagnes, tenues jusqu'alors par les rebelles d'Afonso Dhlakama, principalement dans la province du Zambèze. Mais, en l'état actuel, alors que les communications ne sont pas rétablies, que des millions de Mozambicains sont déplacés, l'organisation d'un scrutin paraît bien illusoire.

D'une médiation à l'autre

Pour la première fois depuis quinze ans, un vrai espoir de paix se profile à l'horizon. Après plusieurs mois de tentatives infructueuses, le gouvernement et la RENAMO se parlent directement. En août 1989, le président Chissano avait demandé aux églises chrétiennes de rançonner la RENAMO et, dans la foulée, avait désigné comme médiateurs ses homologues du Kenya et du Zimbabwe, qui organisaient, en juin, une réunion FRELIMO-RENAMO à Blantyre, au Malawi.

Mais la rencontre n'eut pas lieu. Constatant l'échec d'une solution strictement africaine, le président de la République passa alors par l'entremise de la communauté catholique Santo Egídio, très présente au Mozambique, pour reprendre langue avec la RENAMO. Les premiers entretiens eurent lieu, en juillet, à Rome. Y assistèrent M. Mario Raffaeli, ancien secrétaire d'Etat à la coopération (l'Italie est le premier bailleur de fonds du pays), et Mgr Jaime Gonçalves, archevêque de Beira, un homme de la même ethnie, Ndau, qu'Afonso Dhlakama, le chef rebelle.

Le ton de cette première rencontre, qui ne déboucha pas sur un cessez-le-feu, fut « franc et ouvert ». Rendez-vous fut pris pour la mi-août. Les deux délégations étaient, comme la fois précédente, conduites par le responsable des affaires étrangères de la RENAMO, M. Raul Domingos, et le ministre mozambicain des transports, M. Armando Guebuza. Même promesse de se revoir bientôt mais toujours pas de cessez-le-feu.

La RENAMO s'est fait prier pour assister à la troisième rencontre, qui a débuté, le 9 novembre, à Rome, sous l'égide de l'Italie. Ses hésitations exprimaient le désarroi dans lequel les initiatives présidentielles l'ont plongée. M. Chissano a, en effet, fauché l'herbe sous les pieds de M. Dhlakama, qui avait fait d'une nouvelle Constitution son cheval de bataille. Que reste-t-il de fondamental à négocier hormis le départ des troupes zimbabwésiennes, excepté - peut-être - une étape transitoire qui imposerait de retarder les élections de quelques années afin de laisser le temps à la RENAMO de trouver et de former les cadres qui lui font cruellement défaut ?

Pendant cette période transitoire, le président pourrait nommer un gouvernement d'unité nationale, composé de personnalités « agréées » par la RENAMO. Solution qui n'est pas si utopique qu'il y paraît. Le Mozambique, l'un des pays les plus pauvres du monde, ne peut plus se permettre d'obéir à une « logique de guerre ».

FREDERIC FRITSCHER

TCHAD

Les rebelles s'emparent d'Abéché

Les rebelles d'Idriss Deby se sont emparés sans combat, jeudi soir 29 novembre, d'Abéché, la ville la plus importante de l'est du Tchad, où est stationnée une partie du dispositif militaire français « Epervier ». A-t-on appris, vendredi, de sources concordantes, à Paris. Les troupes gouvernementales se seraient repliées sur la localité d'Oum-Hadjer, à une centaine de kilomètres plus à l'ouest, sur la piste qui mène à N'Djamena.

La France examine « en ce moment même les demandes (en armement) du gouvernement tchadien légal », a affirmé, jeudi 29 novembre, à Mont-de-Marsan, le ministre de la défense nationale, M. Jean-Pierre Chevènement.

ment, qui a précisé que les relations entre les deux pays étaient « normales ». Côté français, « il y a des fournitures de pièces de rechange » et « une maintenance classique est assurée », a-t-il indiqué. Mais, « il est bien clair qu'à la suite des événements, les forces armées tchadiennes peuvent avoir des besoins importants », a-t-il ajouté sans préciser la nature de ces besoins ni si la France y répondrait favorablement.

« L'armée française n'a pas à intervenir pour défendre des gouvernements. Elle se peut intervenir pour défendre l'intégrité des Etats lorsqu'ils sont menacés par une agression extérieure caractéristique ou à la demande des gouvernements légaux pour assurer la protection des ressortissants français ou étrangers », a souligné M. Chevènement. Selon lui, « rien ne

permet de dire » que la Libye intervient dans ce conflit, par la « livraison d'armes ou d'équipement ». D'après lui, « les livraisons d'armes ne suffisent pas à définir une agression militaire caractéristique ».

« La situation s'est dégradée et les combats sont plus sévères. L'offensive des rebelles est d'une plus grande ampleur et les forces gouvernementales rencontrent des difficultés », avait indiqué jeudi un porte-parole du Quai d'Orsay.

L'évolution de la situation au Tchad avait conduit, jeudi, la France à renforcer son dispositif militaire « Epervier ». Dans un communiqué, le ministère de la défense nationale a souligné que « ce renforcement avait pour but d'améliorer la sécurité de nos troupes et d'assurer, le cas échéant, la protection de nos ressortissants ».

TUNISIE : les islamistes de nouveau en accusation

Un réseau terroriste aurait été démantelé

TUNIS

de notre correspondant

Un réseau islamiste d'une soixantaine de personnes qui prônaient des actions terroristes a été récemment démantelé. L'hebdomadaire *Réalités*, qui a révélé, jeudi 29 novembre, cette affaire, confirme par les autorités, précise que les comploteurs se proposaient de changer le régime par « la révolution islamique », en vue d'instaurer la charia (loi musulmane). Des caches d'armes légères auraient été découvertes à Tunis et dans le sud du pays, à Gafsa et à Gabès.

Selon *Réalités*, le groupe était dirigé par un ingénieur de la compagnie tunisienne d'électricité, âgé de trente-deux ans, M. Mohamed Lahbib Lassoued, en état d'arresta-

tion. Il avait été condamné à un an de prison, en septembre 1987, lors du procès du mouvement islamiste. En désaccord avec la direction du mouvement Ennahdha qui rejette officiellement la violence, il aurait depuis démissionné du mouvement.

Parmi les autres personnes arrêtées, figuraient plusieurs anciens militaires et policiers, déjà impliqués dans une affaire semblable découverte en novembre 1987. Ce groupe projetait des assassinats de personnalités politiques et des attaques de bâtiments officiels qui devaient aboutir au renversement de l'ex-président Bourguiba. La destruction de celui-ci, le 7 novembre, le prit de court, mais une centaine de ses membres furent arrêtés, puis graciés un an plus tard.

par M. Ben Ali, sans avoir été jugés.

Venant après les récentes condamnations à des peines de prison de plusieurs dizaines de jeunes islamistes et l'arrestation, il y a deux semaines, de sept jeunes gens détenteurs d'un stock d'explosifs (le *Monde* du 21 novembre), la découverte de ce nouveau réseau remet au premier plan le mouvement Ennahdha, dont la presse officielle dénonce, depuis quelque temps, les menées déstabilisatrices. Ses dirigeants, qui demandent leur reconnaissance en tant que parti politique, déplorent régulièrement « la répression » dont ils sont victimes, et affirment être étrangers à tout projet d'action terroriste.

MICHEL DEURE

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Importante réforme de la réglementation sur l'immigration

Le président George Bush a signé, jeudi 29 novembre, une loi réformant les règles américaines sur l'immigration, qui accroit de 40 % le nombre des personnes autorisées à s'installer aux États-Unis. La réforme supprime en outre plusieurs clauses d'exclusion des États-Unis pour raisons politiques, homosexuelles ou contamination par le virus du sida. « C'est la réforme la plus importante de notre législation sur l'immigration depuis soixante-six ans », a déclaré George Bush, au cours de la cérémonie de signature de la loi à la Maison Blanche.

La nouvelle loi, qui entrera en vigueur en 1992, relève le quota annuel d'immigrés de cinq cent mille à sept cent mille jusqu'en 1994. Après cette date, le quota sera d'au moins six cent cinquante mille immigrants par an. La réforme supprime une loi de 1952 qui, à l'époque du maccarthysme, refusait l'octroi d'un visa à plusieurs catégories de personnes en raison de leurs opinions politiques, notamment aux communistes. L'immigration sera facilitée pour les Européens hautement qualifiés, chercheurs, ingénieurs ou enseignants en particulier. Le quota d'immigration basé sur les capacités professionnelles sera plus que doublé et passera de cinquante-quatre mille à cent quarante mille par an. La loi réduit enfin la menace de déportation qui pesait souvent sur les réfugiés d'Amérique centrale. (AFP)

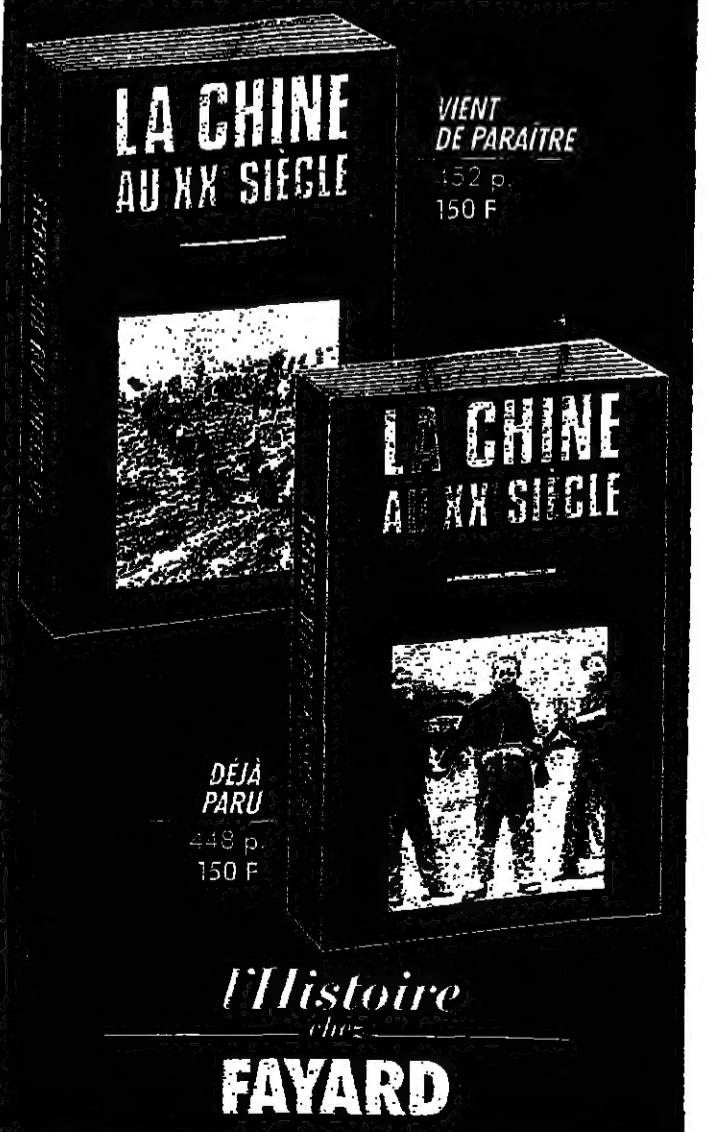
EN BREF

□ ÉGYPTÉ : incidents lors des élections législatives. - Les élections législatives en Égypte (le *Monde* du 30 novembre) ont donné lieu à des incidents, jeudi 29 novembre, qui ont fait plusieurs dizaines de blessés, certains par balles, à la suite de bagarres entre les partisans des candidats. (Corresp.)

□ SÉNÉGAL : trois morts dans un attentat en Casamance. - Trois personnes, dont deux policiers, ont été tuées dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 novembre, à Ziguinchor, capitale de la Casamance, lors d'une attaque menée à l'arme automatique par les indépendantistes casamançais. A-t-on appris, jeudi, à Dakar, de très bonne source. (AFP)

De Tian'anmen 1^{er} octobre 1949 à Tian'anmen 4 juin 1989

Proclamation triomphale de la République populaire de Chine sur la place Tian'anmen, massacre d'étudiants aux mains nues : l'image d'Épinal s'impose d'emblée. Elle a au moins le mérite d'illustrer la perte de légitimité du régime communiste en l'espace de quatre décennies. Celle-ci renvoie à l'équivoque initiale du projet révolutionnaire (ostensiblement socialiste, fondamentalement nationaliste) et au décalage entre ce projet et le besoin prioritaire : la modernisation.



POLITIQUE

La convention nationale du PS

Le grand retour des clercs

Le Parti socialiste réunit, samedi 1^{er} et dimanche 2 décembre, au CNIT de la Défense, sa convention nationale biannuelle, la première depuis le congrès de Rennes, en mars dernier. Cette convention doit, d'une part, débattre de la situation politique et adopter, à ce sujet, une résolution; d'autre part, ouvrir la phase de « consultation de la population » qui précède le débat interne sur le nouveau « projet » du parti.

Après s'être inquiétés, il y a quelques années, par la voix de M. Max Gaillo, du silence des intellectuels, le Parti socialiste a décidé de les faire parler. Il les invite ainsi à renouer avec une tradition, celle de l'intervention des clercs dans le débat public, qui, sans être complètement oubliée, s'était quelque peu estompée. M. Pierre Mauroy avait lancé l'idée d'un « congrès idéologique », M. Michel Charzat, secrétaire national adjoint auprès du premier secrétaire chargé du projet, a organisé la consultation.

L'ambition est vaste : renouveler la réflexion politique « au contact de la pensée vive et de la réalité sociale », élaborer un projet « pour la France

de l'an 2000 ». La « pensée vive » est celle des quelques dizaines de chercheurs, sociologues, politologues, économistes et savants de toutes disciplines qui, depuis le mois de juillet, « planchent » devant un petit groupe de responsables socialistes, tantôt au siège du PS, rue de Solferino, tantôt dans un bureau de l'Assemblée nationale. Quant à la « réalité sociale », elle va s'exprimer, en principe, à travers les débats que les fédérations et sections du parti sont appelées à organiser, dans toute la France, au lendemain de la convention des 1^{er} et 2 décembre, jusqu'au printemps : ce sera la deuxième phase de l'opération.

La troisième phase sera celle de la discussion interne au PS, qui devrait aboutir, à l'automne 1991, à l'adoption d'un nouveau projet socialiste par une convention nationale. En conclusion de « ce travail collectif d'écoute et de réflexion conduit pendant plus d'une année », ainsi se trouverait réalisé l'« engagement » de la doctrine socialiste tant attendu de ceux qui souhaitent que le PS, comme l'avait fait le SPD à Bad-Godesberg, en RFA, en 1959, prenne acte dans son programme de la révision de ses objectifs depuis l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République.

La mauvaise utopie et la bonne

Revenons à la première phase, celle des auditions, qui devrait s'achever en janvier. Cent vingt ou

plus et invitant à « concilier l'intelligibilité du monde avec le respect de sa complexité » (Le Monde des 26 septembre et 2 octobre). À l'appui de cette complexité étaient convoqués, entre autres philosophes contemporains, Jürgen Habermas et sa « théorie de l'agir communicationnel », Michel Serres et son « contrat naturel », John Rawls et sa « théorie de la justice », Edgar Morin et sa « méthode de la complexité ».

Pour en finir avec les idées simples, les personnalités entendues par le groupe de travail ont à leur tour tenté de sortir des schémas habituels et d'analyser aussi rigoureusement que possible, chacun dans sa spécialité, les réalités d'aujourd'hui, ces réalités contradictoires qui ne sauraient s'accommoder des solides certitudes d'antan.

Edgar Morin était au nombre des intellectuels interrogés. Il a mis l'accent sur l'opposition, qu'il a développée ailleurs, entre la « rationalité », ouverte, critique, voire autocratique, qu'appelle le monde contemporain, et la « rationalisation », close, parfois délirante, dans laquelle la raison a trop souvent sombré à travers des idéologies rigides, en fin de compte, d'un esprit religieux. Henri Weber, ancien dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire, aujourd'hui conseiller de Laurent Fabius, lui a demandé, au cours de la discussion, s'il était possible de concevoir un grand dessin, même lointain, qui ne fût pas d'essence religieuse.

A cette question d'Edgar Morin a répondu, pour toutes les religions, le bouddhisme, par exemple, se fonde sur la compassion pour la souffrance humaine. Aussi l'homme doit-il se donner pour but « le renouvellement de la fraternité ». Faut-il renoncer aux utopies ? La « mauvaise utopie », selon Edgar Morin, consiste à croire à « la transparence absolue de l'homme déshabillé ». La « bonne utopie » est de rester fidèle au « principe d'espérance », qui lui, ne repose « ni sur une promesse ni sur une certitude ».

A travers cette définition, qui entend tirer les leçons des égarements passés, se dessinent sans doute le rôle nouveau que peuvent s'assigner les intellectuels en France, en cette fin de vingtième siècle, la forme que pourrait revêtir leur engagement dès lors qu'ils cessent de se considérer comme les porte-parole de la conscience universelle.

De Jacques Delors à Pierre Boulez

Pierre Bourdieu, qui n'a pas participé aux auditions, mais qui a adressé un texte au groupe de travail, a rappelé que les sociologues « étaient imposés de nous », comme des « marginaux à la morale scientifique », toutes les tentatives pour proposer « une représentation idéale et globale du monde social ». « Le moment est venu », a-t-il précisé, où les savants se doivent d'intervenir dans la politique, avec toute leur compétence, pour imposer des utopies fondées en vérité et en raison. De fait, chacun des « savants » auditionnés a choisi de s'exprimer à partir de son domaine de compétence, non pour limiter ses propos à ceux d'un expert, mais pour prendre appui sur une expérience concrète.

Ainsi Jacques Delors est-il venu

parler de la construction européenne, tout en précisant que cette ambition « ne peut résulter de l'ensemble des projets collectifs que l'on doit proposer à une société » et que « l'Europe peut servir à tout à condition d'en sortir » (Le Monde du 10 novembre). Avant lui, Anicet Le Pors, qui fut ministre de la fonction publique et des réformes administratives dans les gouvernements Mauroy, a analysé « les maux qui frappent le système institutionnel français », mais il ne s'en est pas tenu là, élargissant son propos à la définition même du socialisme, considéré comme « un processus branché sur deux ondes portantes, la science et la démocratie » (Le Monde du 8 novembre).

Beaucoup d'autres sujets ont servi ainsi de point de départ à la réflexion collective avant de déboucher, ou non, sur la question plus générale du nouveau projet socialiste. Dominique Perrot, architecte de la Bibliothèque de France, a insisté sur l'indispensable liaison entre architecture et urbanisme, suscitant un débat sur l'avenir des villes. Pierre Boulez a présenté ses réflexions sur l'enseignement de la musique, sur la nécessité de faire communiquer le monde du rock et celui de la « grande musique », sur le « star system », sur le professionnalisme. Cherif Khaznadar, directeur de la Maison des cultures du monde, a souligné une relation de la politique de développement culturel dont le premier ministre Lang avait donné l'exemple, mais a aussi plaidé pour le respect des différences culturelles en France et pour une plus grande ouverture aux cultures des autres pays.

Jacques Berque, ancien professeur au Collège de France, a exposé sa vision de l'islam, dont il estime la modernisation inéluctable, et prôné « l'hospitalité chez nous, s'inscrivant dans un grand ensemble de réciprocité avec les pays des deux rives de la Méditerranée ». L'historien Raoul Girardet a souligné le lien entre le problème de l'identité nationale et celui de la citoyenneté.

Le socialisme et la nation

Plusieurs intervenants se sont interrogés sur le fonctionnement de la démocratie en France. Pascal Bruckner, récent auteur de la *Mélanolie démocratique*, s'est demandé si, depuis l'atténuation des antagonismes entre la droite et la gauche et la naissance d'un « consensus libéral économique », nous avons encore l'énergie de « redonner à la démocratie un nouveau projet » : il a notamment attiré l'attention sur le rôle défectueux des médias, les appelant à « retrouver une certaine austérité, une certaine mesure dans l'information, un certain refus du sensationnelisme ».

Le professeur Georges Vedel a consacré une partie de son exposé aux rôles respectifs de l'Etat et du marché, avant de réfléchir sur la question des inégalités. L'historien Krzysztof Pomian a mis en évidence les menaces qui pèsent, selon lui, sur la démocratie en France et la difficulté d'en assurer l'adaptation à la dimension européenne.

Pierre Bourdieu a dénoncé la « monopolisation du politique », affirmant : « La dernière révolution politique, la révolution contre la cléricature politique et contre l'usurpation qui est inscrite à l'Etat potentialité dans la dé-

gation, reste à faire ». D'autres historiens (Maurice Agulhon, Jacques Juliard, Madeleine Rebérioux), des écrivains (Thierry de Montbrial, Edmond Malinvaud), des syndicalistes (André Bergeron, Pierre Héritier), des essayistes (Alain Finkielkraut, Adam Michnik), des journalistes (Jean Daniel, Jean-François Kahn), des scientifiques ont également participé ou le feront dans les prochaines semaines. On pourrait citer encore d'autres noms, développer d'autres exemples. Ils feraient apparaître, en dépit de lacunes peut-être provisoires, l'extrême diversité des sujets traités, qui ne facilitera pas, le moment venu, le travail de synthèse de Michel Charzat, mais a permis de mieux cerner certains aspects d'une réalité trop riche pour se plier au schématisme des vieilles idéologies.

« Un modèle européen »

Est-il possible de dégager, sans attendre, de quelques-unes de ces interrogations des lignes de force cohérentes ? On notera d'abord quelques débats récurrents, par exemple autour de la notion de social-démocratie. « Il existe un modèle européen », affirme Jacques Delors, et ce modèle est « d'inspiration social-démocrate » par sa philosophie de la « solidarité institutionnalisée ». Au contraire, pour Michel Charzat, « il faut prendre acte que le socialisme français demeure profondément différent de la social-démocratie », cette social-démocratie dont Edgar Morin constate « l'essoufflement ». Débat aussi autour de l'idée de nation. « L'Etat-nation a aujourd'hui épuisé sa fécondité historique », dit Edgar Morin. Avec la construction européenne, souligne Pascal Bruckner, « l'appartenance à une identité nationale va devenir beaucoup plus problématique ». En revanche, Jacques Berque pense que l'Etat-nation est « loin de l'obsolescence » et Jacques Delors que le rôle d'intégration de l'Etat national « demeure essentiel ».

Débat, enfin, autour de l'écologie, entendue non pas comme simple protection de l'environnement, mais comme réflexion sur l'espèce humaine habitante d'une seule et même planète. Les « valeurs universelles » énoncées par Anicet Le Pors relèvent de cette problématique, aussi bien que l'idée d'Edgar Morin selon laquelle « la terre est notre maison ». Ce thème, d'ailleurs, « prend le relief de la grande idée internationale ». Car l'homme a compris qu'il n'était pas un être « surnaturel », mais que, sans être semblable aux autres animaux, il faisait partie de la nature.

La discussion devra, bien entendu, être prolongée et développée, mais l'apport de cette première consultation est d'ores et déjà double : d'une part, répondant à la controverse lancée par Michel Rocard sur le rôle des formations politiques, elle place le PS à l'écoute des « forces vives » du pays, tout en le préparant à proposer en retour aux Français un projet volontariste; d'autre part, elle offre aux intellectuels, qu'ils soient de droite ou de gauche, l'occasion de diffuser leurs idées autrement que par les médias. Ce n'est peut-être pas le grand retour des clercs dans la vie publique, mais c'est un début.

THOMAS FERENCZI

Les socialistes aux cent coups

Suite de la première page

Autrement dit, les socialistes ne sont plus assurés de pouvoir compter sur une réflexion « de gauche » qui, aux heures décisives, rassemblerait autour d'eux une masse électorale inamovible, la victoire sur la droite se jouant, alors, à la marge. « La triple alternance - 1981, 1986, 1988 - puis l'ouverture » ont érodé des mythes jadis mobilisateurs », observe M. Le Gall dans le *Point* (dans 3-9 décembre). En outre, l'écologie est une valeur montante qui fait des ravages dans l'électorat du PS.

Tout à leurs interrogations et à leurs préparatifs, les socialistes finissent par perdre le fil de leur propre stratégie. Ainsi ont-ils décidé d'appeler au vote blanc ou nul au second tour de l'élection cantonale partielle de Nice, pour laquelle s'affrontent, le 2 décembre, une candidate soutenue par tous les partis de la droite parlementaire et une candidate du Front national.

Au motif que la première est la sœur de M. Jacques Médecin et qu'il refuse de choisir entre l'« affairiste » et l'« extrémiste », le PS met au placard le principe du « front républicain » qu'il avait adopté à Dreux, il y a un an, face à M^{me} Marie-France Stirbois. Personne ne s'en est ému, sauf... ceux qui refusaient ledit principe. « Que vaut une aussi belle stratégie que celle du front républicain si elle s'embourbe au premier « cas particulier » », demande M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, dans le bulletin de la Nouvelle École socialiste. À gauche (daté du 29 novembre). Pour M. Mélenchon, l'absence de candidat socialiste au second tour, faute d'avoir recueilli suffisamment de voix au premier, est la conséquence de cette « stratégie criminelle ».

Chaque courant du PS travaille à occuper le terrain électoral et gouvernemental dont il dispose. « Je peux vous assurer que l'artide de la loi de finances relatif aux subventions aux collectivités territoriales fonctionne à plein régime », affirme un membre du secrétariat national, qui sait de quoi il parle. Les clés de cet article sont détenues par le ministère des finances - fabiusien, avec MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse - celui de l'intérieur - encore un fabiusien, M. Pierre Joxe - et, quand même, par l'hôtel de Matignon, qui n'est pas fabiusien.

Du côté de la rue de Grenelle, dont sont rivaux et le ministère de l'éducation nationale et les locaux du courant jospiniste, on ne chôme pas non plus : la « priorité » donnée à l'éducation a des retombées, et l'on a appris, depuis Rennes, à ne pas les négliger.

Une confédération d'élus

Le PS apparaît ainsi comme une confédération de groupements d'élus qui s'emploient à défendre au mieux les intérêts de leur base électorale. Pendant que les socialistes vaquent à leurs occupations, M. Mauroy s'efforce de tenir la maison. Les fabusiens ne tarissent pas d'éloges sur l'énergie et l'habileté qu'y met l'ancien premier ministre. Les rocardiens sont plus partagés. Les jospinistes, depuis la mésaventure de M. Henri Emmanuelli dans la compétition avec M. Jean Auroux pour la présidence du groupe de l'Assemblée nationale, se taisent tenter par l'amer-tume. Certains d'entre eux songent à une reconquête du poste de premier secrétaire au prochain congrès, afin qu'un des leurs - et non plus un allié, comme M. Mauroy - y accède. M. Jean Popperen et

ses amis sont sévères. M. Jean-Pierre Chevènement et les siens, impatients.

Au début de M. Mauroy, on inscrivait, depuis deux semaines, une rumeur, selon laquelle le premier secrétaire se serait laissé suggérer d'« en haut » que, tous comptes faits, la situation était ce qu'elle est, il pourrait bien apparaître, le



moment venu, comme un « présidentiable », le seul capable de maintenir la cohésion du PS et de l'électorat de gauche.

Parmi les proches du maire de Lille, on dédaigne de démentir ce que l'on considère comme un procès ridicule, mais on s'interroge sur l'identité de ceux qui l'instruisent. Accuser M. Mauroy de nourrir une ambition de ce type, alors qu'il avait été porté par ses partisans à la tête du PS, en mai 1988, au motif, précisément, qu'un « présidentiable » (M. Laurent Fabius) ne pouvait exercer cette fonction, peut être un bon moyen d'affaiblir sa position d'homme de la « synthèse ».

A plus court terme, chacun s'interroge sur la durée d'un premier ministre qui, de l'avis général, est en suris. Lors de la réunion hebdomadaire de ses amis, jeudi matin, M. Fabius a dressé le constat d'une situation d'incertitude, qui appelle une clarification politique. Certains la prévoient à brève échéance, avant que l'on entre dans la zone dangereuse de la crise du Golfe, prévue pour janvier. Les popéristes, qui ont opéré un rapprochement remarqué avec les fabusiens, paraissent envisager une formule gouvernementale dominée par les proches de président de la République et par les partisans du président de l'Assemblée nationale. M. Chevènement et les siens se préparent à un coup de barre « à gauche ». Les rocardiens attendent.

Dans ce contexte, la préparation du futur projet socialiste est, pour beaucoup, le cadet de leurs soucis. Il se trouve, quand même, des fédérations pour penser que dialoguer avec les citoyens et préciser ses objectifs sont, pour le PS, les tâches les plus urgentes. M. Charzat est prudent, mais pas désespéré. Les réunions qu'il a animées en Charente-Maritime, dans les Yvelines, dans les Bouches-du-Rhône, lui donnent du cœur à l'ouvrage. Il n'est pas impossible, après tout, que le PS trouve son salut dans les idées.

PATRICK JARREAU

M. Mitterrand invite les préfets à « mener la guerre contre toutes les formes d'exclusion »

Comme tous les ans depuis 1983, M. François Mitterrand, jeudi 29 novembre au palais de l'Élysée, les représentants du corps préfectoral. Il leur a indiqué les tâches, selon lui, « prioritaires » pour 1991, à un moment, a-t-il dit, où « certains s'interrogent sur une parité supposée de l'Etat ». Il importe que l'Etat reste le garant de la cohésion nationale et de la dynamique qui fait, chaque jour, de la France, un grand pays, a-t-il recommandé avant d'inviter ses hôtes à « mener la guerre contre toutes les formes d'exclusion ».

Evocant le choix du premier ministre, qui était présent, « de donner un second souffle au développement social des quartiers les plus en difficulté », le chef de l'Etat a estimé qu'il dépend de l'engagement « personnel » des membres du corps préfectoral d'inverser « une tendance inacceptable à la ségrégation », et d'« travailler l'esprit de l'intérêt général dans la lutte permanente contre la discrimination ».

Plus précisément, il a souligné que les préfets exercent « pleinement leurs pouvoirs » que la loi Besson leur confère dans l'attribution de logements sociaux, et qu'ils « entraînent de multiples initiatives » dans le cadre du RMI qui s'inscrit pour le revenu minimum

avec des majuscules et plutôt en minuscules pour l'insertion ». Après avoir souligné l'urgence de la réflexion des lycéens, et regretté que ses propos aient été interprétés comme une imputation des retards constatés en la matière, « à ceux-ci plutôt qu'à ceux-là ».

« L'esprit de décentralisation sera continué », a également assuré M. Mitterrand pour qui « seule la solidarité nationale dans l'effort peut promouvoir la décentralisation ». « Chacun doit comprendre qu'il n'y a pas de notions politiques, subalternes en tout cas, dans ce débat » a-t-il ajouté. Sur le projet de loi d'orientation relatif à l'organisation territoriale, le chef de l'Etat a observé que « l'autorité du préfet doit être réaffirmée là où la loi l'impose ». Il a insisté sur le fait que la coopération entre communes et entre régions voisines, abordée par ce texte, « doit être volontaire ».

Il a donné raison aux départements et aux régions qui « nouent de nouvelles coopérations entre eux et aussi avec les autres pays voisins ». Il a poursuivi : « La France accepte de renoncer à de nombreux aspects de sa souveraineté nationale, comme le font les autres pays, notamment dans la Communauté, mais elle n'entend pas se dis-

soudre; elle ne peut pas être à la fois happée par la construction de l'Europe et confondue par des alliances et des accords qui se nouent entre régions en ignorant qu'il existe des Etats, des nations, des traditions culturelles et en réalité historiques que j'entends maintenir, magnifier pour éviter tout malentendu et ne pas laisser croire aux Français qu'on abandonne ce qui fut l'œuvre de nos ancêtres ».

■ M. Mitterrand et Rocard en forte baisse. - La cote de popularité de M. François Mitterrand enregistre une baisse de sept points en décembre (53 % au lieu de 60 % en novembre), selon une enquête réalisée par la SOFRES pour le *Figaro-Magazine* datée du 1^{er} décembre. Les personnes interrogées, mécontentes de l'action du président de la République, passent de 36 % à 44 %. La cote de M. Michel Rocard baisse de six points (48 % au lieu de 54 % en novembre), alors que les mécontents passent de 40 % à 46 %. Ce sondage a été réalisé du 20 au 22 novembre auprès de mille personnes.

Faisant campagne à Nice

M. Le Pen dénonce « le gang politique au pouvoir »

Venu soutenir, jeudi 29 novembre à Nice, la candidate du Front national, M^{me} Adrienne Franchi, pour le second tour de l'élection cantonale partielle dans le cinquième canton de la ville, M. Jean-Marie Le Pen a regretté que M^{me} Geneviève Assaume-Médécin, arrivée en tête au premier tour, ne se soit pas retirée afin de laisser le candidat socialiste, représentant « le gang politique qui est, aujourd'hui, au pouvoir en France », affronter la candidate d'extrême droite.

Le président du Front national, qui, auparavant, avait reconnu avoir tout un appartement à Nice, a précisé : « Cela ne veut pas dire que je serai candidat » à une éventuelle élection municipale anticipée. Evocant les « affaires », M. Le Pen a déclaré : « Il s'agit là d'une toute petite partie de ce que nous pressentons être un énorme tas de fumier. (...) La loi en France est devenue, aujourd'hui, la loi des corrompus (...) des casseurs (...) des loubards et des truands ».

مكتبة النخيل

Les députés socialistes et le gouvernement à la recherche d'un accord sur la revalorisation des retraites

des techniques, le débat a été
déclaré, comme de coutume, par
des commis-voyageurs « du seigle et
de la châtaigne », qui ont inlassable-
ment plaidé pour leurs produits
locaux. Les évocations champêtres
sont très réussies, à un détail
près. « Les paysans travaillent de la
pointe du jour au crépuscule, nous
nous faisons l'inverse », s'est étonné
M. Germain Aubert (PS, Arden-
ne). Quand le débat s'est achevé à
5 h 20 du matin, l'aube n'était
encore plus très loin.

Le renouveau de la culture sénégalaise
T3 Le dessin à l'air libre - L'exposition Dardot

Le PDG de la COGEDIM a été écroué

D.1.6

EDDY NEDELJKOVIC

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

M. Jospin devant 2 500 chefs d'établissement à La Villette

Thérapie de groupe pour les proviseurs

Le ministre de l'éducation nationale, a reçu, jeudi 29 novembre, à la grande halle de La Villette, à Paris, les 2 500 proviseurs de France pour leur présenter le plan d'urgence pour les lycées et en débattre avec eux.

Les proviseurs savent ce que discipline veut dire. Et les désillusions, les inquiétudes, les rancœurs parfois, n'étaient pas des raisons suffisantes pour bouter l'invitation au dialogue du ministre de l'éducation nationale. C'est donc nombreux qu'ils ont répondu à l'appel inédit que leur avait lancé M. Jospin. Au-delà de l'information sur le plan d'urgence pour les lycées, la réunion avait surtout pour but de réconforter une profession troublée par le mouvement lycéen, qui a souvent eu l'impression d'être considérée comme quantité négligeable au cours des dernières semaines.

« M. Jospin ? On ne lui veut aucun mal mais entre nous, c'est un peu « je t'aime, moi non plus », glisse sans malice un proviseur parisien, tandis que le ministre de l'éducation prend place sous les huées discrètes, mais fermes, de l'assistance. Convocés à 14 heures, les chefs d'établissement n'appréciaient guère d'avoir patiemment attendu. Ils ont, dit l'un d'entre eux, le sentiment de « ne pas vivre tout à fait à la même heure que la hiérarchie ». Ces hommes et ces femmes, que la colère de leurs élèves n'a pas laissés indifférents, admettent souvent mal que les négociations entre gouvernement et lycéens se soient effectuées « par-dessus leur tête ».

Pas de politique au lycée

Pour penser ces blessures d'amour-propre, M. Jospin a donc choisi l'explication directe à l'abri du regard indiscret des journalistes. D'un ton à la fois franc et déterminé, il a donné son point de vue sur le mouvement lycéen, en exposant aux proviseurs ce qu'il attendait d'eux. Cette vaste mise au point, répondant aux questions posées par les chefs d'établissement, prenait alternativement des airs de rassemblement familial et de congrès syndical. Tour à tour contesté ou applaudi, le ministre a notam-

ment mis l'accent sur les problèmes de la vie lycéenne et du respect de la laïcité.

Car l'une des inquiétudes de la profession concerne les nouveaux droits d'expression et d'association dont vont jouir les lycéens. Et si les établissements devenaient des forums où les élèves, transformés en tribuns, pourraient mêler politique et vie scolaire ? Rassurant, M. Jospin a répondu que le lycée demeure, avant tout, un lieu d'étude et de formation où tous les moyens juridiques seront employés pour éviter la politisation. La cas échéant, les proviseurs devront intervenir pour imposer le respect de la neutralité et du pluralisme.

Afin d'offrir un cadre de référence incontestable, le texte qui se prépare actuellement sur les droits des lycéens sera élaboré en concertation avec le conseil d'Etat. Par ailleurs, le ministre a annoncé la création d'un « groupe de consultation et d'étude » associant des proviseurs, qui plancheront sur la conception des circulaires d'application du décret.

Les appréhensions des chefs d'établissement ne s'arrêtaient cependant pas là. Cruelle, la question de la réaffectation et des statuts a aussi occupé une bonne partie des débats, au même titre que les craintes exprimées par beaucoup de voir l'enseignement professionnel déserté au profit de l'enseignement général. Enfin, la rénovation pédagogique n'a pas été oubliée et le ministre s'est engagé à assurer une large diffusion des propositions du Conseil national des programmes.

Cette thérapie de groupe a produit des effets mitigés. « Ce genre de beau discours est rebattu et n'a pas fait avancer la question », réagit un chef d'établissement de Lons-le-Saunier. Les proviseurs ont en effet sous-payés de l'autre. Dans l'ensemble, pourtant, beaucoup reconnaissent que M. Jospin a fait preuve de « courage », en ne se dérochant pas aux questions embarrassantes et en apportant des précisions importantes. Il y a eu, dit un certain nombre de chefs d'établissement, un certain réconfort à l'été entendu, sinon tout à fait compris, résumait bien le proviseur du lycée Abel Boisselier de Vichy.

RAPHAËLE HÉROULE

MÉDECINE

Le sida au féminin

Suite de la première page

Ce mal « honteux » souvent présenté, à Rome ou ailleurs, comme une nouvelle forme « moderne » de châtiment divin laisse aujourd'hui la place à une notion plus rationnelle, celle de maladie sexuellement transmissible face à laquelle on ne dispose d'aucune thérapeutique efficace. A cet égard on pourrait faire une analogie avec la syphilis avant la découverte des antibiotiques.

Maladie sexuellement transmissible, le sida menace aujourd'hui également les hommes et les femmes. C'est, paradoxalement, pour rappeler cette évidence trop mal connue que l'Organisation mondiale de la santé a choisi « les femmes et le sida » comme thème de la troisième journée mondiale consacrée à cette maladie (1).

Il s'agit d'abord, explique-t-on au siège de l'OMS, à Genève, d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les besoins particuliers des femmes face à l'épidémie mais aussi sur le rôle capital qu'elles joueraient pour la prévention.

On estime généralement que sur 1,3 million de cas de sida survenus à travers le monde depuis le début de l'épidémie plus de 300 000 ont concerné des femmes et autant des enfants. Les spécialistes de l'OMS considèrent que sur la planète 10 millions d'adultes sont actuellement infectés par le virus parmi lesquels 3 millions de femmes. « Nous estimons qu'une femme sur 40 en Afrique, une sur 500 en Amérique du Sud et une sur 700 en Amérique du Nord est actuellement infectée par le virus. En Asie, et particulièrement en Asie du Sud-Est, des données récentes indiquent que durant ces trois dernières années, seulement près de 200 000 femmes ont été contaminées », précise le docteur Michael M. Merson, directeur du programme mondial de lutte contre le sida.

On peut par ailleurs s'attendre à une augmentation constante du nombre de femmes infectées par le virus durant les dix prochaines années car la transmission hétérosexuelle va devenir un mode prédominant de propagation dans la plupart des régions. « Nous allons enregistrer une forte augmentation du nombre de femmes atteintes du sida dans les années 90, ajoute le docteur Merson. Dans les pays développés, la moitié environ des personnes infectées par le virus vont être atteintes du sida dans les dix années qui suivent l'infection et ce délai sera sans doute plus court

dans les pays en voie de développement. D'ici à la fin de 1992 le total des cas sera de plus de 600 000 parmi les femmes.

10 millions d'orphelins

« Ces estimations sont des projections fondées sur la situation actuelle. Si les taux d'infection continuent à augmenter rapidement en Amérique latine et en Afrique occidentale et si le virus commence à se propager rapidement dans des régions très peuplées qui ont été jusqu'ici relativement épargnées comme une grande partie de l'Asie, ces prévisions devront être révisées de façon dramatique à la hausse. Une chose est sûre : que ce soit de manière directe du fait de l'infection chez les femmes ou en raison de son impact sur les femmes en tant que mères, partenaires d'hommes infectés, prestataires de soins, agents de santé et

Adopter un enfant sidéen

Les responsables du « Journal de 20 heures » d'Antenne 2 avaient-ils prévu l'écho qu'ils obtiendraient en diffusant, vendredi 23 novembre, un émoignant reportage sur un jeune enfant orphelin contaminé par le virus du sida et, selon toute vraisemblance, condamné à court terme ? Standard submergé, propositions d'adoption immédiate, la chaîne dirigea les appels vers le centre de pédiatrie et de rééducation de Bullion (Yvelines), où est actuellement hébergé l'enfant.

« En moins d'une semaine, nous avons reçu près d'une centaine d'appels et vingt-huit lettres, précise M. Yannick Gouriou, directeur de ce centre. Nous expliquons à ces personnes qu'elles doivent impérativement prendre contact avec les services d'aide sociale à l'enfance des directions de l'action sanitaire et sociale dont elles dépendent ».

Inquiet au départ de ces bonnes volontés nées de

éducateurs, la pandémie va marquer des millions de femmes tout au long des années 90 ».

L'une des spécificités de l'infection chez la femme réside dans le risque de transmission de la mala-

die à son enfant. Infection qui survient lors de la grossesse chez 25 à 30 % des femmes séropositives. Cette situation soulève une série de graves questions concernant, par exemple, le souhait d'une femme sachant qu'elle est séropositive d'avoir un enfant ou l'attitude d'une femme découvrant au début d'une grossesse, qu'elle est contaminée. Il faut garder présent à l'esprit que si l'enfant n'est pas contaminé, il risque, compte tenu de l'absence de traitement efficace, d'être orphelin en bas âge.

« Pour les années 90, nous estimons à 10 millions le nombre d'enfants non contaminés essentiellement en Afrique, au sud du Sahara, qui vont ainsi se retrouver orphelins, explique le docteur Merson. Qui va s'occuper d'eux ? Dans les Communautés déjà ravagées par la mort de tant d'adultes en pleine force, qui va nourrir et protéger ces enfants, veiller à ce qu'ils soient socialisés, éduqués, aidés et dirigés ? Cette question à elle seule donne une idée de la catastrophe sociale qui nous attend du fait de l'impact de la pandémie sur les femmes ».

En France, les dernières estimations situent entre 15 000 et 36 000 le nombre des femmes séropositives, la majorité d'entre elles résidant dans la région parisienne.

« l'émotion spontanée », M. Gouriou reconnaît que le très vif intérêt pour cet enfant est une manifestation concrète de générosité et de solidarité pour ces jeunes victimes du sida. Une générosité qui d'ailleurs tranche nettement avec les réactions d'hostilité qui, à l'étranger comme en France (dans le département du Maine-et-Loire, notamment), ont été observées ces derniers temps à l'encontre d'enfants hémophiles condamnés et à ce titre jugés comme potentiellement contagieux par des parents d'élèves.

Il faut toutefois préciser que si le centre de Bullion - d'une capacité de cent quatre-vingt-huit lits - héberge actuellement une dizaine d'enfants contaminés par le virus du sida, la plupart d'entre eux ne sont pas orphelins et ne sont donc pas en instance d'adoption.

J.-Y. N.

« Parmi les cas de sida déclarés à la direction générale de la Santé, le pourcentage de femmes âgées de plus de quarante ans s'est élevé de 10 % en décembre 1987, à 14 % en décembre 1989. Il a atteint 16 % au cours de la dernière année et il est de 20 % dans certains départements de l'Île-de-France. Il n'y a aucune raison pour qu'il n'en aille pas de même pour les séropositifs », souligne le professeur Henrion. Après la toxicomanie par voie intraveineuse, les contacts hétérosexuels jouent un rôle de plus en plus important dans l'origine féminine des contaminations s'élevant de 25 à 35 % à l'échelon national, de 29 à 36 % dans la région parisienne. La tendance générale est identique dans le reste de l'Europe. « Dans les suites de couches, ajoute le professeur Henrion, se pose le grave problème du devenir du nouveau-né dépend de la capacité de sa mère à s'occuper de lui et de son mode de vie : partenaires stables ou non, chômage, recours ou non à une prostitution occasionnelle. Au sixième jour, lorsque les mères sortent de la maternité, aucune maison maternelle ne les accepte. Les abandons ne sont pas rares. Les placements d'office sont parfois source de conflits entre pédiatres, sages-femmes, infirmières, psychologues, sociaux d'une éventuelle amélioration de l'état maternel. Nous demandons depuis longtemps la création de services où la mère pourrait être hospitalisée avec son enfant pendant quelques jours. Cette demande de ce jour n'a reçu qu'un timide début de réalisation ».

On assiste depuis quelques années, en France, à une généralisation des propositions de dépistage du sida au début de la grossesse, ainsi que chez toute femme manifestant le souhait d'avoir un enfant. Tout indique que ce problème pourrait rapidement prendre une dimension économique importante. « Puisqu'on estime à 3 400 francs le coût du suivi de l'infection chez une femme enceinte séropositive, menant sa grossesse à terme. On passe à 12 300 francs pour la surveillance des enfants nés de mères séropositives, puis selon les cas entre 42 000 francs et 200 000 francs pour la prise en charge d'enfants ayant un sida déclaré ».

A l'échelon international, le drame prend de multiples formes. « La question essentielle est de savoir comment les femmes peuvent veiller à ce que des précautions soient prises », déclare le docteur Merson. Elles n'ont souvent guère voix au chapitre dans les décisions en matière de sexualité. Bon nombre d'entre elles jugent embarrassant, voire dangereux, de demander à leur mari ou à leur partenaire de pratiquer des rapports sexuels « protégés », notamment en utilisant un préservatif. Cette vulnérabilité est renforcée par les possibilités limitées qu'elles ont de subvenir à leurs besoins ».

L'expansion de l'épidémie et sa diffusion par voie hétérosexuelle font d'autre part que les prostituées, souvent perçues comme « source de contagion », sont de plus en plus fréquemment victimes de mesures discriminatoires, comme l'ont expliqué plusieurs participants au séminaire organisé à Paris par l'Institut Pansos (2). Une dizaine d'Etats américains imposent le dépistage sérologique de l'infection chez les personnes connues pour se prostituer. En Angleterre, en Allemagne et en Australie, des femmes prostituées séropositives ont été incarcérées. En Thaïlande, haut lieu du « tourisme sexuel », des cartes de « séropositivité » ont été distribuées aux prostituées après dépistage. En Inde, où des prostituées contaminées ont été incarcérées plusieurs années, les autorités ont récemment imposé le test à 600 prostituées de Bombay : 430 ont été trouvées séropositives.

Ici ou là quelques initiatives visent à faire jouer aux femmes un rôle actif dans la prévention. C'est notamment le cas en Afrique avec la Society for Woman and AIDS in Africa, présente dans une quinzaine de pays anglophones et francophones du continent. « Nous cherchons à mobiliser les femmes pour enrayer l'épidémie », explique le docteur Eka Williams, secrétaire générale de cette association. Il s'agit d'informer via les réseaux de proximité, le personnel de santé, les enseignants, etc. Nous devons aussi trouver des solutions afin de diminuer la dépendance des femmes africaines quant au commerce sexuel, qui est souvent pour elles une méthode de survie ».

Au-delà des prévisions dramatiques et des bonnes intentions de l'OMS, la lutte contre l'épidémie conduit à mettre en cause la dépendance sociale et sexuelle dont souffrent de très nombreuses femmes dans les pays les plus touchés. Parviendront-elles, dans ces conditions, à imposer l'usage du préservatif ou à obtenir la modification des comportements sexuels de leurs partenaires ? Pourront-elles jouer un rôle préventif ? Si ce n'était pas le cas, rien ne permettrait alors d'éviter l'écroulement annoncé.

JEAN-YVES NAU

(1) La Journée mondiale du Sida est fixée depuis 1988 au 1^{er} décembre. Cette date tombant cette année un samedi, l'OMS, comme plusieurs autres organisations, a choisi de la célébrer le vendredi 30 novembre et samedi 1^{er} décembre.

(2) « Séminaire international sur le sida et les femmes », Lundi 26 novembre, Londres. Ce séminaire a eu lieu à l'Institut Pansos. Cette association internationale, non gouvernementale, qui vient de publier un remarquable ouvrage - en anglais - sur ce thème *Women and AIDS: Triple Jeopardy*, 104 pages, The Pansos Institute, 5 White Lion Street, London N1 9 PP, TEL 071 278 11 11.

Un nouveau médicament contre la maladie du sommeil

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la société américaine Marion Merrell Dow ont annoncé, jeudi 30 novembre dans un communiqué commun, le lancement d'un nouveau médicament contre la maladie du sommeil (ou trypanosomiase). Ce nouveau médicament, l'Ornidyl, a déjà permis de soigner 600 malades atteints par cette maladie, avec très peu d'effets secondaires, et pourrait, selon l'OMS, sauver la vie de 3 000 malades par an.

Transmise par la célèbre mouche tsé-tsé, la maladie du sommeil est une infection parasitaire due au développement dans l'organisme d'un protozoaire, le trypanosome. Selon l'OMS, plus de cinquante millions de personnes dans trente-six pays d'Afrique sont exposées au risque de contracter cette maladie grave et parfois mortelle.

Les recherches sur le nouveau médicament ont été menées principalement en France par le docteur Paul Schechter à l'Institut de recherches Merrell Dow, basée à Strasbourg. L'Ornidyl agit en bloquant les enzymes essentielles à la prolifération des parasites. Il coûte environ 140 dollars pour un traitement par voie intraveineuse de deux semaines, et une quantité suffisante d'Ornidyl devrait être disponible d'ici à la fin de l'année pour satisfaire la demande. La Food and Drug Administration vient d'autoriser son lancement aux Etats-Unis. (AFP, UPI).

SCIENCES

Après l'affaire de la décharge radioactive de Saint-Aubin (Essonne)

Le CEA réorganise ses services de protection contre les rayonnements

Malmené plusieurs semaines durant par la délicate affaire de la pollution radioactive de la « décharge » de Saint-Aubin (Essonne), la direction du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a décidé de réagir avec fermeté. Elle vient de demander à M. François Cogné, inspecteur général pour la sûreté nucléaire au CEA, de formuler avant la fin du mois de janvier des propositions visant à réorganiser les services de protection contre les rayonnements (SPR) des centres nucléaires en séparant les fonctions de gestion des fonctions de contrôle.

La décision du CEA, après la mise à l'écart voilà deux semaines du directeur du centre d'études nucléaires de Saclay (le Monde du 14 novembre), à qui on reprochait de ne pas avoir fait remonter les informations sur la « décharge » de Saint-Aubin vers sa direction, est loin d'être anodine. Toutefois, il ne s'agit pas de contester les compétences des personnes sanctionnées comme le démontre le rapport de MM. François Cogné et Bernard Castagnet, membre de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, remis, mercredi 28 novembre à l'administrateur général du CEA, M. Philippe Rouvillois.

« Il n'y a pas eu de fautes professionnelles de la part du personnel mais un dysfonctionnement général du système qui a nu à la transmission de l'information. Nos personnels, écrivait-ils, ont eu une

approche technique du problème » consistant à mettre en évidence, ce qui est leur rôle, qu'il n'y avait pas de danger pour la population.

Eviter les pressions

Ce n'est pas suffisant pour M. Paillet, qui estime que « les traces de pollution mesurées à Saint-Aubin sont en dessous des normes admises, ce n'est pas une raison pour ne pas traiter le problème. Car, lorsque l'affaire a éclaté, les documents, les chiffres existaient bien, mais la direction n'en disposait pas pour expliquer l'origine de ce plutonium... Et nous avons donné ainsi l'impression de cacher quelque chose ».

EN BREF

□ L'Aérospatiale devient maître d'œuvre de la sonde interplanétaire Huygens. - L'Aérospatiale a été retenue par l'Agence spatiale européenne (ESA) comme maître d'œuvre des études de définition de la sonde européenne Huygens, qui doit explorer le plus gros satellite de Saturne, Titan, au début du siècle prochain. Annoncee mercredi 28 novembre par la firme française, cette décision fait suite au choix, effectué par la Nasa et l'ESA en octobre dernier, des huit instruments scientifiques qui équiperont cette sonde. Huygens devrait s'envoler en avril 1996, lors de la mission Cassini d'exploration de Saturne, puis larguée sur Titan en mars 2003.

C'est la raison pour laquelle la direction du Commissariat à l'énergie atomique estime qu'il n'est pas sain pour les services de protection contre les rayonnements des différents centres du CEA que les mêmes personnes soient chargées de contrôler et de gérer les boues ou les déchets du centre. « Il faut que ceux qui sont chargés de la protection de l'environnement puissent agir en toute indépendance et en référence directe à l'inspection générale de la sûreté nucléaire du CEA », ce qui évitera aux contrôleurs de faire, sur place, l'objet de pressions.

En attendant, les campagnes de mesures vont continuer pendant encore trois semaines sur le site de Saint-Aubin pour bien identifier l'origine des produits présents.

Sans préjuger des résultats des analyses en cours, le rapport de MM. Cogné et Castagnet laisse entendre que la présence de ces radio-éléments géants serait largement imputable à l'épandage, jusqu'en 1974, des boues de traitement des eaux conventionnelles du Centre nucléaire de Saclay.

Le plutonium, découvert à la fin de l'été, pourrait provenir des manipulations faites sur des combustibles irradiés, tant civils que militaires, tandis que d'autres, comme le césium ou l'europium, pourraient provenir d'installations ou de laboratoires (Oris, LMR) produisant des sources radioactives à l'intention de diverses activités industrielles ou médicales.

J.-F. A.

□ Un équipage soviéto-japonais va rejoindre la station Mir. - Trois cosmonautes devraient prendre la route de l'espace, dimanche 2 décembre à 9 h 35 (heure française), en direction de la station orbitale Mir. L'équipage sera composé des soviétiques Victor Afanassiev (commandant de bord) et Moussa Manarov (ingénieur de bord), ainsi que d'un journaliste japonais, Toyohiro Akiyama, reporter à la télévision privée Tokyo Broadcasting System (TBS).

Après une mission de huit jours, ce dernier reviendra sur Terre en compagnie des deux soviétiques Manakov et Strelakof, qui devront être classés au niveau 1 (le plus faible) de l'échelle de gravité des accidents nucléaires. « représente moins de dix millions de l'activité que le centre est autorisé à rejeter annuellement à la rivière ».

□ Fuite radioactive au Centre d'études nucléaires de Grenoble. - A la suite d'une fuite déclarée dans son circuit de refroidissement, le réacteur expérimental Siloé, du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG), a dû être arrêté, mardi 27 novembre. Signalé par la direction du CENG, jeudi 29 novembre, cet incident a entraîné le rejet d'un produit radioactif (sodium 24) dans la rivière le Drac. Selon la direction du CENG, cette fuite, qui devrait être classée au niveau 1 (le plus faible) de l'échelle de gravité des accidents nucléaires, « représente moins de dix millions de l'activité que le centre est autorisé à rejeter annuellement à la rivière ».

CULTURE

MUSIQUES

Les pirates de l'Est sauvage

A Budapest, lors de la rencontre Looking East and West, les multinationales du disque se sont plus soucies de la répression de la piraterie que de la création

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

« La saison romantique est close », dit Tony Hollingsworth, l'organisateur du séminaire Looking East and West qui a réuni à Budapest, le week-end dernier, des professionnels de la musique venus des deux moitiés de l'Europe. Il était de toute façon impossible pour cette seconde édition de faire aussi bien qu'en 1989 : l'an passé, le séminaire s'était tenu à Berlin-Est entre le 8 et le 10 novembre et s'était clos par la chute du mur.

A Budapest l'atmosphère était studieuse, toujours, et morose, souvent. Du côté occidental, les superpuissances (majors phonographiques, médias) avaient fait le déplacement en envoyant, selon les termes de Hollingsworth, « les personnes responsables et non les personnes intéressées ». De l'autre côté, les premiers poids lourds, dont le plus remarquable est Laszlo Hegedus, le co-organisateur hongrois de la manifestation, côtoyaient des débutants qui avaient tout à apprendre de leur métier, promoteur de concerts, producteur de disques ou éditeur.

Car c'est bien d'une gigantesque session de formation professionnelle qu'il s'agit. En musique comme ailleurs, la troisième voie n'est pas à l'ordre du jour. Ce sont les méthodes, les modèles, occidentaux qui seront mis en œuvre.

Reste une divergence pour l'instant irréductible dans l'ordre des priorités. Pour les majors occidentales, l'événement musical le plus important qui s'est produit à l'Est dans les douze derniers mois est l'explosion de la piraterie, alors que le seul souci qui partageait les professionnels de Moscou à Prague est la préservation d'industries autochtones.

Une excursion traumatisante

Sir Charles Morgan, le président de la Fédération internationale des industries phonographiques (IFPI), a relaté, lors du séminaire consacré à la piraterie une excursion particulièrement traumatisante : « Je me suis rendu dans une usine de presse de disques compactes près de Prague (l'une des dernières réalisations industrielles de l'ancien régime) et j'y ai vu fabriquer des disques de Pink Floyd qui portaient les mentions Licensed By EMI (le label du Floyd) et made in West Germany. »

Ces contrefaçons, réalisées à partir de CD achetés à l'Ouest sont destinées au marché occidental, elles sont réalisées au vu et au su des autorités tchécoslovaques, alors même que le pays détiendrait l'arsenal légal anti-piraterie le plus efficace de toute l'Europe de l'Est. En Pologne, la quasi-totalité du marché intérieur est aux mains de

fabricants de cassettes pirates qui, de plus, exportent vers l'Ouest, notamment vers la Norvège. La législation polonaise ne reconnaissant pas les droits du producteur, la société locale d'auteurs perçoit des droits sur les produits pirates.

L'IFPI fait pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent une législation protégeant les producteurs (protection des œuvres, taxes sur les cassettes vierges) là où elle n'existe pas encore ou pour mettre en œuvre les textes nationaux ou internationaux déjà adoptés.

Autre sujet d'inquiétude pour les majors : les CD à 10 F qui envahissent les rayonnages de certaines grandes surfaces occidentales. Des coûts de production extrêmement bas, la maigre protection dont bénéficient les interprètes à l'Est permettant cette fabrication.

Ces préoccupations ont donné au discours des intervenants une tonalité professorale qui n'a pas manqué de mettre mal à l'aise les participants d'Europe de l'Est. Il est des omissions qui ne trompent pas : en deux heures de débat, l'éventuel destin de la production de l'Est ne fut pas une fois évoqué, à l'exception des enregistrements classiques (voir encadré ci-contre). Encore n'étaient-ils considérés que comme monnaie d'échange contre les produits occidentaux, la non-convertibilité restant presque la dernière barrière contre l'hégémonie abso-

lue de la sainte trinité Michael Jackson-Madonna-George Michael sur le marché de l'Est.

Au soir de la première journée de Looking East and West, un showcase (trois chansons en play-back destinées aux professionnels) permettait de constater que la production de variétés locales relevait plus du clonage que de l'exploitation intelligente.

Mis à part Baba Yaga, qui est un folklore russe ce que la Compagnie croque est à la musique antillaise, le programme allait d'une Madonna hongroise à la version tchécoslovaque de Depeche Mode. Le lendemain, Tony Wilson, le patron britannique du label Factory, pouvait déclarer froidement que la soirée avait apporté une preuve supplémentaire du monopole des Anglo-Saxons sur la production de pop music dans le monde. Au mieux, les artistes autochtones qui gardent un pied dans les liturgies de l'Est bouleverseront les classements des prochains concours de l'Eurovision.

Les vraies carrières se feront ailleurs, sans doute du côté des musiques traditionnelles et du rock. Encore faudrait-il que les majors qui s'implantent à l'Est (c'est-à-dire en Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie étant pour l'instant laissées de côté pour cause d'insolvabilité) se décident à y consacrer ne serait-ce que le dixième de l'éner-

gie qu'elles mettent à vendre les produits occidentaux.

Face à ce déferlement, les autres acteurs se débrouillent tant bien que mal. La délégation française comprenait Patrick Zelnick, le PDG de Virgin France et Bruno Lion, chargé du rock et de la variété au ministère de la culture. Le premier venait surtout en tant que créateur du Virgin Megastore. La distribution est en effet l'un des seuls terrains où la France pourrait trouver sa place.

Le type d'action entreprise en France pour aider le rock, les variétés et le jazz, la mise en œuvre d'une politique culturelle dans ce domaine, suscite naturellement l'indifférence des professionnels de l'Est, mais les moyens sont cruellement défaut. Du coup, la plupart d'entre eux préfèrent se faire importateurs. Laszlo Hegedus, un poids lourd au sens propre et figuré, qui a appris son métier dans les années 70 en Allemagne et en Grande-Bretagne, fait tourner Suzanne Vega à l'Est, programme des disques occidentaux sur Radio-Calypto, une station qui émet en grandes ondes sur tout le territoire hongrois, et accueille en licence des disques de Warner ou de CBS sur son label. Et le siège de Multimedia, la holding à capitaux hongrois et britanniques qui regroupe ses activités est à Guernsey. « Pour l'instant, c'est inévitable, explique-t-il, notre génération

n'écoulait que des disques des Beatles, mais les jeunes vont finir par avoir envie d'autre chose. »

Il existe des clubs de rock à Budapest où des dizaines de groupes jouent tous les soirs. Ces clubs voudraient accueillir certains groupes occidentaux, en gros ceux de la vague alternative. Au Black Hole, endroit sinistre et dur qui aurait sans doute drainé les foules à Londres en 1979, on a installé un petit studio pour permettre aux groupes d'enregistrer des cassettes. Ici encore, les majors n'ont rien à proposer.

En revanche les petites structures (associations, labels, tourneurs) occidentales pourraient apporter leur expérience. Peter Gregory, promoteur de concert à Budapest, a fini la rencontre déçu et inquiet. Comme les autres, il s'est aperçu que l'intérêt porté par l'Occident à la musique d'Europe orientale et centrale avait plus à voir avec son origine géographique que son contenu. Et c'est vital que ces créations ne voyagent pas mieux qu'il y a dix ans, le rock d'Europe continentale. Il leur faut le temps de grandir, un luxe que tout le monde ne semble pas disposé à leur accorder.

THOMAS SOTINEL

L'état provisoire

La curiosité pour la Tchécoslovaquie est grande, mais peut-être prématurée

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

L'ambassade de Tchécoslovaquie et le Centre national du Cinéma organisent à Clamart, du 30 novembre au 2 décembre, puis du 7 au 9 décembre, un ensemble de manifestations : rencontres et projections de films en présence de cinéastes. La Plaisanterie de Jaromil Jires d'après Milan Kundera sort après vingt ans d'interdiction (lire l'article de Jacques Siclier). Après avoir invité des troupes tchèques, le Festival d'automne accueille à Nanterre l'adaptation des Mutilés de Hermann Ungar, auteur du début de siècle, récemment redécouvert (lire l'encadré ci-dessous).

La Tchécoslovaquie exporte sa culture. Pourtant, selon Petr Oslizly, ancien directeur du Théâtre de Brno et actuel conseiller de Václav Havel, elle reste enclavée dans un « état provisoire ». Difficile à croire dans un pays dont la tradition musicale est très riche, dont le cinéma a marqué les années 60, où, relativement au nombre d'habitants, celui des théâtres est le plus élevé de toute l'Europe, et dont le président est auteur dramatique (1).

Les difficultés économiques sont évidemment en cause, mais pas seulement. Toujours d'après Petr Oslizly, un an après la « révolution de velours », qui d'ailleurs a pris

naissance dans les théâtres, public et artistes demeurent en état de choc. Comme ailleurs dans le bloc soviétique, la culture, toutes disciplines confondues, s'est trouvée pendant quarante ans sous le contrôle et le monopole de l'Etat.

Les artistes, soumis à la censure, mais protégés, subventionnés, n'ont pas appris à résoudre les problèmes de rentabilité, ni de recherche du public. Celui-ci venait parce qu'il le fallait ou pour entendre un appel plus ou moins direct à la liberté. Car, contrairement à ce qui s'est passé ailleurs dans le bloc, les artistes étaient parvenus à gagner une certaine indépendance.

L'explosion des années 60 a abouti au « printemps de Prague », pendant lequel, déjà, la dynamique de la contestation s'était transformée en apathie. Et puis, très vite, les chars soviétiques sont arrivés. La décennie suivante a été sinistre. « Il suffisait de se comporter normalement pour entrer en dissidence. » Une culture alternative est née, marginale car elle ne recevait aucun subside, mais de moins en moins clandestine à mesure qu'elle se développait et se diversifiait.

Dans les années 80, une sorte de métissage s'est produit entre les officiels et les alternatifs. Aujourd'hui, ces catégories n'ont plus de sens, le monopole d'Etat a disparu. Les critères idéologiques ont été balayés, les critères de qualité sont

toujours délicats à définir. Le public déserte les salles de spectacles, et tout le monde vit dans la même incertitude, entre un système mort et quelque chose qui n'existe pas encore.

« Nous étudions les formules utilisées dans l'Europe occidentale sans en trouver une exactement adaptée à nos exigences. Nous devons d'abord organiser l'information et les échanges. Les alternatives avaient constitué des réseaux, mais ça tenait plutôt de la conspiration, on ne peut plus s'en servir. Nous avons fondé des associations, qui défendent les droits des artistes, distribuent des aides, des bourses, malheureusement, les moyens ne sont pas à la hauteur des besoins. » dit Petr Oslizly.

L'Etat diminue de façon sensible l'aide au cinéma. Les réalisateurs peuvent tourner ce qu'ils veulent, et n'en ont plus les moyens. On compte sur les coproductions : un grand projet est en cours avec les Américains sur l'histoire de la

Tchécoslovaquie entre 1968 et 1989. En réaction contre un long et lourd monopole, « tout le monde s'est fait éditeur » : de disques (une quarantaine de labels), de livres. Il n'y a pas de chasse aux sorcières, « un Etat de droit ne peut pas se contraindre sur la vengeance. »

Mais les hommes restés aux postes de commande se voient dans une situation précaire, en attendant ce qui se passera quand les anciens dissidents auront cédé l'exercice de la contestation et se consacreront à celui du pouvoir. Le « provisoire » aura eu le temps de devenir « institutionnel ». En tout cas, quelque chose d'autre, d'étonnant peut-être, se sera mis en place.

COLETTE GODARD

(1) Sur l'initiative de Centre Production et de la SEPT, et en coproduction avec la télévision tchèque, un film sur Václav Havel dramaturge vient d'être tourné à Prague.

Centre Culturel Jean-Arp, 22, rue Paul-Vaillant-Couturier, Clamart. Tél. : 46-44-45-92.

« Les Mutilés » de Hermann Ungar

Histoire à quatre : un garçon timide en proie aux cauchemars et qui entretient une liaison masochiste avec sa logeuse. La logeuse. Un ancien boucher reconverti infirmier mystique, porteur d'une parole divine. Une jeune femme fièvre dont le poitrine plate chagrine le mari. Le mari. Tout tourne autour de lui, homme-tronc, cul-de-jatte auquel blemont on devra également couper un bras, figure blanche, lu-sante, effrayante comme le malade lorsqu'elle se dissimule derrière une propreté de morgue.

Des Mutilés d'après l'écrivain tchèque Hermann Ungar, dans le texte français de François Roy, adapté et mis en scène par Marc François (qui joue le mari), suitra l'air de l'odeur de la mélodie. Miel des âmes et des corps, du désir et de l'impuissance. Tour se passe entre des murs tapissés d'un papier à fleurs laid, déchiré,

sale, qui se déplace silencieusement pour chaque changement de feu. Le seul meuble sur le plancher poussiéreux est le fauteuil à roulettes sur lequel, en blouse blanche, trône l'infirmier tyrannique et pervers.

La mise en scène est simple, avec parfois un parti pris inutile de choc et de provocation. Le texte, influencé par Dostoevski, est fort, très fort dans ses distorsions, dans sa dérision désespérée. Trop fort pour les comédiens, auxquels Marc François — qui, lui, a construit les méandres odieux et douloureux de son personnage — n'a pas su donner de direction.

C. G.

Nanterre, Théâtre des Amateurs, Pléniarium. Du mardi au samedi à 21h. Dimanche à 18h30. Jusqu'au 22 décembre. Tél. : 47-21-18-31

CONNAISSANCE DU MONDE

SAULE CHOPIN-PEYTEL, Dimanche 3 décembre 1990 (14 h 30, Lundi 4 (16 h 30), Mardi 5 (18 h 30), Mercredi 6 (20 h 30), Jeudi 7 (22 h 30), Vendredi 8 (14 h 30), Samedi 9 (16 h 30), Dimanche 10 (18 h 30).

Film de Patrice FAVA — CINQ ANS EN CHINE

Chien impérial, Chien de la Grande Muraille, l'œuvre épopée de 20 ans, l'histoire humaine et sociale, l'histoire, la politique, la religion, la culture, la vie de la Chine du 20^{ème} siècle.

PROCHAIN SUJET : LE RHIN, du 20 au 28 JANVIER 1991 — Tél. : 45-61-16-89

Des CD moscovites pour l'Europe

A Budapest, la délégation soviétique brillait par sa discrétion, surtout si on la comparait à l'omniprésence des délégués baltes, avec à leur tête Youri Mekharov, l'organisateur du Festival de Tallin.

Pourtant, au détour d'une conversation, M. Naoumov, le représentant de Melodiya, le label d'Etat, annonçait la création d'une filiale commune avec le producteur et distributeur français Vogue.

Jacques Detry, le directeur de Vogue, n'était pas à Budapest mais à Prague, pour y signer le renouvellement du contrat qui lie sa société à Supraphon, le label tchèque.

Et c'est sur les conseils des Tchèques que les Soviétiques se sont adressés à lui. Il s'agissait de rentabiliser l'usine de presse de CD, récemment ouverte à Moscou. Le marché soviétique est pour l'instant inexistant, alors que le marché occidental, surtout en matière de musique classi-

que, n'a plus besoin des disques vinyle que pouvait jusqu'ici lui offrir le label russe.

Ainsi est née la Melodiya European Corporation, dont le siège est à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis).

Là, dans les entrepôts de Vogue, une zone sous douane accueillera les CD de musique classique russe pressés à Moscou, qui seront réexportés dans toute l'Europe. « Nous ne voulons pas vendre à bas prix, tout en restant en dessous de la barre des 100 F, explique Jacques Detry. Il a fallu contourner la non-convertibilité pour arriver à déterminer les prix. Je me suis transformé en professeur de gestion pour des Russes qui n'arrêtaient pas de me répéter : « We want to be capitalists. »

L'objectif pour les Soviétiques est d'acquiescer des devises, pour Vogue de prélever sa part de distributeur, mais aussi de prendre ses marques pour le jour où le marché soviétique s'ouvrira enfin.

T. S.

La mort des idéalismes

« La Plaisanterie » de Jaromil Jires d'après Kundera sort après vingt ans d'interdiction

En 1968, Jaromil Jires, l'un des cinéastes de la nouvelle vague tchèque, avait trente-trois ans, et tournait la Plaisanterie, d'après le roman de Milan Kundera, alors porté aux nues par l'Union des écrivains tchécoslovaques. C'était le printemps de Prague, et quelques mois plus tard, les œuvres de Kundera étaient interdites. Celles de Jaromil Jires aussi. Par la suite, il recommença à tourner dans son pays. Aujourd'hui, les films libérés de l'Est sont à la mode et on nous présente la Plaisanterie. Or, et ce n'est pas particulier à ce film, mais ce qui paraissait neuf, audacieux, provoquant dans la contestation de l'ordre officiel, ne surprend plus. Un effort est nécessaire, en particulier chez les spectateurs qui n'ont pas connu cette époque.

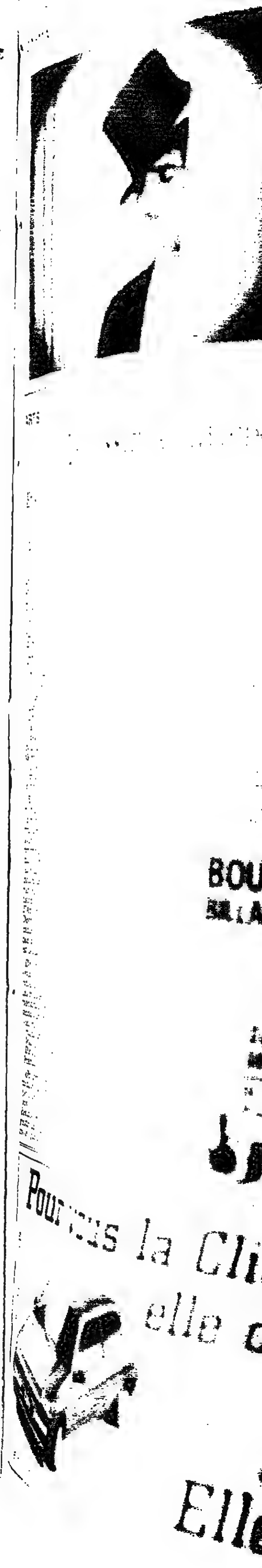
L'originalité de la Plaisanterie tenait autant à son style qu'à son sujet. En 1949, période d'euphorie communiste à Prague, un étudiant

envoie à sa fiancée une carte postale où il plaisante son optimisme et va jusqu'à écrire « Vive Trotski ». La fille le dénonce, il est exclu du parti et de la faculté, envoyé dans un bataillon disciplinaire pour son service militaire puis en rééducation dans les mines. Quinze ans plus tard, au cours d'une fête folklorique, il trouve le moyen de se venger, du moins le croit-il.

C'est là que le film commence. Les événements passés qu'il évoque ne sont pas de simples retours en arrière, mais en quelque sorte, les contrechamps de ce présent où le héros rumine sa vengeance. C'est le ton extrêmement cynique dans la description des personnages, de leurs rapports, de leurs idées — quinze ans plus tard, leur idéalisme est mort — qui fait l'intérêt de la Plaisanterie, et Kundera y est bien pour quelque chose.

JACQUES SICLIER

مكتبة الأمل



BOUL...

ELLE...

ELLE...

CULTURE

CINÉMA



Max Linder à Orsay

Jusqu'au 20 décembre, le Musée d'Orsay présente dans son auditorium un Festival Max-Linder, le séducteur, roi du quiproquo. (40-49-69).

ARTS

Le dessin à tâtons

Et si le dessin, nous dit Jacques Derrida, était un art de l'aveuglement ?

Le département des arts graphiques du Louvre, fort actif depuis que Françoise Viatte en a la direction, inaugure une série d'expositions de « partis pris ». Le principe en est simple : des personnalités extérieures au musée sont invitées à réunir des dessins des collections autour du propos de leur choix.

Le pour quoi aussi : laisser la parole au profane dans un domaine d'ordinaire strictement réservé aux spécialistes ne peut, nous dit-on en substance, que l'enrichir de nouvelles approches.

Premier de ces « commissaires » exceptionnels, le philosophe Jacques Derrida (après lui ont été conviés le cinéaste Peter Greenaway et le critique Jean Starobinski) a donc eu toute latitude pour concevoir son exposition. Dont le titre, « Mémoires d'aveugles », et le sous-titre, « L'autoportrait et autres ruines », ont, pour le moins, de quoi intriguer.

Et ce qu'ils recouvrent, de quoi plonger le visiteur dans un abîme de perplexité. Même si celui-ci a pris soin de consulter le catalogue avant de s'aventurer dans la pénombre obligée (pour ne pas risquer d'abîmer les feuilles) de la salle du Louvre. Oh, bien que disposant de cartels sensés éclairer le parcours, il risque fort de tâtonner, comme cet aveugle d'Antoine Coyseux, dont Jacques Derrida se sert, entre autres images, pour soutenir le paradoxe que le dessin, sinon le dessinateur, est aveugle.

Dessins d'aveugles, de malvoyants, de myopes ou de presbytes, il y a donc. La plupart sont des mises en scène de personnages monstrueusement aveuglés, ou recouvrant miraculeusement la vue, puisés dans la mythologie grecque et la Bible : Homère, Isaac ou le père de Tobie, selon David, le Primatice ou Rembrandt.

On croise encore des visages médusés, aux paupières baissées (les Yeux clos, d'Odilon Redon), aux yeux bandés ou chaussés de besicles (les trois autoportraits au pastel de Chardin), quelque Narcisse, quelques voyeurs masqués.

Pour finir sur des yeux sans visage et quelques pleurs.

Vrai, tout ce qui peut arriver à l'œil et par l'œil, du pire au meilleur, de la nuit au trop-plein de lumière, de la cécité à la voyance, est là, sous forme de dessins de toutes les époques, de toutes les écoles, indifféremment considérées. Certains sont beaux, d'autres médiocres, mais peu importe : ils ont été choisis en fonction de leur iconographie, sont là pour illustrer un point de vue sur le dessin.

Voir le non-voir

Qui ramène le dessin à une affaire louche, dans laquelle il n'y a point de vue mais de la mémoire, ou bien trop de vue, moyennant une exposition qui se dérobe à la vue. Là, à trop regarder ce qui est donné à voir — le non-voir — on ne peut que perdre le dessin de vue, et tout ce qui fait sa force : le trait, sa fulgurance ou sa retenue, par exemple dans l'accomplissement d'une « première pensée ».

Entre deux aller-retour de l'image au texte, on veut bien admettre l'idée d'une exposition qui traiterait, sur le mode métaphorique, le rapport personnel de Jacques Derrida au dessin, qu'il reconnaît bonnement ne pas savoir regarder. On veut bien comprendre que le philosophe philosophe en tout lieu, y compris au musée.

Et même reconnaître qu'en travaillant, dans la logique de ses recherches, sur l'origine du dessin, il met le doigt sur quelques points sensibles, susceptibles de troubler la quiétude de l'observateur. Par exemple, lorsque celui-ci est face à la série des autoportraits ombrageux, stupéfiés, de Fantin-Latour se dessinant en train de dessiner.

Il n'empêche qu'on peut aussi s'extasier du jeu proposé : une partie de cache-cache sans fin, sans happy end pour le dessin tenu en otage, réduit à l'image d'une incapacité, afin de satisfaire une vue de l'esprit. Un jeu que le visiteur de l'expo (sé) Derrida peut

être tenté de quitter, pour aller admirer, dans la salle d'à côté, la panse des vases décorés par Euphronios, un sacré dessinateur. Peut-être un fils de Dibutade, qui, selon la légende, cherche à fixer sur le mur l'image de son amant. A moins qu'il en fût le père : Dibutade, la débutante, n'était-elle pas fille de potier ? Les peintres classiques et néoclassiques ont aimé en faire une allégorie de l'origine du dessin. Une subaine pour Jacques Derrida, qui profite d'un tableau de Joseph-Benoît Suvée sur ce thème, pour avancer l'idée d'une « écriture de l'ombre, inaugurant un art de l'aveuglement ». L'exemple d'Euphronios et de son trait elliptique aidant, on peut préférer s'en tenir à un art de l'illusion et ses artifices.

GENEVIÈVE BREERETTE

► Musée du Louvre, hall Napoléon. Jusqu'au 21 janvier 1991.



AGENDA

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 1^{er} décembre
Drouot-Richelieu, 14 h : bijoux, bracelets-montres, objets de vitrines, pierreries contemporaines, photographies.

Dimanche 2 décembre

Hippodrome de Vincennes : automobiles. Grand amphithéâtre de l'Institut Pasteur (28, rue du Docteur Roux, Paris 15^e), 15 h : vins et alcools au profit de l'Institut Pasteur.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 1^{er} décembre
Barbizon, 15 h 30 : tableaux modernes. Compiègne, 14 h : livres. Dreux, 14 h : vins, alcools.

Dimanche 2 décembre

Argenteuil, 14 h 30 : art moderne. L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux modernes. La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h : grands vins. Les Andelys, 14 h 15 : tableaux contemporains. Provins, 14 h : tableaux modernes. Rambouillet, 10 h et 14 h 30 : livres. Sens, 14 h 30 : éventails, 15 h : mobilier, objets d'art. Versailles (Cheval-légers), 14 h : tableaux modernes.

PLUS LOIN

Samedi 1^{er} décembre
Aleson, 14 h 15 : vins. Angers, 14 h 15 : argenterie, poupées. Arles, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Belfort, 14 h : vins. Bergerac, 14 h : mobilier, objets d'art. Brive, 11 h et 14 h : livres, cartes postales. Châlons-sur-Saône, 20 h 30 : armes. Dijon, 14 h : tableaux modernes. Dax, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Epinal, 20 h 30 : affiches. Marseille (Prado), 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Montréal-de-Gers, 13 h : vins. Orléans (rue du Pot-de-fer), 14 h : tableaux modernes, curiosités. Poitiers, 14 h : tableaux modernes, mobilier. Reims, 15 h 30 : timbres. Riom, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Toulon, 9 h et 14 h 30 : art nouveau, art déco. Villefranche-sur-Saône, 15 h : vins. Villeurbanne, 15 h : arts de la table. Vitry-le-François, 14 h : tapis d'Orient, bibelots.

Dimanche 2 décembre

Château de Rochetaille, 15 h 30 : une automobile. Albi-sur-Adour, 15 h : grands vins. Angers, 14 h 15 : grands vins. Angers, 14 h 15 : tableaux, objets d'art. Avignon, 14 h 30 : tableaux, mobilier. Bar-le-Duc, 14 h : linges, dentelles. Beaune, 14 h : mobilier, objets d'art. Bernay, 14 h 15 : tableaux modernes. Blois, 14 h : tableaux modernes. Calais, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Cannes, 15 h : tableaux modernes. Châlons-sur-Marne, 14 h : argenterie, bijoux. Compiègne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Douai, 14 h : Orient, Extrême-Orient. Doullens, 14 h : poupées, jouets. Guéret, 14 h : mobilier, tableaux. La Flèche, 14 h : mobilier, tableaux. Le Tonnet, 15 h : tableaux modernes. Lorient (rue de Lige), 14 h 30 : mobilier, céramiques. Lorient (rue Paul-Guieysse), 14 h 30 : mobilier, tableaux. Lyon-Bron, 15 h : tableaux contemporains. Manosque, 14 h 30 : objets de vitrine, collections de parfums. Marseille. Cantal, 14 h 15 : tableaux modernes, art nouveau, art déco. Montauban, 14 h 30 : tableaux modernes. Nevers, 14 h : ateliers de sculptures. Orléans, 10 h 30 et 14 h 30 : affiches. Pithiviers, 14 h : grands vins. Rochefort, 14 h 30 : mobilier, objets. Saint-Etienne, 14 h 30 : ateliers. Troyes, 14 h : tableaux modernes.

FOIRES ET SALONS

Casa, Enghien-les-Bains, Angoulême, Lorient.

VOUS

démarrez, accélérez, rétrogradez, stoppez, vous garez, ralentissez, conduisez, freinez, déboîtez, doublez, vous faufilez, tournez, freinez, pilotez et démarrez, accélérez, vous faufilez, tournez, freinez, pilotez et roulez, roulez, roulez, roulez, roulez, roulez...

et VOUS

téléphonez, fouillez dans la boîte à gants, ébouriffez votre galant(e), vous maquillez, vous grattez le nez, étouffez un baillement, accompagnez une prise de bec d'une gestuelle expressive, tenez votre ami(e) par la main, vous refaites une beauté, dirigez la 9^e de Beethoven, mimez le mouvement des vagues par un matin calme, vous rongez les ongles, peignez la girafe, etc., etc., etc.

Une nouvelle option fait son entrée dans la gamme Clio : la boîte automatique. Avec le moteur Energy 1.4 (80 ch DIN, 57,5 kW ISO), performance et consommation restent sous haute exigence (consommations UTAC : 5,3 l à 90 km/h, 6,9 l à 120 km/h, 8,0 l en ville). Clio RN 1.4 option boîte automatique : 68 120 F. Prix tarif au 31/10/90.

Pour vous la Clio se fait toute nouvelle, elle devient AUTOMATIQUE.

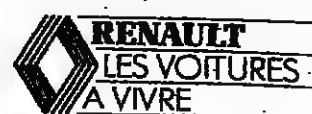


Essayez-la dans le Réseau Renault Paris Ile-de-France.



RENAULT Clio

Elle en met plein la vie.



Modèle présenté: Renault Clio RT 1.4 avec options. A.M. 91. Garantie Renault anti-corrosion 6 ans. Discutez votre financement.

RENAULT présente GPF

هناك من النحل

AGENDA

VENDREDI 30 NOVEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

En collaboration avec le festival d'Amiens. Programme d'archives usées : E.T. et Rex (1990), 19 h ; Hommage à Fritz Lang : la Rue rouge (1945, v.o.), de Fritz Lang, l'Eucelle (1980), de Daniel Gaudin, 21 h 15.

PALAIS DE TOKYO

L'Ontario et son cinéma en hommage à D. Cronenberg : Cold Comfort (1989), de Vic Sarin, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-29)

Le Cinéma des pays nordiques : les documentaires : Paysages nordiques (1984), de Leifur Einarsson ; Svoboda dans le monde (1983), de Karel Svoboda ; Jensen et Birger Arndsen ; Vidarsson (1988, v.o.), de Jon Jæstad, 14 h 30 ; Inghat (1985, v.o., s.t.f.), d'Yvo et Stefan Julien, 17 h 30 ; Kori-Tiki (1950, v.o., anglaise), de Thor Heyerdahl et Ole Nordmark, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

De Gaulle à l'écran : 1962 : l'indépendance : Conférence de presse du 15 mai 1962. Allocation télévisée du 20 septembre 1962. Allocation télévisée du 28 octobre 1962. Vœux aux Français du 31 décembre 1962, 14 h 30 ; Actualités Gaumont, Algérie : le mois de l'axe de Pierre Mignot, la Guerre d'Algérie (1984) de Peter Batty, 16 h 30 ; Actualités Gaumont, Actualités Gaumont, Tuer de Gaulle au Petit-Clamart (1982) d'Armand Rido, 18 h 30 ; le Joli Mai (1962) de Chris Marker, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE

ROUGE (A., v.o.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.)

Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-94-94).

L'AIGILLON DE LA MORT (Jap., v.o.)

14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53).

AIR AMERICA (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; UGC Gobelin, 12 (43-51-84-85) ; Mistral, 14 (45-39-82-43) ; Pathé Marignan, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ECHOS D'UN SOMBRE

EMPIRE. Film franco-allemand de Werner Herzog : Les Trois Loups, 6 (46-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

L'ENFANT MIROIR. Film britannique

de Philip Ridley, v.o. : Forth, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA FILLE DU MAGICIEN. Film

français de Claude Berling : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

42-26) : George V, 9 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-58-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hauteville, 6 (48-33-79-39) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Sept Passants, 14 (43-20-12-06) ; Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-26) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA DISCRÈTE (Fr.)

Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-56-31) ; Pathé Hauteville, 6 (48-33-79-39) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Le Basile, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (43-31-58-86) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.)

Cineplex, 6 (46-33-10-92).

DOCTEUR PETIOT (Fr.)

Sept Passants, 14 (43-20-12-06).

DR M. (Fr., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 1^{er} (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; v.f. : Mistral, 14 (45-39-82-43) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

LA CITÉ DES DOULEURS. Film

chinois de Taiwan de Taiwan, couleurs, 2h38. Drame de Hou Hsiao-Hsien, v.o. : République Cinéma, 11 (48-06-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

DANCING MACHINE. Film

français de Gilles Béhat : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ECHOS D'UN SOMBRE

EMPIRE. Film franco-allemand de Werner Herzog : Les Trois Loups, 6 (46-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

L'ENFANT MIROIR. Film

britannique de Philip Ridley, v.o. : Forth, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA FILLE DU MAGICIEN. Film

français de Claude Berling : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA PETITE SIRENE. Film

américain de

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 30 novembre

TF 1	
20.35	Variétés : Tous à la Une. Emission présentée par Patrick Sabatier. Avec Michel Leeb, Michel Fugain...
22.40	Documentaire : D'Est en Ouest, l'un gagne, l'autre pas. Des Allemands de l'Est réfugiés à Prague, Varsovie et Budapest.
23.40	Sport : Boxe. Championnat du monde I.B.F. des super-welters : René Jacquot (France) - Gianfranco Rosi (Italie), en direct de Marseille (Italie).
0.45	Journal et Météo.
A 2	
20.40	Variétés : Avant que le ciel ne nous tombe sur la tête. Caractères.
21.55	Magazine littéraire. En sortant de l'école, invités : François Bayrou (la Décennie des magazines), Alain Etcheberry (le Capital littéraire), Marie Rousset (Nous, les filles), Jodi Roman (Je Barbares et l'Économiste).
23.15	Journal et Météo.
23.35	Cinéma : Mami Tovi ou le mariage. ■■ Film français de Claude Barri (1970).
FR 3	
20.35	Magazine : Thalassa. En direct du Salon nautique à la porte de Versailles. Fugu : poisson, poison, délice nippon, d'Isabelle Moeglin et

21.35	Jean-Michel Destang. Feuilleton : Le cousin américain. De Giacomo Batto (2 ^e épisode).
22.40	Journal et Météo.
23.00	Magazine : Mille Bravo.
23.55	Sport : Tennis. Finale de la Coupe Davis (groupe mondial) : États-Unis-Australie, en direct de Saint-Petersburg (Floride).
CANAL PLUS	
20.30	Téléfilm : La mort en toute confiance. De Bobby Brown. Documentaire : A la recherche de l'abominable homme des neiges. De Geraldine Eastar.
22.50	Flash d'informations.
23.00	Cinéma : L'ours. ■■■ Film français de Jean-Luc Anaud (1987).
LA 5	
20.40	Téléfilm : Course contre la mort. De Russ Mayberry.
22.25	Série : L'inspecteur Derrick.
23.30	Magazine : Nomades.
0.00	Journal de minuit.
M 6	
20.35	Téléfilm : Vice de forme. De Mel Damski.
22.25	Série : Brigade de nuit.
23.20	Magazine : La 6 ^e dimension. Les lycéens : la grande illusion.

23.50	Magazine : Avec ou sans rock.
LA SEPT	
21.00	Les symptômes de l'automne.
22.30	Mosaïque mathématiques.
22.45	Documentaire : Monsieur Poladian en habits de ville.
23.00	Théâtre : Inventaires.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (donné le 29 novembre à Stuttgart) : Do per Bruno, Per orchestra, de Donatoni; Symphonie n° 5 en ut mineur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Gábor Pál.
22.20	Prélude à la nuit. La fiancée vendue, extrait, de Smetana; Concerto pour alto et orchestre, de Lemeland; Quatre poèmes d'Apollinaire, de Poulenc; Arabesque n° 2, de Debussy.
23.07	Poussières d'étoiles. 1.30 Poissons d'or du passé.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Radio-archives. Présentation de Maurice Blanchot (1 ^{er} partie).
21.30	Musique : Black and blue. La gloire de Grant Green. Les nuits magnétiques. Du jour au lendemain. 0.05 Musique : Coda.

Samedi 1^{er} décembre

TF 1	
14.30	La Une est à vous (suite).
15.45	Tiercé à Saint-Cloud.
15.55	La Une est à vous (suite).
16.00	Série : Formule 1.
17.30	Divertissement : Mondoingo.
17.55	Magazine : Trente millions d'amis.
18.25	Jeu : Une famille en or.
18.55	Série : Maro et Sophie.
19.20	Jeu : La roue de la fortune.
19.50	Tirage du Loto.
20.00	Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.40	Variétés : Sébastien, c'est fou !
22.25	Magazine : Ushuaïa.
23.25	Magazine : Formule sport.
0.20	Journal et Météo.
A 2	
13.20	Magazine : Résistances. Thème : La tête dans le mur. Reportages : le rôle de la Stasi dans les hôpitaux psychiatriques ; le rejet des enfants malades mentaux ; la question des réfugiés.
14.10	Magazine : Animalia.
14.55	Magazine : Sports passion. Tennis de table : Le magazine du tennis.
17.00	Hit N°1.
17.45	Club sandwich.
18.50	Magazine : Télé-zèbre.
20.00	Journal et Météo.
20.40	Téléfilm : La nuit africaine. De Gérard Guillaume.
22.15	Variétés : Étoile-palace. Rouvres spéciale : Line Renaud et sa lutte contre le sida.
23.50	Journal et Météo.
0.10	Divertissement : Drôles de têtes en liberté.
FR 3	
14.00	Magazine : Rencontres.
15.00	Magazine : Mascarin.
16.00	Téléfilm : Le comte de Monte-Cristo. De David Greene.
17.40	Sport : Basket-ball. Match qualificatif pour la Coupe d'Europe : Tchecoslovaquie - France, en direct de Belgrade.
18.30	Sport : Tennis. Résumé de la finale de la Coupe Davis : États-Unis - Australie.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30 le journal de la région.
De 20.00 à 0.05 le Sept	
0.05	Magazine : L'heure du golf.
0.50	Sport : Tennis. Finale de la Coupe Davis : États-Unis-Australie.
CANAL PLUS	
15.20	Documentaire : Les allumés.

20.35	Téléfilm : Prise au piège. De David Anspaugh.
22.15	Téléfilm : Agenda secret. De Earl Bellamy.
23.30	Six minutes d'Informations.
23.35	Musique : Rap line.
LA SEPT	
12.00	Cours d'italien (12).
12.30	Documentaire : Jours comptés.
13.15	Documentaire : Les maffias.
13.30	Série : Les symptômes de l'amour.
15.00	Magazine : Dynamo.
15.30	Portraits scientifiques.
16.05	Mosaïque mathématiques.
16.20	Documentaire : Monsieur Poladian en habits de ville. De Jean-Noël Cristiani.
16.40	Documentaire : Gorilla, gorilla. D'Anne Wivel.
17.00	Le salon de musique avec Claude Helffer.
17.45	Mosaïque mathématiques : Les sphères de Kepler.
18.00	Mégamix.
19.00	Documentaire : British rock, the first wave.
20.00	Chronique : Le dessous des cartes.
20.05	Histoire parallèle.
21.05	Soirée spéciale Allemagne de l'Est.
22.45	Soir 3.
23.00	Allemagne de l'Est (suite).
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (donné les 19 et 20 juin à la Philharmonie de Berlin) : Symphonie n° 3, de Part; Concerto pour violon et orchestre n° 1 en ré mineur op. 19, de Prokofiev; Symphonie n° 5 en mi mineur op. 64, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Neeme Jarvi; sol.: Daniel Stabrawa, violon.
23.05	Poussières d'étoiles. Comment peut-on être Persen ? (Œuvres de Haydn, Ligeti, Bartok, Debussy); Chronique des disques que c'est pas le poète; Concerto que me veux-tu ? (Œuvres de Copland, Dutilleul, Carter).
FRANCE-CULTURE	
20.30	Photo-portrait. Pierre Guillaume de Roux, éditeur.
20.45	Dramatique. Gustave n'est pas moderne, d'Armando Iannace.
22.35	Musique : Opus. El Cabrero ou le dialogue sans artifice.
0.05	Clair de nuit.

Dimanche 2 décembre

TF 1	
11.50	Jeu : Tournez... manège.
12.25	Jeu : Le juste prix.
12.55	Météo et Journal.
13.20	Série : Hooker.
14.15	Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10	Divertissement : Vidéo-gag.
15.40	Série : Côte Ouest.
16.40	Tiercé à Auteuil.
16.45	Dessins animés : Disney parade.
18.05	Magazine : Téléfoot.
19.00	Magazine : 7/7.
19.50	Présenté par Anne Sinclair. Invité : le professeur Léon Schwartzberg.
20.00	Journal.
20.35	Météo et Tapis vert.
20.40	Cinéma : Aldo et Junior. Film français de Patrick Schulmann (1984). Avec Aldo Mascione, Andréa Ferrel, Riton Liebman.
22.25	Flash d'informations. Spécial élections allemandes.
22.35	Magazine : Ciné dimanche.
22.45	Cinéma : Les Chinois à Paris. Film français de Jean Yvonne (1973). Avec Jean Yvonne, Michel Serrault, Nicole Calan.
0.45	Journal et Météo.
A 2	
12.05	Dimanche Martin.
13.00	Journal et Météo.
13.20	Dimanche Martin (suite).
14.55	Série : Mac Gyver.
15.45	Dimanche Martin (suite). L'école des fans, avec Nana Mouskouri.
16.35	Série : Eurocopps.
17.35	Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. La retour des éléments de mer.
18.25	Magazine : Stade 2.
18.55	Tennis de table : Football : Rugby : Tennis : Jeu à 13 (test match) : Lutte : Patinage artistique : Ski alpin : Automobile : Équitation.
19.30	Série : Maguy.
20.00	Journal et Météo.
20.40	Téléfilm : Le dernier du coin. De Claude Bernard-Aubert. D'après James Hadley Chase, avec Michael Brandon, Guy Marchand.
22.10	Documentaire : Histoires sur la Rivière. Les chants de l'invisible. De Bernard Martin. S. Brésil-USA.
23.10	Magazine : Plastic.
23.15	La découverte : Jaume Plensa : Livres d'art : L'imprimerie Arts : Portrait : Pierre Soulages : Expo-musée : Papiers peints-Trompe l'œil : La collection : Les sables de Jacques Attali.
0.00	Journal et Météo.
0.20	Série : Le saint.
FR 3	
12.00	Flash d'informations.
12.05	Télévision régionale.
12.45	Journal.
13.00	Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.30	Magazine : Musicales. Cycle Franz Liszt. 2. Liszt transcrit.
14.30	Sports 3 dimanche. Tennis de table : Cross : Jumping.
17.00	Magazine : Belles et belles.
17.30	Magazine : Montagne. Andorra sonnette et trebuchant, de Jacques Mouriquand et Laurent Lautaud.
18.00	Amuse 3.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10	Série : Benny Hill.
20.40	Série : Les grands. Les grands moments érotiques de la comédie musicale. Magazine : Le divert.
22.15	Invité : Patricia Leconte.
22.35	Journal et Météo.

22.55	Cinéma : Le masque d'or. ■■ Film américain de Charles Brabin (1932). Avec Boris Karloff, Lewis Stone, Karen Morley (v.o.).
0.45	Sport : Tennis. Finale de la Coupe Davis : États-Unis-Australie.
CANAL PLUS	
En clair jusqu'à 14.00	
12.30	Flash d'informations.
12.35	Magazine : Mon zénith à moi.
13.30	Magazine : Rapido.
14.00	Téléfilm : Le pêcheur du parrain. De Ron Satof, avec Ann Jillian, Charlton Heston.
15.35	Magazine : 24 heures (rediff.).
16.25	Magazine : Un œil sur elles.
16.35	Documentaire : Zoom sur les insectes. De John Carey.
17.00	Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00	Cinéma : Martin's day. ■■ Film américain d'Alan Gibson (1995). Avec Richard Harris, James Coburn, Lindsey Wagner.
En clair jusqu'à 20.33	
19.35	Flash d'informations.
19.40	Dessins animés : Ca cartoon.
20.30	L'équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.33	Cinéma : Voyageur malgré lui. ■■ Film américain de Lawrence Kasdan (1988). Avec William Hurt, Kathleen Turner, Greens Davis.
22.30	Flash d'informations.
22.35	Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football : Flash sport : L'événement. Football américain.
1.15	Cinéma : Maman à cent ans. ■■ Film espagnol de Carlos Saura (1979). Avec Geraldine Chaplin, Rafaela Aparicio, Norman Brasky (v.o.).
LA 5	
12.05	Série : Woman woman.
13.00	Journal.
13.35	Série : Deux flics à Miami.
14.35	Sport : Tennis. Tournoi d'Avignon.
17.45	Série : La loi de Los Angeles.
18.45	Journal images.
18.50	Série : L'enfer du devoir.
19.45	Journal.
20.30	Drôles d'histoires.
20.40	Cinéma : Papillon. ■■ Film américain de Franklin J. Schaffner (1973). Avec Steve McQueen, Dustin Hoffman, Victor Jory.
23.10	Série : Saracen.
0.05	Le journal de minuit.
0.15	Théâtre : Peau de vache. Pices de Benoit et Gredy, mise en scène de Jacques Charon et Yves Lalonde, avec Sophie Desmarets, Fred Pasquali, Jean Bretonnière.
M 6	
12.00	Informations : M 6 express.
12.05	Magazine : Sport 6 première.
12.15	Série : Mon ami Ben.
12.40	Série : Ma sorcière bien-aimée.
13.05	Série : Dis donc papa.
13.30	Série : Madame est servie (rediff.).
14.00	Série : Roseanne.
14.30	Série : Dynastie.
16.00	Magazine : Adventure.
16.15	Série : Médecins de nuit.
17.10	Série : L'homme de fer.
18.00	Six minutes d'informations.

18.05	Série : Clair de lune.
18.50	Magazine : Culture pub.
19.25	Série : La famille Ramdam.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Madame est servie.
20.30	Magazine : Sport 6.
20.35	Téléfilm : Duel au-dessus du Pacifique. De Russ Mayberry, avec Robert Conrad, Simon Oakland. Un épisode de la série « Les têtes brûlées ».
22.20	Six minutes d'informations.
22.25	Capital.
22.30	Cinéma : Good bye Emmanuelle. Film français de François Leterrier (1976). Avec Sylvia Kristel, Umberto Orsini, Jean-Pierre Bouvier.
0.10	Six minutes d'informations.
0.15	Rediffusions.
LA SEPT	
12.00	Cours d'italien (12).
12.30	Documentaire : Ici bat la vie. (La pieuvre).
13.00	Documentaire : Histoire parallèle.
14.00	Opéra : Madame Butterfly. De Puccini.
16.30	Documentaire : L'Europe de la Tolson d'or (3).
17.20	Théâtre : Inventaires. De Jacques Renard, d'après Philippe Minyana.
18.30	Téléfilm : Le cerf-volant. De Jean-Paul Roul.
20.00	Documentaire : Histoire de la bande dessinée (13).
20.30	Cinéma : Toto, Peppino e la mala femmina. ■■ Film italien de Camillo Mastroianni (1956).
22.15	Court métrage : L'amour vénéral. De Carlo Lizzani.
22.30	Hommage à Pierre Braunberger (2).
FRANCE-MUSIQUE	
20.05	Opéra (donné le 20 juillet au Festival de Bregenz) : La wally, opéra en quatre actes, de Catalini, par l'Orchestre symphonique de Vienne, le Chœur de l'Opéra de Vienne, le Chœur de chambre de Sofia, le Chœur du Festival de Bregenz, dir. Pinchas Steinberg; sol.: Maria Zampieri, soprano, Norman Bailey, basse, Kiko Raimondi, soprano, Michael Sylvester, ténor, David Malis, baryton, Kostas Kovacs, ténor.
23.05	Poussières d'étoiles. Colages.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Atelier de création radio-phonique. Kurt Schwitters, piété pour le non-sens.
22.35	Musique : Le concert. Matz : Les dix-neuf heures Rencontres internationales de musique contemporaine. Œuvres de Benjamin, Knusson, Murai, par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. George Benjamin.
0.05	Clair de nuit.
Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING »	
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK COLLEAU et la collaboration de « Monde ».	

GRAND JEU GRATUIT CHEZ LES MAROQUINIERS M.V. JUSQU'AU 15 DECEMBRE.

UNE CLIO, 5 WEEK-ENDS POUR 2 PERSONNES A VENISE ET DES CENTAINES DE CADEAUX DE MAROQUINERIE A GAGNER!

PLUS D'INFORMATIONS CE SOIR DANS "TOUS A LA UNE" A 20 H 40.

MARQUINERIE VOYAGE

مكتبة النسخ

S A N S • V I S A

Lima, cour des miracles sous les tropiques

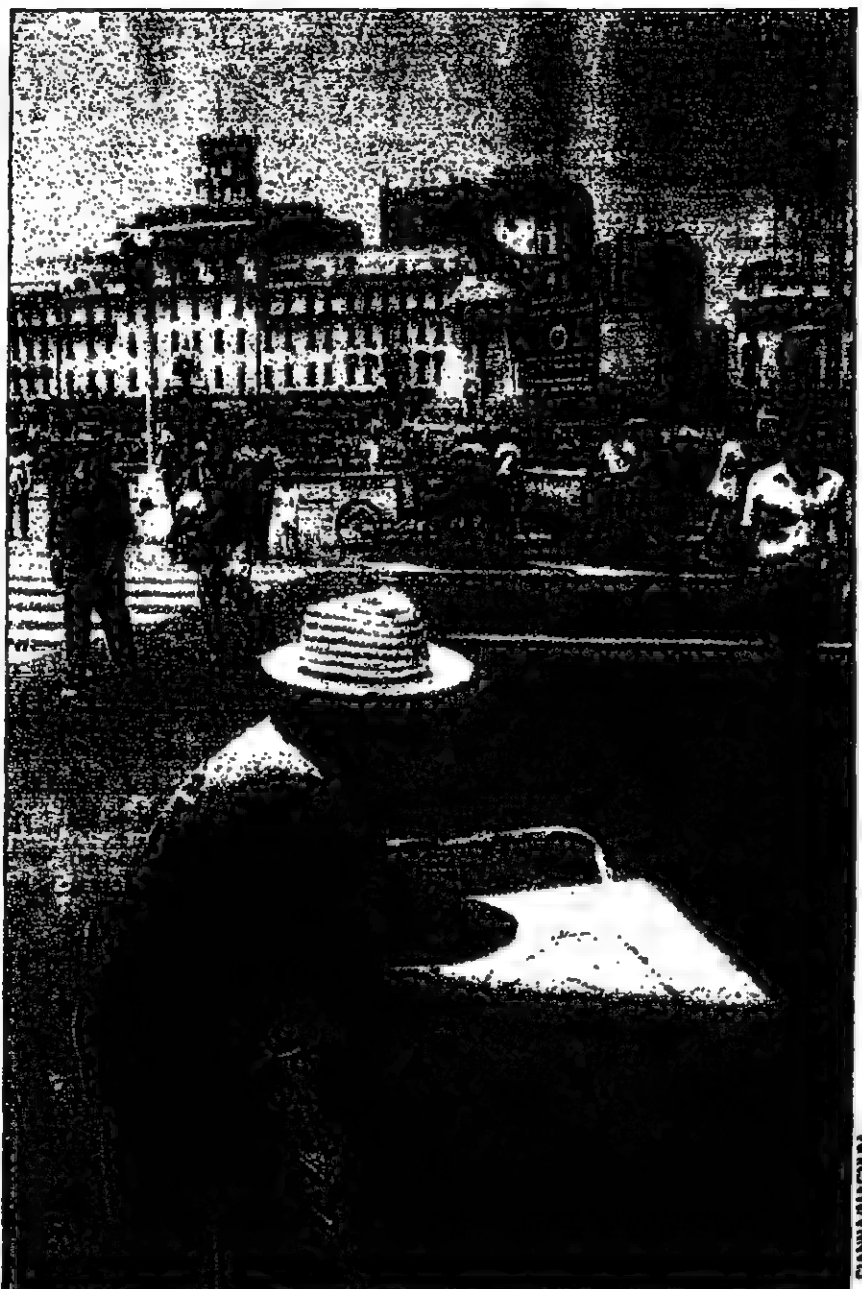
Lima, la ville de Pizarro, capitale désorientée du Pérou. Lima avec ses huit millions d'habitants, submergée par l'exode rural des Indiens de la Sierra. Lima, citée de toutes les violences, de tous les dérèglements, de tous les excès. Lima, dont personne ne peut dire si elle s'enfonce inexorablement dans la décomposition ou si elle est le creuset d'une nation qui reste à bâtir.

D' il y a la mer. Faut-il le rappeler ? Sans doute, puisque nombreux, à l'étranger, sont encore ceux qui situent Lima dans la cordillère des Andes. Ne pas prendre Le Pirée pour un homme ni Cuzco pour Lima. Cuzco : capitale de l'empire inca, la plus visitée par le tourisme international et aussi la plus perdue du Pérou. La plus séduisante. Lima, en revanche, n'est pas belle, même si certains de ses quartiers, hier périphériques, aujourd'hui intégrés dans la mégapole, Barranco, San Isidro, ont conservé le charme des années 50 : élégantes demeures de style colonial, massifs de bougainvillées, touffes de plantes exubérantes.

Beaucoup de Péruviens jugent Lima horrible, et il est vrai que le vieux centre historique, le *cercado*, s'est rapidement dégradé ces dernières années. La moitié au moins des huit millions d'habitants du grand Lima s'entassent dans des taudis ou dans d'immenses *barriadas* (bidonvilles) qui encerclent à l'est, au nord et au sud l'ancienne « ville des rois ».

Fondée par Pizarro, le 18 janvier 1535, sur les bords du Rimac, à une vingtaine de kilomètres de l'océan, la « ville-jardin » du début du siècle offre encore de remarquables joyaux de la période coloniale : façades baroques, patios, placettes oubliées, cloîtres silencieux. La dague du Grand Inquisiteur, à l'effigie de San Ignacio, est conservée au Musée de l'or.

Le Pérou comme le Mexique a un très riche passé précolombien. Mais, à la différence du Mexique, il ne l'affiche pas volontiers : ignorance,



Lima envahie par plusieurs dizaines de milliers de vendeurs à la sauvette, de marchands ambulants, impuissants devant l'arrivée quotidienne de milliers de migrants.

faibles pour ne mériter que le nom de *temblores*, et passent souvent inaperçues. Pourtant, depuis le début du siècle, le port du Callao a été submergé deux fois par des laves d'une dizaine de mètres de haut.

Lima, mégapole déjà trop étendue et trop peuplée, ville oasis de ce désert, foudroyée par la poussière qui vient des collines et rongée par l'humidité permanente. Cité qui fut jadis brillante, paisible, ordonnée, couverte de jardins et qui est aujourd'hui littéralement asséchée et submergée par l'exode rural des Indiens de la Sierra. Lima, capitale sans vraie grâce, affichant à la fois une misère extrême, un dénuement infra-humain – c'est le lot de la majorité – et un luxe pas toujours raffiné. L'apanage des derniers aristocrates, des nouveaux riches, des politiciens corrompus et des profiteurs du trafic des drogues et des combines en tous genres. Lima qui laisse, malgré mises en garde et récriminations, s'accumuler des monceaux d'ordures dans les rues des quartiers les plus pauvres, au Callao, à la Victoria, dans le centre historique, le long du Rimac, bien entendu dans toutes les barriadas où vivent aujourd'hui plus de la moitié

rythme de l'arrivée quotidienne de plusieurs milliers de migrants de l'intérieur à la recherche d'un bout de terre du désert, d'un morceau de toit, d'abord une natte de paille et quatre piquets, en quête d'un petit boulot et l'espoir au cœur de conquérir un jour une vraie demeure, un vrai travail, un vrai statut de citoyen à part entière.

Lima échande, et pas seulement dans les bouges à matelots du Callao, au Trocadero, ou au Bote, où les filles travaillent à l'abattage, mais aussi maintenant dans les boîtes minables du centre, près des cinémas pornos de la Colmena – réputée il y a bien longtemps l'antre la plus « française », elle a conservé en souvenir un Café de Paris – le long de certaines avenues et au coin des rues bourgeoises de San Isidro et de Miraflores, deux quartiers résidentiels.

Lima délinquance, où le vol systématique et sous toutes ses formes, pratiqué par des troupes organisées ou des bandes d'apprentis débandés d'immigrants, suscite en réponse logique une industrie florissante de la sécurité : gardiens privés, grilles et murs protecteurs, systèmes



des habitants et même dans des quartiers considérés comme résidentiels mais qui sont à leur tour – sauf rares exceptions – touchés par les stigmates d'une paupérisation accélérée.

Lima envahie par plusieurs dizaines de milliers de vendeurs à la sauvette, de marchands ambulants ou qui ont conquis de haute lutte un bout de trottoir, une échoppe en plein vent dans les ruelles autour de la Parada, le marché central. Souvent chassés, canalisés mais toujours présents, toujours plus nombreux au

d'alarme perfectionnés, rondes de quartier. Lima trafique de millions de changeurs de dollars opérant d'un bout à l'autre de la ville et pas seulement à Ocona Street, dans le centre. Cette corporation est cependant en crise depuis l'application du plan d'austérité décrété par le gouvernement Fujimori qui a provoqué une stabilisation du billet vert, facteur décisif dans une économie totalement dollarisée.

Marcel Niedergang
Lire la suite page 19

peudeur et complexe mélangés : c'est une question clé alors que le monde andin, largement majoritaire et descendu de la Sierra, campe dans les villes du littoral et d'abord à Lima. Deux mondes se côtoient, coexistent mais les craintes et les ressentiments persistent.

La peur d'un « grand soir », d'une explosion populaire provoquée par la faim, la colère et le désespoir, hante certains esprits. Lima, pourtant, malgré un durcissement évident dû à une insécurité grandissante, à la permanence de la violence politique depuis dix ans, a conservé un certain art de vivre, le goût des contacts, de la cordialité chaleureuse et spontanée. Une intelligentsia de haut niveau, qui a toujours été très influencée par la culture française, n'aborde pas sans peine ni contradictions cette nouvelle réalité sociale, humaine et ethnique qui éclate dans les rues de la capitale. Mais elle cherche comment harmoniser les multiples morceaux d'une société-mosaïque, d'une nation en devenir dont le sort est incertain. Lima la douce, l'indolente, est devenue le miroir du pays, un laboratoire parfois sinistre mais toujours fascinant.

D'abord, donc, il y a le Pacifique, dont les déferlantes se brisent sur des grèves de cailloux, des plages de sable sombre, Mar Bravo : une mer sauvage qui se lance à l'assaut des falaises ocre. Depuis la pointe du Callao, dans un nord-ouest brumeux, jusqu'à la Herradura, promontoire abrupt à l'aplomb de la houle. Une beauté primitive, où les couchers de soleil des tropiques embrassent brièvement un horizon immense.

Palmiers poussiéreux, bougainvillées rouge sang acharnées à vivre tempèrent à peine ce rude décor.

Peu de navires, de fumées ou de signaux sur cette étendue d'eau vide. Dans le port de pêcheurs de Chorillos, une vingtaine de barques usagées semblent ancrées sans espoir de départ. On ne sait quoi mais il manque quelque chose, une senteur marine plus tenace, des cris d'oiseaux. Sur le quai, près du ponton aux planches disjointes, des Indiennes silencieuses offrent, sans insistance, poulpes, coquillages et tranches de thon. Des négrillons plongent dans l'eau sale. Des relents de friture rance montent des tables de bois en plein vent où des commères pausées se disputent sans chaleur les rares clients.

Vue d'ici, la ville fait illusion. De Barranco, on n'aperçoit que la corniche et de belles résidences blanches croulant sous les fleurs. Et Miraflores aligne ses buildings et ses tours de quinze étages. On dirait une cité suspendue entre ciel et mer, la façade maritime relativement brillante d'une mégapole que l'on devine immense, grouillante, étalée dans le désert côtier jusqu'aux contreforts grisâtres, sans un poil d'herbe, de la cordillère.

De mai à octobre, pendant l'hiver austral, l'océan est gris comme le ciel plat et bas couleur d'ardoise. Les nuées pesantes, accumulées par l'effet du courant froid de Humboldt qui remonte le long de ces rivages désolés de l'Amérique du Sud, recouvre alors tout, la ville, la mer et les collines sèches d'un manteau uniforme rarement troué d'éclaircies. Une ouate tenace, oppressante, qui donne une allure floue aux êtres et aux choses. Un smog britannique à quelques encablures de la ligne de l'Équateur. Une anomalie qui a découragé des générations de visiteurs étrangers.

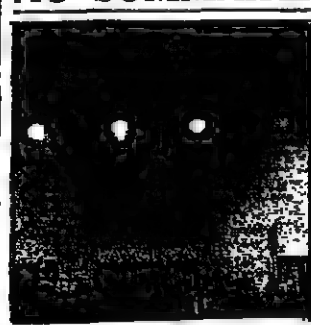
C'est aussi l'époque de la *garua*

dans une cité où, d'un bout à l'autre de l'année, le taux d'humidité est rarement inférieur à 90 %. La *garua* ne mouille guère, ce n'est même pas un crachin bruyant, et à Lima, il ne pleut pratiquement jamais. Les habitants racontent encore avec étonnement cette journée exceptionnelle de l'année 1969 où de véritables trombes d'eau s'abattirent sur la ville. Un souvenir presque aussi fort que celui du tremblement de terre du 31 mai 1970, qui sema la panique et fit plusieurs dizaines de milliers de morts dans le *callejón* de Huaylas, une étroite vallée interandinienne qui culmine à 4 000 mètres d'altitude, dominée par les glaciers de la Cordillère blanche.

L'été austral – de novembre à avril – redonne à cet océan triste des couleurs méditerranéennes en accord avec un ciel soudainement balayé. Décembre, janvier, février, trois mois de fournaise, de « saisons » qui transforment les plages en fourmilière humaine. Particulièrement enviables par le petit peuple des bidonvilles ancrés dans le désert de sable au sud et au nord. La plupart viennent à pied, descendant et remontent en empruntant des chemins escarpés au flanc des falaises, en longues processions ininterrompues.

Presque abandonné ou surpeuplé au rythme de la double saison tropicale, le littoral conserve en tout temps son attrait. C'est la seule fenêtre ouverte sur le grand large, avec la rumeur furieuse des galets roulés par une houle puissante. Mais cet océan recèle un autre péril, le tsunami, le raz de marée gigantesque provoqué par les secousses sismiques fréquentes tout au long de l'épine dorsale du continent sud-américain – encore que dans la plupart des cas, celles-ci soient assez

AU SOMMAIRE



La Cigale, célèbre endroit de Pizalle par le passé, retrouve de ses couleurs p. 24

Le bruit des autres ne nous est pas toujours compréhensible. Voyages et géographie sonore p. 18

Cuisine du Maroc, l'une des plus intéressantes des cuisines d'Afrique du Nord. p. 23

Écarts (p. 18) Télex (p. 18)
Jeux (p. 22) Gastronomie (p. 23)

Dans votre agence de voyages, refaites avec nous l'addition magique.

- Avion aller-retour Paris Faro
- + 1 semaine en hôtel
- + l'Algarve où le sport est roi
- + la mer et le sable fin
- + l'accueil du Portugal

à partir de
= 2 165 F par personne

200 AIR PORTUGAL
PLAÏETE
Tél. : 42 86 14 00 ou votre agence de voyages.
(valable pour les départs des 1/12/90, 8/1 et 22/01 et 2 285 F pour d'autres départs.)

Géographie sonore

La nouvelle est tombée sur France-Info : « Un homme d'origine algérienne, empêché de dormir par les enfants jouant sous ses fenêtres, leur a tiré dessus... »

L'aide ménagère, qui, comme le tireur, habite un grand ensemble de banlieue et en sait plus long que bien des sociologues sur la « cohabitation des communautés », a marmonné : « Dommage, car cet Algérien-là, il devait être comme nous... »

C'est-à-dire ne pas supporter le bruit. Marque d'une civilisation ultra-épicienne ? Symptôme d'une société vieillissante ? Le fait est que les Français passent pour être intolérants à ce qu'on appelle désormais les « nuisances sonores », la « pollution par le bruit ». Saint Vincent de Paul opinait déjà, vers 1600, que « le bruit ne fait pas de bien » (en corollaire il ajoutait finement : « Le bien ne fait pas de bruit... »).

Les Orientaux, au contraire, du muezzin diurne et nocturne de l'islam aux pétards des cérémonies chinoises, nous donnent l'impression d'aimer le bruit, voire de le cultiver. En tout cas ils coexistent manifestement sans histoires avec lui : vision de Turcs, d'Irakiens, d'Indiens, d'Arabes, de Malais dormant du sommeil du juste sur un refuge au milieu des klaxons, chez eux parmi les enfants égosillés. Quelle chance ! Quel don !

Au Caire, à Alger, tout un immeuble s'éveille à l'appel d'un jeune homme retour du cinéma réclamant les clés qu'il n'aurait emportées pour rien au monde car elles déforment les poches... Si vous protestez, chacun s'étonne et donne raison au réveilleur. Quant à Beyrouth, dès avant la guerre, on pouvait lire dans des mots croisés

locaux : « Un homme ne s'en sépare jamais même pour aller au spectacle. » La réponse était « revolver ». Avec le conflit, des rafales de mitraillette ont été tirées, parfois non pour tuer, mais pour appeler un copain, un parent logé à un étage élevé... « Nous sommes mithridatisés des le bureau », estime un Égyptien. Les Occidentaux, eux, même implantés jeunes sur les continents bruyants, s'habituent à la chaleur, à la poussière, à la foule, très rarement au vacarme.

Les pieds-noirs, néanmoins, pendant qu'ils proclamaient vouloir franciser les Arabo-Berbers, se mettaient insensiblement à leur diapason, jusqu'à ramener en métropole ces toutruants cortèges de mariage : en islam, des noces sans tapage, donc ignorées des voisins, sont réputées nulles.

Et les islamistes partisans du retour au « siècle parfait » de Mahomet et des quatre premiers califes ne sont pas les derniers à affubler de haut-parleurs géants leurs plus beaux minarets. À partir du jour où une sourate du Coran fut transmise par fil, clairement, par un cheik à un autre cheik, les musulmans purent enrichir sans pécher leur gamme sonore de notre hourvari technique communicatoire.

TOUT le Sud a intégré sans difficultés nos sons artificiels, parfois jusqu'à ne plus pouvoir s'en passer. À l'hôtel Cecil à Alexandrie, en Égypte, où flotte le souvenir (silencieux) de Lawrence Durrell et de son *Quatuor* (d'ailleurs à lire et non



pas à écouter), il faut attendre pour dormir que s'apaise, vers une heure du matin, le charivari automobile. Alors s'insinue le roulement, plus impitoyable encore car monocorde, du conditionneur central de l'établissement, placé à votre étage.

On se plaint. On s'attire cette réponse : « Ça alors, c'est notre meilleure chambre ! Vous n'avez donc pas été bercés ! Chaque année, la princesse saoudite X... nous la réserve longtemps à l'avance pour son séjour ici car, si elle n'a pas le ronron d'un moteur, elle ne dort pas bien... »

Le bruit mué en berceuse, en somnifère...

C'est en ces circonstances que, tout abasourdi, on se persuade de la sûreté de jugement de ce brave Kipling qui pensait sans doute à des sujets plus relevés lorsqu'il décréta que l'Orient et l'Occident ne se rencontreraient jamais.

On vous objectera que New-York, Chicago, Washington et tant d'autres mégapoles américaines font bruit de toute part. Stridences tragiques des pompiers, ambulanciers, policiers blancs, mais sur fond de visages

noirs ou jaunes justement. Les tumultes du tiers-monde au cœur de l'Amérique, devenus à la longue une sorte d'attrait pour les téléspectateurs européens drogués de séries américaines.

Mouvante géographie des bruits : les « taxiteurs » parisiens, souvent sudistes étrangers, ignorent nos règlements sur les droits du passager, auquel ils imposent et une radio poussée à fond et leur émetteur-récepteur professionnel.

AUX résultats des courses ou aux traits grivois des « Grosses Têtes » se mêlent les appels vingt fois répétés pour « 22, place Clichy » ou « 180, avenue Roger-Salengro » par une voix généralement féminine, déformée, entrecoupée de crachotis. Un système technique guère au point. Particulièrement pénible.

La tête pleine du grelot des téléphones, du cri des fax et de la rumeur des « bureaux paysagers », caravanseraient de notre fin de siècle, vous demandez au chauffeur de baisser un peu le son : « Et puis quoi encore ? J'ai pas le droit d'écouter les nouvelles ? Et puis faut que je travaille ! » Si vous vous rebellez, si vous invoquez la réglementation, ce sera au mieux : « Si vous avez le tympan fragile, mettez-y du coton ! »

Les boules anti-bruit, donc, sont de plus en plus nécessaires aux oreilles délicates. Pas les boules ductiles, semblables à de la pâte d'amande rose, mais les anglaises, en mousse de plasti-

que jaune, moins rebutantes d'aspect, et plus efficaces : pour lire ou réfléchir tranquillement en avion, en train, en taxi ou au bureau. Et pour dormir dans la plupart des hôtels modernes, de Tokyo à Bordeaux, afin d'abolir l'obligatoire soufflerie couplée aux vitres scellées, quand ce n'est pas au conditionneur inconditionnable.

A preuve encore que l'Europe, la France deviennent plus bruyantes, tout autant par leurs propres inventions ou gadgets que par leur lente sudification humaine et culturelle : les alarmes branchées pour la nuit sur les voitures couchant dehors et qui, régulièrement, à cause d'un voleur ou « par suite d'un incident technique », réveillent tout un quartier. « C'est parfaitement légal », nous confirme le commissaire de police, « sauf si la sonnerie dure trop longtemps. Dans ce cas, on verbalise. » Il faudrait un policier par rue...

Y a-t-il des plaintes de la part de riverains au sommeil perturbé par les possesseurs de belles cylindres protégées ? « Non », dit encore le commissaire. *Affaires de tapage nocturne* ? Récemment, je ne vois qu'une pétition de tout un pâté de maisons contre une dame qui élevait un coq dans son jardin, près de la gare Saint-Lazare. Faut-il en déduire que les Parisiens deviendraient plus tolérants aux bruits mécaniques et moins aux sons naturels ? Dans la *Fin de Satan*, Victor Hugo écrivait : « Tout bruit écouté longtemps devient une voix. » Le visionnaire qu'il fut avait-il songé à la voix des robots ?

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

ESCALES

Florilèges

Parmi les milliers d'invitations au voyage offertes à l'appât des candidats à l'évasion, il n'est pas toujours facile de faire son choix. Aussi les hésitants ou les perfectionnistes apprécieront-ils les florilèges concoctés à leur intention par deux professionnels du voyage. Le premier émane d'une compagnie aérienne, Lufthansa (21/23 rue Royale, 75008 Paris, tél. : 42-65-19-19), dont la marque Espaces, qui fête son dix-huitième anniversaire, entend proposer « un tourisme de qualité en sélectionnant des partenaires de qualité ». Treize voyageurs figurent dans la brochure 91, qui, en 80 pages séduisantes et documentées, présente 70 voyages aux quatre coins du monde, classés selon quatre formules : circuits culturels, expéditions et randonnées, croisières, voyages sur mesure. Avec la possibilité, pour le parcours aérien, d'opter pour la classe de son choix. Second recueil de voyages choisis,

celui réalisé par l'Association française des agences de tourisme, qui, avec 300 points de vente (reconnaisables au logo AFAT) apposés sur leur vitrine, constitue l'un des principaux réseaux indépendants européens. Une brochure de 130 pages baptisée *Collection automne-hiver 90-91* contient une vaste sélection de voyages, séjours et croisières sur les cinq continents.

Noël anglais

C'est l'un des plus beaux hôtels d'Angleterre. Dans un village des Cotswold. Un village à une rue juste assez large pour, jadis, laisser passer les moutons. Un village-rue qui compte pourtant deux librairies et des antiquaires. Aucune enseigne n'indique que cette belle demeure aux fenêtres à petits carreaux est un hôtel. Rien non plus à l'intérieur. Feux dans les cheminées, fauteuils profonds, silence. Un endroit où la joie de Noël doit être discrète, authentique. La célébration de cette fête commencera par une collation dans le grand hall, un thé l'après-midi, le champagne

partagé pour faire connaissance avant le dîner habillé. Aromathérapie, le matin de la Naïveté, sous forme d'infusions inhabituelles. Les présents sont offerts au déjeuner. Jeûne l'après-midi, soirée où l'on peut danser. Le jour suivant, promenade dans la campagne avoisinante, paisible et verte comme seule l'Angleterre peut l'être, en voiture à cheval avec un cocher. Buffet et lunch au retour. Au dernier dîner, chants poétiques d'un ménestrel et remise du prix de la loterie tirée la veille : un voyage pour deux à New-York avec quatre nuits au Carlyle Hotel. Les prix, à partir de 1 750 F environ par personne et par jour pour un minimum de quatre nuits, comprennent le petit déjeuner et les divertissements. Réservations auprès du Lygon Arms, Broadway, Worcestershire WR 12 7DU, tél. : (386)-85-22-55.

Irlande de l'Ouest

Taches de rousseur et cheveux roux, mais pas forcément taxi mauve. Feux de tourbe et bière noire, maisons géorgiennes, livre de Kells, langue gaélique, bruits, pubs, océan, Irlande. Lepertours (82, rue d'Hauteville, 75010 Paris, tél. : 40-22-88-23 et agences de voyages) y va. Dublin en ouverture. Avant le site monastique de Clonsilla, au cœur de l'Irlande, entre Dublin et Galway, il fut fondé, dit-on, en 545 par saint Ciaran. Aujourd'hui, c'est un endroit fort, semé de croix et de pierres tombales. Galway, dans la baie du même nom, est la porte d'entrée du Connemara, qui longe la côte ouest.

Au nord de ce comté, dans un paysage de lacs, l'abbaye de Kylemore. Plus bas, avant de rejoindre Limerick, impressionnantes dans ce pays de douceur, les falaises de Moher (le nom gaélique signifie « falaises de la perdition »), à la verticale à 225 mètres au-dessus de la mer, sur plusieurs kilomètres. Le château de Bunratty est au bord de l'embouchure du Shannon. Réveillon à Shannon, dans un hôtel traditionnel. Quatre jours conviviaux, décontractés. Du



ALAN MAC WESLEY

28 décembre 1990 au 1^{er} janvier 1991, 5 560 F. Pour repérer les lieux et éclaircir cette balade irlandaise : Baedeker Irlande, Hachette, 414 p., avec carte indépendante, 119 F.

Pistes d'Autriche

Si vous vous rendez en Autriche cet hiver et décidez d'ignorer ses 805 villages de ski et les 34 000 kilomètres de pistes qui quadrillent ses montagnes, vous vous condamnez à ne rencontrer que les deux tiers des habitants de ce pays. Sur une population totale de 7,5 millions, l'Autriche compte en effet 2,4 millions de skieurs qui, à en croire les statistiques, évoluent sur des planches dès que tombent les flocons. Plus qu'un sport, le ski est, dans ce pays qui vous un véritable culte à la montagne, un style de vie. Une tradition aussi, partagée avec les visiteurs sensibles à l'accueil personnalisé des hôtels et auberges, à la convivialité de

l'hébergement chez l'habitant, à la qualité de l'après-ski et à la considération accordée aux familles et aux non-skieurs. L'offre est considérable. D'où l'intérêt de la brochure éditée par l'Office autrichien du tourisme (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57) et envoyée sur demande à qui souhaite connaître les prestations et les coordonnées des voyagistes qui programment ce pays. Autre tradition bien vivante, la célébration des fêtes de Noël, qui commencent fin novembre avec l'apparition des couronnes de branches de pin ornées de bougies et, le 6 décembre, avec la Saint-Nicolas. Deux suggestions parmi d'autres : un réveillon à Salzbourg, du 22 au 25 décembre (Austrotours, 16, av. de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-86-89-39) et, du 22 au 27, un Noël traditionnel dans une ambiance tyrolienne (Austro Pauli, 3, rue du Roule, 75001 Paris, tél. : 42-21-01-53), à Innsbruck, que l'on rejoint en autocar de Paris ou de Mulhouse.

TELEX

Réunir, guide des lieux de réunions, séminaires et congrès, vient de paraître. Edité par Rencontre et communication (47, rue de l'Alma, 92400 Courbevoie, tél. : 47-88-84-71), 440 pages illustrées, 338 F, 1,6 kg d'informations.

Ferries d'hiver chez Uniclaim (tél. : 43-29-12-36), seul voyageur à proposer aux « aficionados » français les grands rendez-vous de la saison hivernale en Amérique latine. Formules « à la carte » : avion, hôtel et accès aux corridas. Environ 10 000 F par personne, en chambre double.

Avec quatre cent vingt parcours, l'Ecosse est sans conteste la patrie du golf. Une brochure de l'Office du tourisme écossais présente, cartes à l'appui, une cinquantaine de parcours, répartis en cinq catégories. Ecrire à l'Office du tourisme britannique, 63, rue Pierre-Charbon, 75008 Paris.

Quatre circuits au Sahara, cet hiver, signés Itinéraires (tél. : 43-26-02-00) : une découverte du massif du Hoggar, en tout-terrain ou en trekking (9 jours, 8 380 F), une liaison du Hoggar aux Aïjers (15 jours, 10 500 F) et une méharde dans le Gourara (circuits de 9 et de 11 jours, 7 210 F et 8 270 F). Groupes de 8 à 20 personnes.

« L'Opéra de Pékin » est le sujet de l'exposition que Voyagers en Chine (45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris) consacre, jusqu'au 30 décembre, aux œuvres du photographe chinois, Wu Gang. Du lundi au vendredi (9 h-18 h) et le samedi (10 h-18 h).

ATM Yachts, l'un des spécialistes du tourisme nautique (deux cents bateaux à la Martinique, à la Guadeloupe, à Saint-Martin et en Polynésie), ouvrira sa première base en métropole, à Martigues (Bouches-du-Rhône), en mai 1991.

Le Gros-Horloge de Rouen a fait toilette. Occasion d'aller jeter un œil sur le beffroi du XIV^e et les autres beautés rouennaises : la place du Vieux-Marché, le palais de justice, la cathédrale et le musée. Informations : Comité départemental de Seine-Maritime (tél. : 35-88-61-32).

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard

LA BONNE ADRESSE

SPÜGENSCHLOSS

Hotel Restaurant Bar

8002 Courchevel

Trouville

Votre domicile à Zurich

Hôtel soigné, voué à la tradition et à la qualité. Confort moderne. Situation centrale dans la partie calme du centre-ville, à quelques pas du Paradeplatz et du lac. Places de parking privées.

Victoria-Laubhorn Wengen

Au centre de Wengen, hôtel de famille de 1^{er} cat. Séjour agréable, grand confort, assés, restaurant, bar et salle de billard, sauna avec bain, douche/tro, sèche-cheveux, tél. direct, radio, coffre-fort, tv. Demi-pension avec copieux buffets au petit-déjeuner, menu du soir, PS, 87/136 selon saison, séjour et saison, ainsi que div. buffets aux chaudières.

Arrangements de ski avantageux : 7 jours demi-pension, bain, douche/tro, menu de choix, de PS 1 495 pour 14 jours. Arrangements forfaitaires en été.

Famille B. & H. Gmülin.

Wengen Victoria-Laubhorn, 3623 Wengen, Val, 1941/09/04 87 87, tél. 033 232, fax 0341/09/08 33 77

مكتبة الأصيل

Lima, cour des miracles sous les tropiques

Suite de la page 17

Lima, trafic de drogue, dont le chiffre d'affaires est estimé à 1,5 milliard de dollars par an, ce qui explique en partie, comme en Bolivie, que l'économie formelle, officielle, ne se soit pas complètement effondrée malgré la débâcle et l'hyper-inflation provoquées par la politique du gouvernement d'Alan García (de 1985 à 1990). Mais qui justifie aussi les inquiétudes des autorités face à la montée spectaculaire de la consommation locale de drogues dures et à la multiplication de laboratoires clandestins de transformation de la coca en poudre blanche plus ou moins pure depuis l'offensive des autorités colombiennes contre le cartel de Medellín. Pays jusqu'alors essentiellement producteur de coca, premier producteur mondial de la matière première du trafic, le Pérou, comme le Brésil ou l'Équateur, est en partie touché par la redistribution des tâches dans le complexe circuit des multinationales du trafic.

Lima délabrée, dont la moitié du parc automobile est bon pour la ferraille, dont les rues — où la municipalité a consciencieusement recensé pour le seul centre huit mille mètres carrés de trous de tailles diverses dans la chaussée — sont parfois défoncées, et dont les canalisations (certaines, si l'on croit le très sérieux journal *El Comercio*, n'ont pas été changées depuis l'époque de la colonie) éclatent régulièrement, provoquant des inondations. La municipalité de Lima estime que trois cent quarante kilomètres au moins de canalisations devraient être remplacés de toute urgence, une tâche que la compagnie des eaux est hors d'état d'assumer faute de moyens.

Lima violence où les attentats terroristes plus sélects des militants du Sentier lumineux et des commandos du MRTA (mouvement révolutionnaire du PAC Amru) ne suscitent plus qu'une émotion affaibie et passagère. Le terrorisme est banalisé, accepté comme un mal inévitable, une gangrène qui n'en finit pas mais ne trouble guère le reste de l'organisation. L'assassinat d'un général ou d'un magistrat important est presque traité au niveau du fait divers. « Révolant » le premier jour, chassé des esprits le second jour par l'accoutumance ou un autre « incident ». Et les Liméniens semblent se passionner plus volontiers pour les faits divers ordinaires, crimes passionnels qui sont délices et poisons des dames de la société comme de leurs bonnes débarquées de la loutine sierra. Point de rencontre entre deux mondes, entre ceux d'en haut, bourgeoisie et classe moyenne évoluée, et ceux d'en bas, la masse populaire innombrable, pauvre, auto-organisée, industrielle, la masse noire, métisse et indienne. Zambos et Cholos, l'armée des « fourmis brunes » qui investit inexorablement la cité et qui a déjà composé une nouvelle société, une nouvelle culture et de nouveaux rapports de forces. La loi du nombre. Un banquier criminel en prison, on l'oubliera sans doute. Car la justice est

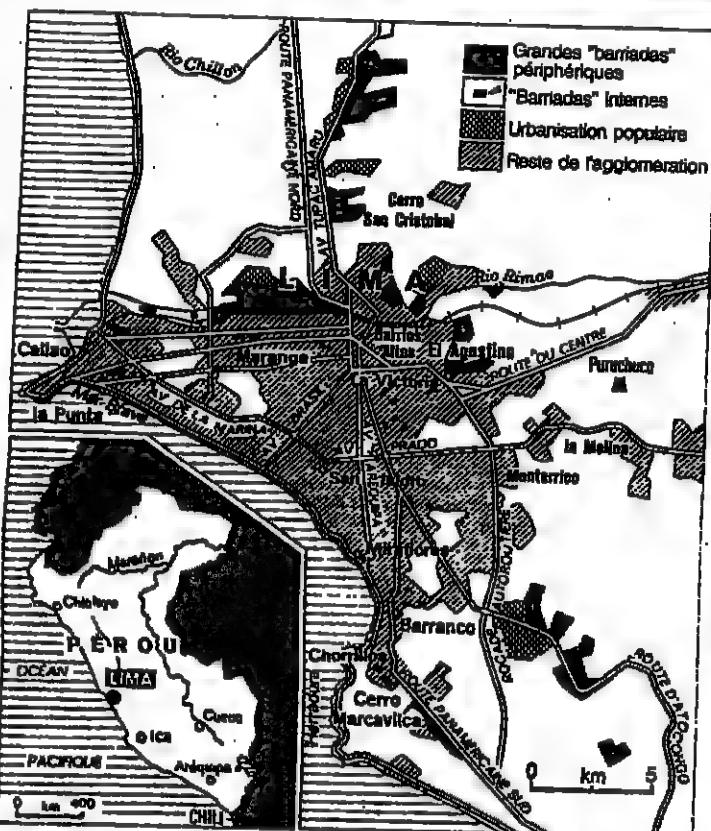
lente, très lente. C'est le chef de l'État lui-même qui le dit : « Le palais de justice est en réalité celui de l'injustice. »

On le soupçonnait. Mais Lima se regarde davantage dans ce miroir mouvant, découvre son racisme. Et ce sont de vrais cris de colère et d'angoisse que poussent les intellectuels face à cette ville effervescente, tiraillée, qui se dégrade et s'organise en même temps dans l'auto-destruction, qui laisse les rats galoper sur les tas d'ordures mais dresse des plans d'espaces verts le long du fleuve. Et dont personne ne peut dire si elle s'enfoncé inexorablement dans la décomposition ou si elle est le creuset d'une nation qui reste à bâtir.

Horrible Lima ! c'était le titre, en 1964, d'un livre célèbre de l'écrivain péruvien Sebastian Salazar Bondy. C'était encore le bon temps à en croire les censeurs d'aujourd'hui. Ils ont la nausée en croisant, place San-Martin, le fou qui parfois déambule librement, les jambes et le sexe à l'air, la honte



GUILLERMO CORTON



oui et pour un non, pour un anniversaire, pour le départ d'un ami ou pour son retour, pour la fin des études secondaires des enfants. Lima la fête, qui termine ses nuits blanches sur la plage de la Herradura autour d'un *ceviche*, le poisson cru mariné au jus de citron, et d'un *pisco-sour*, l'eau-de-vie locale.

Lima des *penas*, des cabarets-dancings populaires où le Pérou noir croise celui de l'Altiplano et de la sierra. Lima qui s'extasie encore à l'écoute de la chanson créée, de la valse, de la *marinera* (la danse au mouchoir) comme Buenos-Aires soupire après ses tangos. Lima musique *chicha*, mariage de la tradition créole du littoral revue par les rythmes mélancoliques ou endiablés des provinces de l'intérieur. Des « *salsodromes* », des clubs réunissant les migrants d'une même ville ou d'une même région au nouveau Colé, des petits bals populaires du vendredi soir où éclatent les cuivres et résonnent les tambours que l'on entend dans les bourgades des hautes vallées andines.

Lima de la ferveur religieuse, des processions et d'abord de celles du *senor de Los Milagros*, le Christ des miracles. La semaine sainte de Séville, l'adoration de la Vierge de la *Macarena* n'ont pas l'ampleur des fêtes du Christ des Miracles qui attirent des milliers de fidèles, venus de violet, extatiques et bouleversés dans les rues étroites du *cercaño*. Le port du Callao a le Christ de la mer, le sud de Lima et le désert mystérieux de Nazca, celui de Luen. Cuzco au nord, le *senor de Los Temblores* (séismes).

A trois reprises pendant les mois d'octobre, les 18, 19 et 28, un esclave noir aurait peint le Christ miséricordieux, protecteur et sauveur de la ville, et dont l'image est conservée dans une chapelle-sanctuaire de l'ancien quartier de Pachacamillo. Malgré la progression spectaculaire des sectes (en particulier protestantes) comme dans toute l'Amérique latine, l'Eglise catholique garde une très forte emprise, au moins morale, sur les masses en quête de sens, de l'espérance, l'éternel peuple de femmes en noir, agenouillées, balbutiantes dans des églises aux rétables d'or et qui ne désespèrent jamais. Les migrants, pourtant, conservent leurs coutumes, le

recours éventuel au sorcier qui « nettoie » et garde le mauvais sort, au guérisseur qui connaît le secret des plantes médicinales de la forêt amazonienne. Dans les *barriadas*, les familles se réunissent à la Toussaint dans les cimetières rustiques, s'assoient sans façons sur les tombes de leurs disparus, boivent, dansent et chantent en leur honneur.

Combats de coqs et football : à chacun sa passion. La Victoria, l'un des quartiers les plus authentiquement populaires, où vécut le peintre Humareda, pleure encore son équipe, disparue un soir d'été dans un accident d'avion à moins d'un kilomètre de la côte. A l'autre bout de la ville, un autre style : Barranco, ses bistrotts sympathiques en plein air, sous les frondaisons géantes de la place, discothèques, cafés-théâtres, librairies, boîtes à musique noire ou indienne. Une certaine nonchalance dans la douceur tiède de la nuit tropicale.

Lima corrida, en novembre dans l'artère d'Acho, construite en 1768 par le vice-roi Amat, au cœur du quartier Rimac. L'une des plus jolies places sans doute d'Amérique latine, un morceau d'Andalousie, un public de connaisseurs exigeants passionnés. S'y croisent des *senoritos* que l'on croirait venus tout droit de la rue Las Sierpes de Séville, les plus jolies filles de Tout-Lima et les politiciens en vne. Une place à l'ombre à Acho coûte l'équivalent de deux semaines de salaire d'un professeur à l'université. Mais une notable partie des quinze mille aficionados entrent avec des billets d'invitation pour applaudir les meilleurs toreros de la saison espagnole, cette année Victor Mendez et Roberto Dominguez, qui disputent le trophée traditionnel : le scalpulaire d'or du *senor de Los Milagros*.

Lima, ville des extrêmes qui parfois se touchent sans se voir. Villas de luxe avec piscine et parc ombragé, très prisées des diplomates ; les résidences de Las Casuarinas occupent un versant d'une colline proche des contre-forts de l'est et du désert. L'autre versant a été progressivement occupé par des migrants traînant leur natte de paille puis édifient des baraquas sans confort, en planches ou en briques. Un très haut mur a été érigé au sommet de la colline pour stopper l'invasion des marginaux et assurer la tranquillité des *happy few* qui disposent d'un poste de contrôle policier à l'entrée principale.

D'un côté, sortie désert, les camions-citernes qui vendent l'eau aux habitants de la *barriada* ; de l'autre, côté ville, les piscines et les jardins tropicaux. Un cas limite et atypique. Aucun incident jamais, jusqu'à présent.

Rien de plus faux d'ailleurs que l'image d'une invasion sauvage par les migrants en quête de refuge. Invasion qui, et idéale sans doute, puisque les terrains occupés ne sont pas toujours sans propriétaires. Mais invasion préparée soigneusement dans tous les détails, planifiée par les chefs de groupes de familles sans abri ayant décidé de créer une nouvelle *barriada*. Un phénomène minutieusement étudié par l'équipe de chercheurs réunie autour de Hernando De Soto, directeur de l'Institut Liberté et Démocratie et, un moment, compagnon de route de l'écrivain Mario Vargas Llosa. De Soto a exposé dans son livre *L'autre Sentier* les résultats de cette enquête.

Au cours des quatre dernières décennies, la migration indigène avait multiplié par cinq la population urbaine. Le désert et les collines qui entourent Lima sont incorporés à la cité. Pour survivre, les nouveaux arrivants sont devenus informels, dans leur quartier et dans leur activité mais sans renoncer à obtenir un statut légal. L'invasion classique se fait à l'heure choisie, généralement à l'aube pour limiter une éventuelle réaction policière, avec le drapeau péruvien déployé, femmes et enfants à l'arrière-garde. L'histoire des invasions montre que les informels, à force d'ingéniosité, de patience, d'obstination et de courage, ont progressivement surmonté les résistances des autorités, de l'opinion, de la bureaucratie, d'un autre monde *a priori* hostile. Ils ont exploité les offres intéressées des partis politiques à la recherche de nouvelles clientèles, mis à profit les initiatives de municipalités ou de gouvernements sensibles à l'ampleur de ce gigantesque défi social et politique. Mais les migrants n'ont jamais renoncé à leurs propres organisations, associations, comités et coopératives, spontanés mais plus efficaces et plus sûrs.

Même évolution pour le commerce informel, l'organisation du transport « parallèle » face à l'incertitude des pouvoirs publics. Aucune autre ville d'Amérique latine n'a connu le développement d'une économie parallèle aussi sophistiquée, avec une hiérarchie à la fois chaotique et originale. Traverser le Lima colonial est un voyage dans le temps et l'espace, une rencontre avec les artisans du Moyen Âge, les artisans publics, les ruelles spécialisées dans le commerce d'un seul produit. La rue Lampa appartient tout entière à la ferronnerie — on y trouve tout pour installer ou construire une maison.

Un siècle après la conquête espagnole, en 1614, Lima ne comptait encore que 25 000 habitants. En 1686, des tremblements de terre avaient détruit une grande partie de la ville mais la cité des vice-rois exerçait sa domination de Panama jusqu'au Rio de la Plata. Elle perdit ce rôle prépondérant au milieu du dix-huitième siècle. L'ouverture du canal de Panama, en 1914, a relancé son expansion économique : en deux décennies, sa population double, atteignant 280 000 habitants.

Le débordement populaire est donc récent. Commencé dans les années 40, il s'est accéléré de façon vertigineuse. Une population pour le grand Lima estimée à plus de huit millions d'habitants en 1990 (plus du tiers de la population du pays) et à plus de quatorze millions à l'horizon 2000. Une perspective *a priori* inquiétante. « *La mépris des classes dominantes pour le monde andin est si grand que ce peuple avide de revanche se soulèvera un jour* ». C'était le pronostic pessimiste d'un écrivain conservateur, fin connaisseur de la Sierra, José de la Riva Agüero. Un peu plus tard, un sociologue nord-américain, Carlton Bears, décrivait « l'inévitable explosion andine ». C'était au temps de la dictature Leguía, dans les années 30. Il faut se défier des apocalypses annoncées trop longtemps à l'avance...

de notre envoyé spécial
Marcel Niedergang

LE MONDE EN VUE

Parmi nos 44 réveillons d'exception, nous vous proposons :

- Réveil en Irlande 4 jours
- Réveil à Salzbourg 4 jours
- Réveil à Barcelone 5 jours
- Réveil à Moscou 5 jours
- Réveil à Marrakech 5 jours
- Réveil à New York en Concorde 4 jours

Engagements et inscriptions dans votre agence habituelle ou au Tourisme Français, 96, rue de la Victoire 75009 Paris (1) 47 80 67 80

LE TOURISME FRANÇAIS
votre exigence est la bienvenue

VOSGES EN MARCHÉ

SÉJOURS

SKI DE FOND
RAIDS NORDIQUES
RAQUETTES
RANDONNÉE A PIED

« VOSGES EN MARCHÉ »
Prix fixe
81120 BRASS-SUR-LE-REPT
Tél. : 29-24-89-40 / 29-61-74-06,
de 8 h à 12 h et de 20 h à 21 h 30

Berghotel SCHATZALP
Enchantement et féerie
d'un hiver enneigé
pour jeunes et
moins jeunes.
Sur la face an-
scolétique du domaine
skiabie, au pied des pistes.
Hôtel Bella Epoue alliant
le charme rétro au confort
le plus moderne.

CH-7270 Davos Platz
Tél. 121121 / 44 13 31 - Fax 43 13 44

Antilles & Méditerranée...
Carail caraïbe
8, rue du Béarn 16000 Angoulême
Tél. 45 61 07 00 - Fax 45 61 35 32
LOCATION CATAMARAN
avec ou sans skipper
Émbarquer - plonger -
Baignade
VENTE-GESTION
AUX ANTILLES
L'expérience de la délocalisation

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2395 F.A.R.

DECouvrez LES NOUVEAUX TARIFS ACCESS VOYAGES.

RIO DE JANEIRO - A/S 2970 A/R 5225	CARACAS - A/S 2725 A/R 4675
LOS ANGELES - A/S 2035 A/R 3965	BUENOS AIRES - A/S 3695 A/R 6460
SAN FRANCISCO - A/S 2035 A/R 3960	SANTIAGO - A/S 3795 A/R 6760
MIAMI - A/S 1840 A/R 3410	NAIROBI - A/S 2390 A/R 4355
MONTREAL - A/S 1140 A/R 1980	ANTILLES - A/R 2950
SÃO PAULO - A/S 3190 A/R 5225	BANGKOK - A/S 3000 A/R 5080
MEXICO - A/S 2180 A/R 4395	SIDNEY - A/S 4780 A/R 8360

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS DÉCOUVRIABLES EN PLACE ET CLASSE AFFRANCHIR. PROPOSER VOTRE VOYAGE EN 10 JOURS. CHERCHER ET VOUS ENRICHIR À LA CARTE POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET DÉTERMINER VOTRE VOYAGE AU 40 13 02 02. VOUS CHERCHER EN FRANCE.

ACCESS VOYAGES

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELAIN-LES-HALLS.
6, RUE PIERRE-LES-COL 75001 PARIS. Tél. (1) 40 13 02 02. Fax (1) 45 08 85 95
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU. Tél. 78 63 67 77.

SC
AV
ré
la
le
ter
des
rie
aut

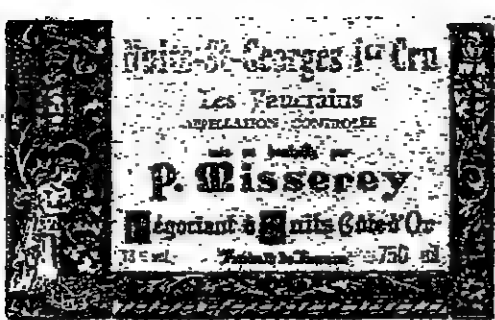
son
le
la
à
un
ami

BERG
page 8
75 PTA
5505

VINS D



Un très grand millésime sélectionné par le marquis de la CROIX LANDOL, dans une présentation prestigieuse, unique dans le Bordelais, pour le vin de sa propriété du Château de CANTIN, saint-émilion grand cru. Dans sa cave se trouvent réunis un champagne (brut millésimé 1983) et un cognac (X.O. Grande Champagne, 25 ans d'âge). Sa table est garnie des plus rares produits de l'été : caviar, foie gras du Périgord et truffes. Vous les trouverez tous au Château CANTIN à Saint-Émilion où le meilleur accueil vous est réservé. CHATEAU DE CANTIN. Service lecteur n° 1.



BOURGOGNES MISEREY naquit au siècle dernier sur le site unique de Neits-Saint-Georges. Depuis 1985, MISEREY confirme ses lettres de noblesse en s'imposant progressivement dans la grande restauration française et dans l'alimentation de luxe (Relais et Châteaux, Fauchon, etc.). Ils vinifient plus de trente appellations différentes dans les vins blancs ou les vins rouges de Bourgogne. Pas moins de six mille-neuf-cent-vingt-cinq hectares sont alloués dans leurs caves. Ils vous invitent à découvrir une maison « traditionnellement contemporaine ». Vous pourrez ainsi déguster les appellations les plus attachantes de la côte chalonaise, de la côte de Beaune et de la côte de Nuits ; les vins blancs de Chablis viennent compléter leur gamme. POUILLY LOCHE CHATEAU DE LOCHE 1989. CHABIS 1989. CHABIS PREMIER CRU FOLLY CHAUME 1989. MEURS SAULT 1988. PULIGNY MONTRACHET 1987. CORTON CHARLEMAGNE 1988. COTES DE NUITS-VILLAGES 1986. NUITS-SAINT-GEORGES 1986. NUITS-SAINT-GEORGES PREMIER CRU 1985. BOURGOGNES MISEREY. Service lecteur n° 4.



1988 « GRAND MILLESIME » Très réussi. A avoir dans sa cave. Il fera honneur à vos repas de fêtes. Entre amis, en famille, on a toujours une bouteille de Chateau LAFFITTE-CARCASSET à partager dans les moments forts de la vie. Nous vous conseillons tout particulièrement le millésime 1988 qui est le fruit de la sélection personnelle du propriétaire, Monsieur le vicomte Philippe de Padirac. CHATEAU LAFFITTE-CARCASSET. Service lecteur n° 7.

Le choix d'un vin pour un gourmet est la chose la plus délicate. A l'occasion des Fêtes, pour le plaisir de tous, français qui vous guidera dans vos choix de vins caves des connaisseurs. Le Service lecteur vous permettra de recevoir ceux que vous avez sélectionnés ; retournez votre rpn



Le Chateau LANGOIRAN, « Chartreuse de charme », se situe dans l'enceinte du château médiéval du XIII^e siècle qui surplombe la petite ville de LANGOIRAN. Les chais de ce splendide château se prolongent dans les souterrains de la forteresse, et abritent les barriques destinées au vieillissement du « TOUR DE LANGOIRAN » cuvée de très grand prestige, dont l'étiquette est présentée ci-dessous. Les vins de Chateau LANGOIRAN s'ouvrent au monde et offrent à l'amateur un bouquet d'une finesse remarquable. Riches et généreux dans leur splendide robe de velours, ces vins finement boisés accompagnent tous les mets d'un repas « gastronomique », qu'ils soient jeunes ou vieux, tant leur complexité est agréable. La famille NEESER est toujours fière, on peut la comprendre, de faire visiter ces hauts lieux de traditions, où l'on déguste ces superbes vins dans un cadre où l'odeur du vin a remplacé celle de la poudre. A ne pas manquer. CHATEAU DE LANGOIRAN. Service lecteur n° 10.



La Société des Vignobles et Vergers François RAVEL est une société familiale installée à PIERREPUIS-DU-VAL depuis 1964, date du rattachement d'Algérie de la famille RAVEL. Les propriétés achetées n'étaient alors que des pentes douces couvertes par la forêt des Maures, qui ont été défrichées et mises en terrasse pour pouvoir y établir la vigne. Avec 380 hectares de vignes plantées à partir de cépages renommés tels que cabernet-sauvignon, mourvèdre, sémillon, syrah, merlot, Mourvèdre et Chardonnay, la société est maintenant une des plus importantes de l'appellation côtes de Provence. Dans le même temps, ils ont construit une cave importante bénéficiant des apports les plus modernes de la technologie : centrifugation des moûts, contrôle des températures de fermentation, caves autovidantes en acier inoxydable, chambre de réfrigération. La production annuelle moyenne est de 20.000 hectolitres et la cave, d'une capacité portée récemment à 30.000 hectolitres, permet de stocker une récolte et demi. La mise en bouteille est faite au château, sur une ligne automatisée d'une capacité de 1.600 caisses/jour. Diffusant leurs vins à 70 % sur les marchés étrangers et souvent vers des destinations lointaines, ils ont été amenés à équiper leur chaîne d'emballage d'un groupe laboratoire métrologique permettant une meilleure protection contre les risques d'oxydation. CHATEAU MONTAUD. Service lecteur n° 11.



FILHOT : ce cru mérite peut-être plus qu'aucun autre l'appellation sauternes. Il est l'un des plus anciens, puisque les Filhot ont acquis la propriété qui porte leur nom en 1709 et devint grand cru classé en 1855. Dès le XVIII^e siècle, Thomas Jefferson le plaçait comme l'un des meilleurs crus de la région. Pendant près de cinquante ans, le cru de FILHOT fut distribué sous le célèbre nom de vin de Sauternes ou Chateau Sauternes avant l'extension de cette appellation. En 1935, la comtesse Durieu de Lacaupelle, née Lur-Saluces et descendante de la famille de Filhot, rachète à son frère ce superbe domaine. Le château actuel, que certains ont qualifié de palais, est entouré de 350 hectares à l'intérieur de la commune de Sauternes. Ses 60 hectares sont consacrés à la culture de la vigne. Le comte Henri de Vauzelles administre aujourd'hui cette propriété. Ce grand érudit, parfait connaisseur du vignoble de Sauternes, s'attache, avec ferveur, à garder aux vins du Chateau FILHOT la sève, la nervosité et le caractère original qui font leur renommée. CHATEAU FILHOT. Service lecteur n° 2.



Grand cru classé par le fameux Classement impérial de 1855 et pieusement conservé dans la même famille depuis cinq cents ans. Le domaine comprend une surface de 200 hectares dont 50 hectares de vignes. Il a le privilège rarissime de s'étendre à la fois sur les nobles terroirs de SAUTERNES et de GRAVES. Il produit six grands vins prestigieux amoureusement créés, élevés et mis en bouteilles dans le pur respect d'une tradition familiale de haute qualité : LE CHATEAU DE MALLE (grand cru classé de Sauternes) ; le CHATEAU DE SAINT-LENE (A.O.C. sauternes) ; le CHEVALIER DE MALLE (A.O.C. bordelais blanc) ; le M. DE MALLE (A.O.C. graves blanc) ; le CHATEAU DE CARDAILLAN (A.O.C. graves rouge) ; le CHATEAU TOURS DE MALLE (A.O.C. graves rouge). Les vins de Malle, qui possèdent en commun race et distinction, peuvent merveilleusement garnir la cave d'un amateur difficile... mais ce n'est pas tout, ils évoquent, par leur parfum, un passé attachant où l'héritage se transmet de père en fils. Ces vins furent fêter la prise de Hanovre par l'armée française en 1757 et, plus tard, attirer, en séjour à Malle, le prestigieux duc de WELLINGTON (avant Waterloo). Cagernous que Louis-Alexandre de Lur-Saluces, duc de Louvois XV et M^{re} Victoire, fit apprécier ses vins à la cour de France ! LE VIGNOBLE DU CHATEAU DE MALLE. Service lecteur n° 5.



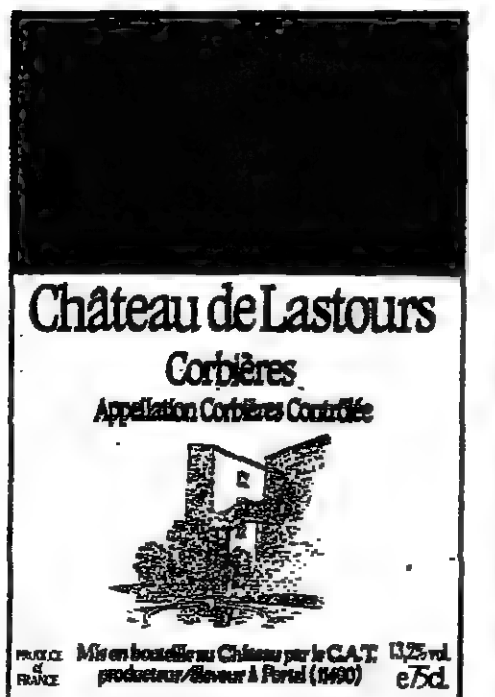
Ce cru bourgeois exceptionnel situé au cœur de l'appellation Saint-Julien constitue de fait le deuxième vin du Chateau Léoville Poyferré qui appartient à la famille CUVILLER. Il se caractérise par l'équilibre et la finesse de son terroir. Les tanins sont puissants mais harmonieux et se fondent au fil des années pour aboutir à cet équilibre qui fait la renommée de ce Chateau. Ce vin est distribué en exclusivité par la Maison H. CUVILLER FILS B.P. 37 - 33000 BORDEAUX DEUX CEDEX. Tél. : 56.86.49.23 - Fax : 56.86.57.18 CHATEAU MOULIN RICHE. Service lecteur n° 8.



La S.C.E. des Vignobles et Vergers François RAVEL est une société familiale installée à PIERREPUIS-DU-VAL depuis 1964, date du rattachement d'Algérie de la famille RAVEL. Les propriétés achetées n'étaient alors que des pentes douces couvertes par la forêt des Maures, qui ont été défrichées et mises en terrasse pour pouvoir y établir la vigne. Avec 380 hectares de vignes plantées à partir de cépages renommés tels que cabernet-sauvignon, mourvèdre, sémillon, syrah, merlot, Mourvèdre et Chardonnay, la société est maintenant une des plus importantes de l'appellation côtes de Provence. Dans le même temps, ils ont construit une cave importante bénéficiant des apports les plus modernes de la technologie : centrifugation des moûts, contrôle des températures de fermentation, caves autovidantes en acier inoxydable, chambre de réfrigération. La production annuelle moyenne est de 20.000 hectolitres et la cave, d'une capacité portée récemment à 30.000 hectolitres, permet de stocker une récolte et demi. La mise en bouteille est faite au château, sur une ligne automatisée d'une capacité de 1.600 caisses/jour. Diffusant leurs vins à 70 % sur les marchés étrangers et souvent vers des destinations lointaines, ils ont été amenés à équiper leur chaîne d'emballage d'un groupe laboratoire métrologique permettant une meilleure protection contre les risques d'oxydation. CHATEAU MONTAUD. Service lecteur n° 11.



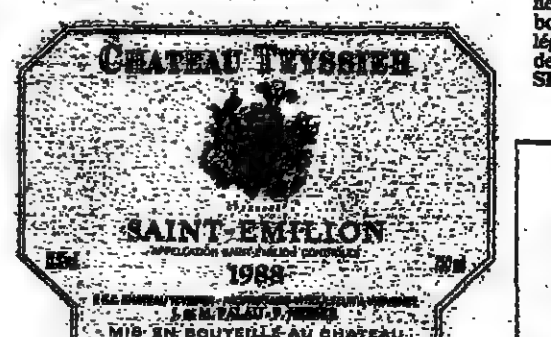
1988 CHATEAU St DIDIER-PARNAC Cahors. Frank & Jacques RIGAL et leur famille sont vignerons de père en fils depuis trois siècles. LE CHATEAU SAINT-DIDIER-PARNAC, au cœur du vignoble, se place dans le peloton de tête des meilleurs CAHORS. Portant haut le flambeau de la qualité, Frank & Jacques RIGAL ont vu cette année leurs propriétés familiales comblées d'honneur avec, en particulier, un Grand Prix d'excellence aux Vinales (concours des œnologues). Les arômes sont fins et puissants, des tanins soyeux lui donnent déjà beaucoup de chair, c'est un vin vrai et direct, une bouteille de grande garde. Visite des caves, dégustation gratuite, expédition dans toute la France, tarifs et renseignements sur demande. CHATEAU SAINT-DIDIER-PARNAC. Service lecteur n° 3.



Chateau de Lastours Corbières Appellation Corbières Contrôlée. Pour la première fois dans l'histoire des CORBIÈRES, un de ses vins avait une médaille d'or au WINE CHALLENGE INTERNATIONAL à Londres, en 1989. Il s'agit d'un rouge de CHATEAU DE LASTOURS. Ces vins, d'un haut niveau qualitatif, issus d'un sol à 80 % calcaireux par terre argileuse en pente en direction de la mer, sont produits et élevés par un centenaire d'aide par le travail. Leur gamme comprend : des rouges profonds, aromatiques, riches et épiés ; des gris légers, bien structurés, aux senteurs de garigue ; des blancs aux arômes floraux et au goût fruité. Pour la petite histoire, le Chateau de LASTOURS s'étend sur plus de 700 hectares de terrain montagneux, formés de profonds canyons et de vignes. Ces terroirs sont utilisés par M. S. B. P. pour leur entraînement 4 x 4 en vue de courses, tel le PARIS-DAKAR. CHATEAU DE LASTOURS. Service lecteur n° 6.



Le Chateau de Lamarque est l'un des plus anciens crus du Haut-Médoc (Château des XV^e et XII^e siècles, vignobles depuis le XV^e siècle). Pierre-Gilles Grouaud-Brunet d'Envy qui préside, aujourd'hui, aux destinées du Chateau de Lamarque, est lui-même issu d'une famille qui marque l'histoire du vignoble bordelais depuis le XVI^e siècle. Le Chateau de Lamarque développe un grand potentiel de garde et une très belle cascade (cabernet-sauvignon 46 %, une finesse et une élégance remarquables (cabernet-sauvignon 24 % et petit-verdot 5 %), une rondeur et un charme distingués (merlot 25 %). La vinification allie les traditions ancestrales aux techniques œnologiques les plus modernes. De nombreuses distinctions (médailles d'or) ont couronné la parfaite expression de ce noble terroir et récemment, Monsieur Robert Parker a pu écrire « One of the best cru bourgeois ». CHATEAU DE LAMARQUE à LAMARQUE 33460 MARGAUX. Tél. : 56.58.90.03 LAUREN PERIER DIFFUSION B.P. 3 - 51150 TOURS-SUR-MARNE. Tél. : 26.58.91.22. CHATEAU DE LAMARQUE. Service lecteur n° 9.



Le Chateau TEYSSIER est une très ancienne propriété viticole de Saint-Émilion. La qualité de son terroir s'exprime pleinement dans ses crus, très harmonieux. Ils allient race, charme et élégance et présentent un beau potentiel au vieillissement. Julien et Martine PALAU associés à Francis NEESER, exploitent ce vignoble et apportent tout leur savoir-faire et leur passion à l'élevage des vins du Chateau TEYSSIER. Pour ces fêtes de fin d'année ils vous proposent de partir à la découverte du prestigieux millésime 1988, et le 1987 « Pré » à déguster particulièrement réussi, grâce à une sélection très sévère lors des assemblages avant la mise en bouteille, qui s'effectue en totalité au château. CHATEAU TEYSSIER. Service lecteur n° 12.



Propriétaire à SAINT MOULIN DE L'ÉRO 1985 le Chateau SEGUR ainsi dans sa composition ESTEPE, lieu-dit d'origine et autres baies d'un grand cru. Les parcelles se trouvant grévées de l'appellation jouissent les plus phédon - moyennent est synonyme de quarts-sauvignons approuvés alors que les légers, dégoûtés et de grande classe et SEGUR DE CAHORS.



CHATEAU LAGA PREMIER CRU

E FÊTES

la plus délicate et la plus excitante qui soit.
nous vous proposons un carnet d'adresses de crus
pour vos diners de Fêtes ou de cadeaux pour les

videment la documentation de chacune des propriétés
upon à Julien Dugard.



Les vignobles de la Borderie gèrent des traditions familiales : Chateau de la Borderie, de Nallhan, et depuis quel-
ferme, Chateau de la Fourrouse,
produisent du monbazillac,
ac, rouge, bergerac rosé, bergerac
et muscadelle. De nombreuses
amours général agricole Paris et
impensé la qualité de leurs pro-
face totale des 3 vignobles est de
us cultures sont traditionnelles,
us sous contrôle de température
la Chateau de la Borderie. Le vieilli-
se dans un chai de 22 fondres en
ment en barriques totalisant
lles. Les sélections de récoltes
d'élaborer avec amour et sous
productions. Le Chateau de la Bor-
du début XVIII^e siècle, se situe à
la charmante ville de Bergerac.
de-Marsan, dans le département
en Périgord, haut lieu de la pré-
gastronomie. Lors de vacances
région, une visite des chais au
drie leur fera plaisir, où vous
et goûter leur différents crus.
VIGNOBLES DE LA BORDERIE.
Service lecteur N° 13.



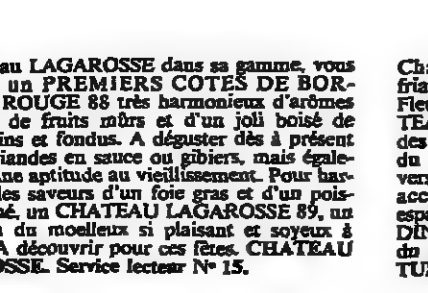
Les Domaines de Bosredon, au cœur du Péri-
gord, perpétuent la tradition d'une grande région
vinoles. Au Chateau Bélingard-Chayne, Sylvie et
Laurent de Bosredon, amoureux de leur terroir et
de leurs produits, exercent sur les 80 hectares du
vignoble une sélection impitoyable qui leur a
permis d'élaborer, entre autres, deux vins super-
bes : un côtes de bergerac rouge et un bergerac
blanc sec qui surprennent tous les dégustateurs
par leur concentration et leur élégance. Elevés en
barriques, ces vins ont déjà été reconnus par les
meilleurs spécialistes comme s'imposant dans le
peloton de tête des vins du Sud-Ouest. A titre
d'hommage à leur grand-mère, décédée l'année
dernière à cent deux ans, Sylvie et Laurent de
Bosredon ont décidé de consacrer ces deux vins à
la marquise Blanche de Bosredon. DOMAINE
DE BOSREDON CHATEAU DE BELIN-
GARD. Service lecteur N° 19.



Le CHATEAU LA MOULINE, propriété fami-
liale depuis cinq générations, est situé entre un
moulin à vent et un moulin à eau, d'où son nom.
Abrité des rigueurs hivernales sur le versant sud
d'une colline moutonneuse, il jouit d'un ensoleil-
lement maximum bénéfique à la qualité du pro-
duit. Les vignes du CHATEAU LA MOULINE,
dont certains pieds ont plus de soixante-dix ans,
sont plantées sur sol à 50% argilo-calcaire et 50%
sablo-graveleux. Son premier vin, issu d'une
sélection rigoureuse, vieillit de dix-huit à vingt-
quatre mois dans des fûts de chêne merrain
pérolé. Ces vins sont, à la fois, charpentés, char-
nus et souples. Le 90, particulièrement prometteur,
laisse espérer un très grand millésime. CHATEAU
LA MOULINE. Service lecteur N° 17.



GUIRAUD, le plus grand renouveau qualitatif
de ces quinze dernières années à BORDEAUX.
1988 un chef-d'œuvre (Michel BÉTANÉ) 1989 un
vin d'anthologie (Xavier PLANTY) 1990 atten-
tion : en vente à partir de MAI 91 en primeurs.
CHATEAU GUIRAUD. Service lecteur N° 18.



Le Chateau LAGAROSSE dans sa gamme, vous
proposé un PREMIERS COTES DE BOR-
DEAUX ROUGE 88 très harmonieux d'arômes
naissances de fruits mûrs et d'un joli boisé de
tannins fins et fondus. A déguster dès à présent
sur des viandes en sauce ou gibiers, mais égale-
ment bonne aptitude au vieillissement. Pour har-
moniser les saveurs d'un foie gras et d'un pois-
son cuit, un CHATEAU LAGAROSSE 89, un
sec qui a du moelleux si plaisant et soyeux à
goûter. A découvrir pour ces fêtes. CHATEAU
LAGAROSSE. Service lecteur N° 15.

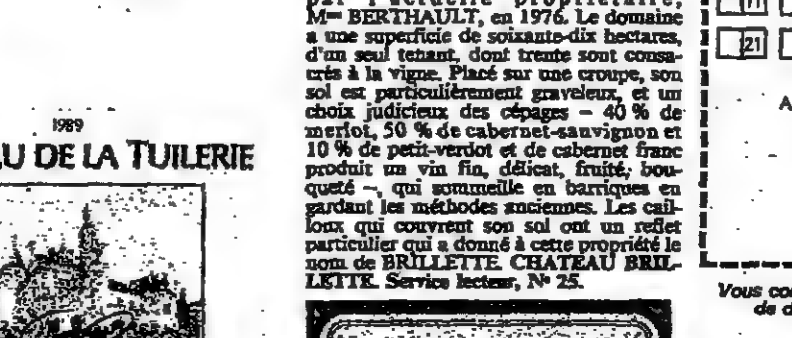
Le Chateau La Nerthe est l'une des plus prestigieuses et historique propriété de
Chateauf-du-Pape. Le domaine, qui dispose d'un vignoble de 64 hectares, est le
berceau des treize cépages de l'appellation. Le terroir, son atout majeur, est constitué de
sols argileux, balayés de gales rudes : il est à l'origine de l'élégance de leurs vins.
Blanc 1989 : la récolte de belle qualité est composée de clairette, roussane, grenache
blanc et bourboulenc. Eclairé, doux, bouquet agréable et fin, senteur de fleurs, ce vin
harmonise puissance et équilibre. Moyenne d'âge idéale : 1 à 7 ans. Rouge 1988 :
Alliant vigueur et finesse, ce cru témoigne d'une remarquable richesse d'arômes et de
souplesse, accents fruités et épiques (coris, mirre et caissis). Moyenne d'âge idéale : 6 à
15 ans. CHATEAU LA NERTHE. Service lecteur N° 22.



Le Chateau TREBUCHET sélectionné parmi les
100 meilleurs BORDEAUX vous propose d'élaborer
sa gamme, à des prix très abordables, au
ROUGE 88 de caractère pouvant se déguster dès
à présent sur une viande rouge, un BLANC 89
sec, rosé et bouqueté, parfait compagnon des
fruits de charcuterie en Rôtis, grillés et sautés.
90 frais en bouche, puissant et léger s'harmonis-
ant à la perfection, à la fois, avec une viande
blanche ou un poisson à votre souhait. Bonne
fête à tous CHATEAU LE TREBUCHET. Ser-
vice lecteur N° 16.



Propriété de 20 hectares créée par M. Raymond
LAFON en 1850, situé au cœur des meilleurs et
plus prestigieux crus de Sauternes. Comme le
vent la tradition, le vignoble du Chateau Ray-
mond-Lafon est vendangé par « trois successifs »
avec quatre à dix passages suivant les années.
Son rendement moyen est inférieur à 9 hectol-
tres à l'hectare (soit un verre de vin par pied de
vigne). Le vin du Chateau Raymond-Lafon est
conservé en barriques de chêne pendant trois
ans. La famille MESLIER reste fidèle à l'idée de
tradition et de qualité et accueille toujours avec
le plus vif plaisir les amateurs du monde entier.
Visite sur rendez-vous. Tél. : 56-63-21-01.
FAX : 56-63-19-58. CHATEAU RAYMOND-
LAFON. Service lecteur N° 20.



Chantal COMTE produit des vins élégants,
fruits et aromatiques en blanc, rosé et rouge.
Fleurs de leur appellation, les vins du CHA-
TEAU DE LA TUILERIE sont issus du terroir
des COSTIERES DE NÎMES, AOC de la vallée
du Rhône. Présents dans vingt-deux pays à tra-
vers le monde, le CHATEAU DE LA TUILERIE
accueille sa clientèle de particuliers dans un
espace magique qui mérite le détour : LE JAR-
DIN DES VINS, aménagé dans l'ancienne bergerie
du château. COUREZ-Y ! CHATEAU DE LA
TUILERIE. Service lecteur N° 21.



Le Chateau BRILLETTE, cru bourgeois
supérieur, est un des plus réputés de la
commune de MOULIS, et a été repris
par l'actuelle propriétaire,
M^{me} BERTHAUD, en 1976. Le domaine
a une superficie de soixante-dix hectares,
d'un seul tenant, dont trente sont consa-
crés à la vigne. Placé sur une croupe, son
sol est particulièrement graveleux, et un
choix judicieux des cépages - 40% de
merlot, 50% de cabernet-sauvignon et
10% de petit-verdot et de cabernet franc
produit un vin fin, délicat, fruité, bou-
queté - qui s'harmonise en barriques en
gardant les méthodes ancestrales. Les caï-
loux qui couvrent son sol ont un reflet
particulier qui a donné à cette propriété le
nom de BRILLETTE CHATEAU BRIL-
LETTE. Service lecteur N° 23.



Le domaine de Mazeris-Bellevue a été créé en
1848 réunissant diverses parties du vieux ter-
rain de Mazeris, réputé de tous temps par la
production de vins délicats. Il est devenu une
propriété modèle où sont mis à profit tous les
progrès viticoles et vinicoles. M. Jacques BUS-
SIER continue la tradition familiale, si bien que
les vins de ce cru sont excellents et très recher-
chés. Vignoble de onze hectares, situé dans la
commune de Saint-Michel-de-Fronsac. Terrain
très accidenté, sur fond pierreux. Propriété tout
en coteaux, très difficile de travailler. Cépage :
45% de merlot rouge, 5% de malbec, 35% de
cabernet-sauvignon, 15% cabernet franc. CHA-
TEAU MAZERIS-BELLEVUE. Service lecteur,
N° 27.



A Saint-Georges-Saint-Emilion, au cœur même
des plus belles régions viticoles du Bordelais,
dominant la campagne environnante, le vignoble
du Chateau Saint-Georges s'étage sur de douces
collines merveilleusement exposées au midi. La
vigne y trouve, dans un sous-sol argilo-calcaire à
sclérite, un terrain de prédilection. L'écage-
ment à dominante merlot compte aussi des
cépages cabernet et malbec dans l'exacte propo-
tion qui confère aux vins du Chateau Saint-
Georges cette remarquable justesse d'équilibre
entre le corps et le bouquet, entre la délicatesse
des arômes et la plénitude du goût.
Elevés par PÉTRUS DESBOIS propriétaire, dans le
respect de chaque millésime et selon des
méthodes ancestrales, les vins du Chateau Saint-
Georges accomplissent leur premier vieillisse-
ment en fûts de chêne blond jusqu'à l'écage-
ment de la mise en bouteille. Le Chateau Saint-
Georges et le Chateau Poy-Saint-Georges sont
des vins « hors commerce » réservés à une clien-
tèle privée d'amateurs fidèles, tant en France
qu'à l'étranger, et au nombre desquels on espère
prochainement vous compter. CHATEAU
SAINT-GEORGES. Service lecteur, N° 24.

Le Monde

Je désire recevoir les brochures suivantes :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27			

A retourner à : **LE MONDE PUBLICITÉ**, 6, rue Montpensier, 75007 Paris

NOM : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____

Vous connaissez une personne susceptible d'être intéressée par l'envoi de documents, remplissez pour elle le coupon ci-dessous.

Merci d'envoyer séparément.

Offre valable jusqu'au 31 janvier 1991

Le Monde

Je désire recevoir les brochures suivantes :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27			

A retourner à : **LE MONDE PUBLICITÉ**, 6, rue Montpensier, 75007 Paris

NOM : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____

Bridge

n° 1411

LE DÉVELOPPEMENT
DES MIXTES

A Genève, les gagnants du championnat par paires mixtes ont été les Américains Juanita Chambers et Peter Weichsel devant... 572 paires. L'excellente technique de Weichsel a été un facteur décisif, comme dans cette partie d'un match de sélection en Amérique :

♠ V4	♠ 86
♥ V4342	♥ AD10973
♦ D876	♦ 33
♣ 82	♣ D109
♠ 97	♠ AD10533
♥ 8	♥ 84
♦ AV1095	♦ RV43
♣ A765	

Ann. : O. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
Swanson Sonlag Solway Weichsel
1 : passe 1 : 4 ♣

Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, comment Weichsel, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

RÉPONSE

Il y a un Carreau à perdre et il est indispensable de ne concéder que deux Trèfles. Il faudra donc espérer : 1^{er} que Ouest (qui a ouvert) n'ait que l'As de Trèfle ; 2^{er} que l'on puisse faire une coupe à Trèfle. Or comment monter au mort pour faire l'impatte à la Dame de Trèfle et couper un Trèfle sans que la défense ait eu le temps d'enlever les deux atouts du mort ?

Heureusement, il y a quand même une solution : la manœuvre de Work, dont l'effet est ici de créer automatiquement une rentrée immédiate au mort pour faire l'impatte à Trèfle.

Ainsi, après la coupe du Roi de Cœur, Weichsel a joué le 4 de Carreau que Ouest a laissé passer. En effet, si Ouest prend de l'As et contre-attaque atout, le déclarant n'a plus besoin de faire de coupe à Trèfle puisqu'il prendra la main avec le 10 de Pique, tirera le Roi de Carreau, montera au mort par le Valet de Pique et réalisera la Dame de Carreau sur laquelle il défassera un Trèfle. Enfin, il jouera le 8 de Trèfle et fournira le Valet pour ne concéder au total que l'As de Carreau et deux Trèfles.

Quest (Swanson) a donc fourni le 9 de Carreau pris par la Dame qui a permis d'être en Nord pour faire l'impatte à la Dame de Trèfle. Ouest a fait l'As de Trèfle et a joué atout pris par Weichsel, qui a joué le Roi de Trèfle et a coupé un Trèfle avec le dernier atout du mort...

UNE TECHNIQUE MÉCONNUE

Cette partie, jouée au championnat d'Europe de Turquie, est le genre d'exercice que l'on peut donner dans un cours de technique.

La manche à Sans Atout a été bien jouée dans le match Finlande-Portugal, mais pas dans les autres manches.

♠ D2	♠ 9873
♥ AD743	♥ R9632
♦ R4	♦ D3
♣ R1096	♣ 42
♠ A64	♠ RV105
♥ 10	♥ V8
♦ A98752	♦ V106
♣ V73	♣ AD85

Ann. : S. don. E-O vuln.
Sud Ouest Nord Est
Metello X... Cordero Y...
1 SA : 12-14 : 2 O : Texas.)

Ouest ayant entamé le 7 de Carreau, comment Jorge Metello en Sud a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

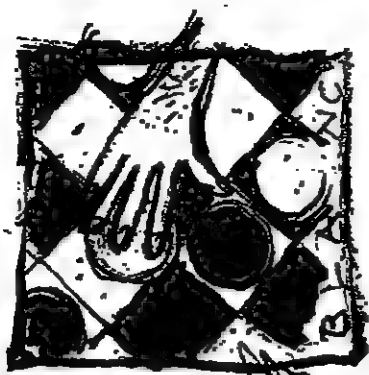
A l'autre table, on aboutit au même contrat après les enchères suivantes :

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	passe	1 ♠	passe
2 SA	passe	2 ♠	passe
3 SA	passe	3 SA	passe

Sud a ouvert de « 1 Carreau » (fourre-tout) parce qu'il jouait sans doute le Trèfle de précision ou l'ouverture artificielle de « 1 Trèfle » promet au moins 16 points et où l'ouverture de 1 dans une majeure garantit au moins cinq cartes. Sud ne pouvant ouvrir de 1 Trèfle, ou de 1 Pique ou de 1 SA, a donc ouvert de 1 Carreau...

« La Lettre du bridge »
La Lettre du bridge, le magazine bimensuel de Lebel et Dupont, en est à sa deuxième année de publication. Rappelons le prix de l'abonnement : 310 F. (33, avenue de Ségur, 75007 Paris; tél. : 42-73-01-70.)

Philippe Brugnol



Anacroisés (R)

n° 642

12	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41
12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34
5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67
8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10	9-10
11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13
14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15	14-15
16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16
17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18
19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21	20-21
22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22

HORIZONTALEMENT

1. EFLPRSUU. - 2. DEEOPST (+1). - 3. AENPRUU. - 4. EMORSU (+4). - 5. ABFINOU. - 6. ACEGINNT. - 7. AEOSSSS. - 8. AELMST (+1). - 9. ADEHISV. - 10. ACMRSU. - 11. ACEEILT. - 12. AEEGLNR (+6). - 13. ANNST (+2). - 14. ACDEINT (+4). - 15. AACORT. - 16. EEILRSU (+2). - 17. AAHINR. - 18. AABCOST (+1). - 19. EEIHOST. - 20. AELMNY. - 21. EELINT. - 22. ACEEINS.

VERTICALEMENT

23. ACEEILPS (+1). - 24. AAMRSU (+1). - 25. DEOORTU. - 26. EHITT. - 27. EEGINMS (+1). - 28. AAEELT. - 29. ABCNO (+1). - 30. AAGINTV. - 31. AAEGLTT. - 32. ABIOSS (+1). - 33. AAEERS (+1). - 34. ACCEENST. - 35. ACCEELN. - 36. EOPRST (+2). - 37. AINORRU. - 38. AEIIRT. - 39. EENST. - 40. AEEINOS. - 41. EENSTTU.

SOLUTION DU N° 641

1. NOTARIAT. - 2. AULOFE, mouvement d'un bateau. - 3. QUIN-TIDI. - 4. CORNAQUE. - 5. CIMENTA (ECHEMANT EMINENT). - 6. COLOSSAL. - 7. UREMQUE. - 8. CISELURE (CULIÈRES...). - 9. ENTREPREZ (RENTREZ ENTER-REZ). - 10. SIXAIN. - 11. ORANGE. - 12. LUTECIEN. - 13. EDI-TANT (TENDANT). - 14. NEMERTE. - 15. AGAPETES, compagne d'un apôtre (PAGATES). - 16. YEME-NITE. - 17. NETSUKU. - 18. STER-RE (RESTER TERRES TERSE). - 19. ECRANT (CARIENT...). - 20. NOCTULE (CLOUENT COULENT). - 21. COENZYME. - 22. RINGARDE (DEGARNIR). - 23. TERZETTO. - 24. AIMAMES. - 25. ENTERENT. - 26. REANIME (ANEMIER...). - 27. GARANTE (ARGENT...). - 28. ROBERT. - 29. (STRONS). - 30. PATENTE. - 31. ANCOLIES (ECALIONS ONCIALES). - 32. URGENCE. - 33. UTILISAL. - 34. LIMONEUX. - 35. EMPATER (EMPETRA ETAMPER TEMPERA). - 36. ANCIENS (CANINES). - 37. TAURIN (RUINAT URINAT). - 38. EXALTE. - 39. UNISSENT (SUNNITES).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1413

Championnat de Suède, 1990.
Blancs : M. Wiedenkeller.
Noirs : T. Engqvist.
Gambit-D. Défense slave.
Contre-gambit Winawer.

1. d4	21. Rd1	Fxg3
2. c4	22. bxc3	h3 (m)
3. Cc3 (n)	23. Th1 (n)	hxc4
4. g4 (n)	24. Th7+	Rd6
5. Cb3 (n)	25. Fh4 (n)	Tb4
6. Cc5	26. Rd3 (n)	Td7
7. Da4	27. Txd7	Rcd7
8. Cxd5 (n)	28. Ta1	Td7
9. Cb3 (n)	29. Txd4	Td7
10. Dd3	30. Fd1	h5
11. e4 (n)	31. F3	h5
12. g3	32. Rd3	Rd6
13. Rd4	33. Rd3	Td7
14. Cc2	34. Txd4 (+)	h5
15. Fd3 (n)	35. Rd4	Td7
16. Td1	36. Rd4	Td7
17. Th1	37. Fd3	Td7
18. Dxd2	38. Fd3	h5
19. Dd3	39. Abxd4	h5
20. Dxd4	40. Cxd4	h5

NOTES

a) 3. Cf3 évite la surprise qui suit.
b) Ce contre-gambit qui vit le jour dans la partie Marshall-Marco du tournoi de Monte-Carlo en 1901, n'a jamais été populaire, les théoriciens considérant unanimement qu'il s'agissait d'une initiative prématurée laissant aux Blancs un net avantage.

c) Ou aussi 4. dxc5, d4 ; 5. Cc4, Da3+ ; 6. Cd2, Cb6 (si 6... Dxc5 ; 7. Cg3 et si 6... Cd7 ; 7. e4, Dd6 ; 8. g3, e5 ; 9. Fg2, Cg6 ; 10. Cf3, Fd7 ; 11. 0-0 ; 7. Cf3, Cf5 ; 8. g3, Cd7 (8... Cc3 ne donne rien à cause de 9. bxc3, dxc3 ; 10. Fg2, Fc3 ; 11. a3, dxc2 ; 12. Fxd2, Dd6 ; 13. b4 ; 9. e6, Dxc6 ; 10. Fg2, e5 ; 10. 0-0, Cb6 ; 12. Cg3 et les Blancs sont bien.)

d) Certains préfèrent la suite 5. e4, dxc4 ; 6. Fb5+, Fd7 ; 7. dxc5, Cg6 ; 8. Dd5, Fb4 ; 9. Cg6, ici la prise 5. dxc5 est faible : 5... d4 ; 6. Cc4, Da3+ ; 7. Cd2, Cg6 ; 8. Cf3, Fg4 avec un jeu agréable pour les Blancs.

e) Et voici un vieux coup, pourtant jugé « faible » selon tous les experts. D'autres conceptions comme 6... Fd7 ; 7. Da4, l.Rf8 ; 8. h3 ou 6... Cg6 ; 7. Da4, Fd7 ; 8. Cxd7, Dxd7 ; 9. Ff4 ou 6... Da5 ; 7. Fd3, Fb4 ; 8. Fd2 sont favorables aux Blancs.

f) Si 7... Rf7 ; 8. Dd3, Rf6 (et non 8... Rf5 ; 9. Fg3+, Cb6 ; 10. dxc5 ; 9. g3).

g) Et maintenant le pion d5 est perdu.

h) Une idée fantastique trouvée par Engqvist contre Carlsoun.

en 1988, qui remet en cause toutes les idées reçues. A noter la menace de gagner une pièce par 9... Cb6.

i) Après 9. Cxd5, Cb6 ! ; 10. Cxb6, Dxb6 ; 11. Cc3, Fb4+ ; 12. Fd2, Fxh2+ ; 13. Rxd2, Dxb2+ ; 14. Cc2, Fd6 ; 15. Dxb4 ; 16. Cxb4, Cc7 les Blancs n'ont aucun problème en fin de partie selon Engqvist.

j) Ou 11. f3, f5 ; 12. fxc4, bxc4 ; 13. g3, Cf6.

k) Douteux, mais les Blancs sont déjà mieux.

l) Menace 17... Dxd3 tout en forçant la formation d'un pion arriéré en c5.

m) Un net avantage en finale aux Blancs, qui prennent le chemin le plus rapide pour créer un pion passé.

n) Si 23. axb5, Tb-b8 ; 24. Tb1, a4 ; 25. Ff4, Tb7.

o) Et non 25. Txd7, a3.

p) Si 26. Txd7, Ta-b8 ! ; 27. Fxb8, Txb8 et le pion a4 ne peut être arrêté.

q) Désespoir. Cependant, 34. Fd2, Rb5 ; 35. Ta1, a4 ne sauvent pas les Blancs.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1412

M. LIBURKINE (1938)
(Blancs : Rg2, Ta1, Cb3. Noirs : Rg2, Fd1, Cb2, Fg4.)

1. Cb4+, Rg3 ; 2. Cb5+, Rg4 ! (si 2... Rb4 ? ; 3. Tb1+, et 4. Rxd1) ; 3. Cc6+, Rg5 ! ; 4. Cb7+, Rg6 ; 5. Cc8+, Rg7 ; 6. Cc6+, Rg7 ; 7. Cb8+, Rg7 ; 8. Cc6+, Rg7 ; 9. Cb8+, Rg7 ; 10. Txd1, Rxd8 ; 11. Tb1, g3 ; 12. Rg3, Rg7 ; 13. Rf4, g2 ; 14. Tg4, Cf1 ; 15. Txd2+, Rjone ; 16. Tg2 avec gain de C.

Claude Lemoine

ÉTUDE N° 1413

V. ANUFRIEV
et B. GUSEV (1986)

8	8	8	8	8	8	8	8
7	7	7	7	7	7	7	7
6	6	6	6	6	6	6	6
5	5	5	5	5	5	5	5
4	4	4	4	4	4	4	4
3	3	3	3	3	3	3	3
2	2	2	2	2	2	2	2
1	1	1	1	1	1	1	1

Blancs (4) : Rg7, Fh2, Pg6 et h7.
Noirs (3) : Rd4, Fa1, Fa2.
Les Blancs jouent et font mille.

Mots croisés

n° 640

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

1. On vient d'en contester plus d'un. - II. Levé. Remet en pièces. - III. Uses. Assure. Course. - IV. Bruyante approbation. Donner de précieux pouvoirs. - V. Donne de précieuses règles. - VI. Se dit. C'est fait sans douceur. - VII. En mémoire. Suivent leur pente. Pronom. - VIII. Lettre grecque. Variantes. En plus. - IX. Des huiles. Permettent de négliger l'apprentissage. - X. Ils sont bien peu à défendre cette dualité.

VERTICALEMENT

1. Sous réserve de ferme propos. - 2. Il y en a toujours ici ou là. Dans l'arène. - 3. Médecins de nos plus chères compagnies. - 4. Fixait le cadre. - 5. Note inversée. Savait tout sur le droit en son temps. Pièces. - 6. Après l'avance. Sur la terre, et bien là. - 7. En recueil. Un peu coloré. - 8. C'est dans le sang. Va sur la barque. - 9. Pronom. Plan. - 10. Nécessaires pour tout

fixer. Syndicat. - II. Après viennent les fruits. Symbole d'un affrontement. - 12. Après un dernier coup. Pousse en ce sens mais s'écrit dans l'autre. - 13. Cette ligne est bien placée de ce côté.

SOLUTION DU N° 639

Horizontalement
I. Archiduchesse. - II. Salades. Etain. - III. Trilogies. Grec. - IV. Révérent. Raul. - V. Ota. Aléatoire. - VI. Légal. Éloge. - VII. Eernsra. AL. - VIII. Gosier. Serrons. IX. Un. Demi. Rodés. - X. Étréillonnée.

Verticalement
1. Astrologue. - 2. Rarité. Ont. - 3. Clivages. - 4. Hâte. Acide. - 5. Idolâtres. - 6. Dégel. Armé. - 7. Usinés. IL. - 8. Étals. - 9. Hes. Torero. - 10. Et. Rogation. - 11. Sagaie. Odn. - 12. Sieur. Anse. - 13. Enchérisse.

Françoise Dorlé

Dames

n° 394

DEGRÉ « NEUF »
PAR DOCTEUR GOUDT
Championnat
des Pays-Bas, 1989.
Blancs : docteur Goudt.
Noirs : Steneker.
Ouverture : Raphaël.

1. 32-28	19-23	25. 39-28 (k)	
2. 28x19	(4x23)	26. 31-27	
3. 37-32(n)	10-14	27. 44-39(n)	
4. 41-37(n)	14-19(n)	28. 27-32(n)	(m)
5. 35-30(n)	6-11(n)	29. 32-21	
6. 40-35	21-26	30. 28-23	
7. 44-40	11-17	31. 30x19	13x
8. 50-44	11-17	32. 34-30(n)	25
9. 47-41	5-10	33. 39x19	
10. 37-28	26-37	34. 37-31	26
11. 37-28	26-37	35. 40-34	
12. 41x37(n)	10-14	36. 35x	(p)
13. 36-31	6-11	37. 4-31	
14. 32-27(n)	1-6	38. 31-28	
15. 43-37	20-25(n)	39. 38x27	
16. 42-37	14-23	40. 49-43	
17. 31-36	22-31	41. 43-39	
18. 36-31(n)	17-22	42. 48-43	
19. 28x17	11x22	43. 48-37(n)	
20. 46-41	7-11	44. 40-35	
21. 37-31	20-28(n)	45. 37-26	16-
22. 48-42	15-29	46. 27x16	Alb
23. 41-37	4-10		
24. 33-28	22-33		

TABLE

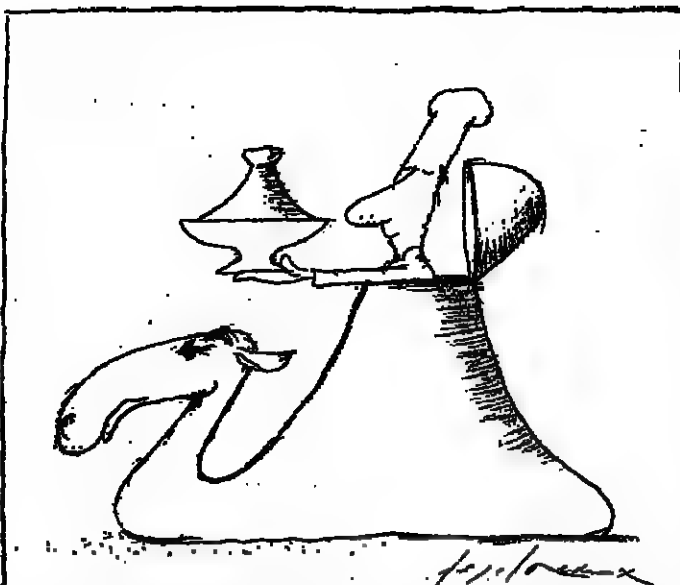
Cuisine

Raymond Oliver me disait un jour : « La cuisine marocaine est la plus riche en variété et la plus recherchée en qualité de toutes les cuisines traditionnelles d'Afrique du Nord ! »

L'EXCELLENT Raymond avait raison : depuis l'harira, soupe aux multiples accords avec abats de volaille ou viande de mouton, riz ou pois chiches - qui peuvent être remplacés par des fèves fraîches, voire des lentilles, de même que le gros bouquet de coriandre qui l'aromatise peut

être remplacé par du carvi ou de la menthe poivrée - jusqu'à la pastilla sucrée du dessert, quelle richesse !

Mais ici le doute me prend : faut-il dire pastilla, bstella, bastella ou bstilla, comme je trouve écrit ailleurs ? Il s'agit d'une pâte « étirée » du bout des doigts (comme celle du pastis gascon, qui, de reste, nous vient peut-être des Maures d'Espagne), dont on fait des crêpes garnies diversement (poulet ou abats de poulet souvent). De même, les briwattes (que je trouve aussi écrits briouats), comparables au baklava, dessert connu des restaurants orientaux, semblent être multiples, de recette comme d'orthographe. Ajoutez-y les tounjens (tagine au singulier), sortes de ragoûts qui peuvent être au pois-



son, au poulet, au mouton, aux différents légumes et même, sucrés, aux fruits pour le dessert. Sans compter, bien entendu, les couscous que, sur la carte du Mansouria, je trouve orthographiés kascou ! Vous avouerez

que, pour le Parisien, tout cela complique un peu les cartes des restaurants. Mais, justement, l'aimable et jolie patronne-cuisinière (membre de l'ARC) du Mansouria, sociologue de son premier métier et fan tout à la fois de cul-

marocaine

sine et de culture marocaines, vous édifiera peut-être et réparera les erreurs de ce « papier ». Pour moi, j'hésiterai, en entrée, entre le zaalouk et le rgaif, ignorant tout de l'un et de l'autre, et, délaissant le bel assortiment des tounjens (que, plus haut, j'écrivais tounjen), je méditerai devant le couscous (pardon, le kascou !) : bidaoui (casablancais), fassi (de Fez, aux oignons, raisins secs et pois chiches accompagnant l'agneau rituel), celui d'Oujda, celui aux quatre viandes, celui au poulet, celui aux brochettes... Ouf !

Considérant, avec Brillat-Savarin, qu'un repas sans fromage... etc., je terminerai par les briwattes au fromage, le tout arrosé de thé à la menthe, non sucré bien sûr. Et ce, malgré les cinq vins marocains figurant à la carte du Mansouria (11, rue Faidherbe,

75011 Paris ; tél. : 43-71-00-16. Fermé mardi et mercredi midi. Menus aux déjeuners à 97 F et à 142 F : à la carte, compter 250-350 F).

Puisque je parle couscous, j'aime à vous signaler aussi le restaurant Ourassi (6, rue Corvetto, 75008 Paris ; tél. : 45-22-12-59. Fermé samedi et dimanche). Ourassi, c'est l'autre nom du massif montagneux de l'Algérie berbère. Mais le chef (ancien du Tingou) est marocain, et la carte reflète cette cuisine : pastilla, tagines (au pluriel français) et couscous (roulé main, évidemment !). Le cadre est agréable, l'accueil de Nassera charmant et, outre la grande variété de bricks et la pastilla (décidément, je préfère bstella !), la carte propose sept variantes de couscous, cinq de tagines. Compter 250-350 F.

La Reynière

Semaine gourmande

Le Coq Hardy à Bougival

Contrairement à Paris, la banlieue ne change guère sur le plan de la restauration. Du nouveau ? Au début de l'année il y a eu, à Asnières, Le Van Gogh, dont le succès s'affirme de jour en jour. Il y aura, l'an prochain, du neuf à Versailles, si mon petit doigt ne m'a pas trompé. Et voici enfin, pour la rentrée, la résurrection du Coq Hardy de Bougival.

Vieille maison de charme et d'appétit tombée, depuis quelques années, dans une banalité qui devait mal finir. Un nouveau propriétaire y a investi beaucoup d'argent et plus encore peut-être de désir de renouer avec la tradition. J'ai retrouvé là, directeur, M. Dumont, homme de métier s'il en fut, Gilles Letessier, excellent sommelier, et, jeune encore mais chevronné, le chef Michel Tirel (au nom prometteur, Tirel n'étant-il pas le patronyme de Taillevent ?). Et aussi, à la réception, le charme de la brune Gloria qui, comme au temps heureux du Coq Hardy de Francis Bonnerue, défile la belle salle un peu assombrie l'hiver mais donnant toujours sur l'escalade des jardins et des hortensias bleus entourant les tables de l'été.

A la carte, on se régalerait du foie gras (simplement à la gelée) de canard, d'une salade de bœuf (crêtes, rognons, gésiers et sot-l'y-laisse), de la salade de homard, d'une cassole de saint-jacques, huîtres et langoustines à la sauce d'une finesse exquise, du ris de veau braisé aux câpres, d'agneau aux olives, etc., avant les desserts résumés par le « grand dessert » du Coq Hardy. Bonne cave (j'ai accompagné l'agneau et les fromages d'un cornas vivarois allégre). A la carte, compter 400-500 F ; deux menus à 200 F et 260 F.

► Le Coq Hardy, 16, quai Rennequin-Sualem, 78380 Bougival. Tél. : 39-69-01-43. Fermé dimanche soir et lundi. Salons 10 à 70 couverts. Parking. CB-AE-DC.

Le Ballon des Termes

Cette vieille brasserie vient d'être reprise par MM. Menut (de La Grande Cascade). Dans un

décor élégant, vous vous régalez de classiques du genre : outre les fruits de mer d'arrivage journalier en direct, de bonnes entrées (du foie gras à la terrine de queue de bœuf), du plat du jour de l'ardoise, des grillades (avec aussi l'andouillette AAAAA de Duval et le steak tartare), d'un merlan frit en colère ou de sardines de Royan grillées. Bons desserts. Des vins à prix honnêtes (le gamay de Marionnet est à 80 F, le muscadet de Métaireau à 98 F) conduisent à des additions d'environ 200-250 F.

► Le Ballon des Termes, 103, avenue des Termes, 75017 Paris. Tél. : 45-74-17-98. T.J.J.

L'Armoise

J'ai déjà signalé l'intelligente formule de cette bonne petite maison de quartier, la cuisine de Georges Outhier, l'accueil de son épouse. En fait, on y peut déjeuner rapidement d'un plat unique (68 F), d'une entrée et un plat (86 F), d'une entrée, un plat, un dessert, une demi-bouteille de vin et un café (158 F).

Et de bons plats du jour comme le mille-feuille de crabe beurre blanc, le tartare de thon, l'escalope de veau fondue de comté, le filet mignon de porc aux pêches, la tarte aux noix et miel, une mousseline de fromage blanc et sa salade de fruits exotiques.

► L'Armoise, 67, rue des Entrepreneurs, 75015 Paris. Tél. : 45-79-03-31. Fermé samedi midi et dimanche soir. CB. Chiens acceptés.

Miettes

Le cardon. - J'avais écrit que c'était un légume de plus en plus rare. Mais la production locale ne veut pas se faire oublier et les producteurs de Vaulx-en-Velin organisent, le 8 décembre, la Fête du cardon.

Richesses (gourmandes) du Bourdonnais. - Le conseil général de l'Allier organisera le 19 décembre, avec le concours de Simone Lemaire (de l'ARC, mais aussi présidente des Mères bourdonnaises), un déjeuner de folklore gourmand : lièvre à la Duchambais, oignons et gargouillau (gâteaux aux poires), etc., le tout arrosé de saint-pourçain, bien sûr !

A table, à table ! - C'est le titre d'une exposition gastronomique (livres et documents sur les arts de la table du Moyen Âge à nos jours) à la Bibliothèque municipale de Rouen, jusqu'au 29 décembre.

Rectification. - Reproches (justifiés) de plusieurs lecteurs pour avoir parlé de Jean-Pierre Vaillard au lieu de Pierre-Jean Vaillard (erreur de transmission) à propos de la mort de Raymond Oliver. Que Bernard Lavalette (entre autres) me pardonne, lui qui fut notre ami commun.

Degrés en trop

De plus en plus, me semble-t-il, les amateurs de bonne chère s'intéressent au vin - ou, mieux disant, aux vins d'accompagnement.

Pour les initiés, ce ne sont point les bouquins qui manquent ! C'est comme les livres de cuisine : il y en a trop, mêlant souvent le futile à l'agréable.

Il a été parlé ici d'un célèbre connaisseur étranger : Hugh Johnson dont le mini-guide de poche du vin vient de paraître (nouvelle édition) chez Robert Laffont. Les amateurs de beaux (et bons) livres pourront noter les Vins de rêve, de Nicolas de Rabaudy (chez Solar), et une Encyclopédie des vins de Corse (aux Editions de Fallois).

Je ne connais pas M. Jean-Marc Quarin qui publie Bordeaux quintessence (revue trimestrielle, 17, rue Joseph-Delord, 33400 Talence ; tél. : 56-37-04-11), mais son numéro sur les millésimes 1989 est bien intéressant. Jean-Claude Vinatier, l'excellent sommelier du Vivarois parle d'avis judicieux. On peut en conclure que l'année 1989 n'est peut-être pas le millésime annoncé et que les vins, à Bordeaux comme ailleurs, ont été quelquefois déséquilibrés par la chaleur.

C'est ce qui pourrait bien arriver au millésime 1990. « Année compromise », n'hésitez pas à écrire un autre catalogue de qualité. M. Robert Goffard, Mais les Beaujolais a été gâté, l'Alsace aussi - notamment le Bas-Rhin, - tandis que dans les Côtes-du-Rhône et le Midi tout va bien. En langage professionnel, on dit d'une année comme celle-là qu'elle est « année

jalouse » mais, conclut Goffard, c'est une jalouse de grand seigneur qui voit côte à côte le non-vin et le sublime. On appréciera cela plus tard ! Notons toutefois que l'année a vraiment été exceptionnelle pour le muscadet : vin bien équilibré, fruit persistant en bouche, m'a-t-on soufflé au Château Carré, à Saint-Flac-sur-Maine (Loire-Atlantique).

A propos de la chapitalisation, j'ai parlé de la chimie venant à la rescousse des profanes du vin. Un fidèle lecteur, professeur de chimie, proteste : « Si le vin chapitalisé est détestable, ce n'est pas à cause de la chimie, me dit-il, mais en raison d'un déséquilibre profond provenant d'une mauvaise pratique des proportions entre les centaines de produits chimiques qui le constituent ! »

L. R.

► P.S. A propos des crus 1989, Hugh Johnson note également que les superlatifs concernant le bourgogne seront peut-être et contraires. Il note que l'Italie n'a pas eu, pour les rouges, de bonnes conditions climatiques, que l'Alsace aura là un très grand millésime, alors qu'en Australie ce sera l'inverse. A noter que les Français connaissent peu les vins étrangers (à l'exception des vins italiens, bien sûr !). Belle occasion de redonner ici l'adresse du Vagabond de la Madeleine, 4, boulevard Malesherbes, 75008 Paris (tél. : 42-65-51-89), où vous pouvez trouver des vins australiens, américains, néo-zélandais, chiliens, cypristes, allemands, avec aussi le rare (en France) valdunen-bell de la principauté du Liechtenstein. Millésimé 1988, celui-là !

RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

PARC REGIONAL DU QUEYRAS (Hautes-Alpes)

Location dans chalet rustique appartements... J. GARCIN, 05390 MOLINES. Tél. : (16) 92-45-83-65.

ALSACE - GUEBWILLER

Part. loue octobre à juin maison individuelle 70 m² habitables sur 50 ares. Tout confort, équipé pour 5 personnes, 1 200 F la semaine + charges. Tél. : 89-76-91-89 de 19 h à 21 h.

GASTRONOMIE

Retrouvez le goût de son bouquet.

Tous les jours de 11h à 14h MATIN RESTAURANT SEBILLON 20 Av. Charles de Gaulle Neuilly. Tél. : 46 24 71 31 LES GRANDS CRUS SONT CHEZ SEBILLON

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES HOTEL LIGURE *** 5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275 FAX 93-39-19-48 A 2 pas du Palais des Congrès. Climatisé, luminosité, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON Best Western *** Hôte de charme près mer, calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITE Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor, 06000 NICE Tél. : 93-67-62-58 - Tél. 478410. Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA *** 33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60. Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble. Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS HTES-ALPES - STATION VILLAGE

HOTEL LE CHAMOIS *** LOGES DE FRANCE Cuisine soignée - Soleil calme Toutes possibilités de ski Pension et demi-pension Tél. : 92-45-83-71.

05350 SAINT-VÉRAN (Haute-Alpes, parc rég. du Queyras) 2 040 m, site classé du XVIII^e siècle Été-Hiver, plus haute comm. d'Europe 2 hôtels 2 étoiles Logis de France Ski de fond, piste, promenade Meublées, chambres doubles, chambres, 1/2 pens. pens. complète, séj. libres LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08 LE BRAUREGARD, tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

Paris

PORTE DES LILAS HOTEL LILAS GAMBETTA ** 223, avenue Gambetta Tél. : 43-62-85-60 Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27 Chambres insonorisées (290 à 340 F) TV couleur. Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HOTEL DIANA ** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bains, w.c. TV couleur. Tél. direct. De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Provence

DROME PROVENCALE PRIX D'HIVER Paris/4 h par TGV (Montélimar) AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES Grd conf. - calme - soleil S. à m. non fum. - cuis. sans prétention, mais bonne, à tendance diététique salle de musc. - sauna - UVA Mirville Colombe 26110 Nyons - Tél. : 75-26-12-89.

Angleterre

LONDON LODGE HOTEL, 134 Lexham Gardens, Londres W8 6LE. Hôtel luxueux à Kensington dans le centre de Londres. « Breaks » à 450 F par nuit et par personne dans chambres 2 pers., avec 2 lits. Gratuit pour les enfants (ch. partagée avec les parents). Offre valable pour toute réservation réglée avant 31/12/90. Indiquer réf. LM450. Pour détails et brochure, écr. ou tél. : 19-44-71-24-8444. Fax : 19-44-71-373-6661. Tél. : 51922921.

Suisse

LEYSIN 1 300-2 200 m à 4 h 30 de Paris par TGV. Station réputée pour son ensoleillement et son climat vivant. Sports, loisirs, détente. Ski 7 jours en 1/2 pension à partir de 573 FS (env. 2 292 FF). OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN. Tél. : 19/41/25-34-22-44. Fax : 19/41/25-34-16-16. Hôtel PAIX, Tél. : 19-41/25-34-13-75. Accès train idéal. Tranquille. Gourmand. 7 j. pens. compl. dès 1 990 FF tt compris.

LEYSIN

Hôtel SYLVANA *** (40 lits) Six sur pieds devant la porte - Situation panoramique - Demi-pension à partir de 65 FS (env. 275 FF) selon période. L. Bonelli, chef de cuisine-propiétaire. Tél. : 19/41/25/34-11-36. Fax : 19/41/25/34-16-14 CH-1854 Leysin.

Hôtel MONT-RIANT CH-1854 Leysin Tél. : 19/41/25/34-27-01 Fax : 19/41/25/34-27-04. Confort. Accueil jeune et chaleureux. Cuisine faite par les patrons. A l'été des pistes de ski 65 FS (env. 275 FF) demi-pens. par pers.

St-MORITZ (Engadine)

Kulm Hôtel L'hôtel 5 étoiles dans la grande tradition. Centre mondain et sportif. CH 7000 St-MORITZ - Tél. : 1941 612111 FAX 3 27 38

TOURISME

CHAMPEX LAC VALAIS SUISSE Un espace encore naturel. Ski alpin et fond - piscine sur lac Ecole de ski - jardin des neiges. Forfaits 7 jours 1/2 pension 1 600 à 2 400 FF. - Hôtels - Hôtel club appartements - chalets - dortoirs. Prospects Office du Tourisme. Tél. : 1941-26-83-12-27.

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVII^e, confortable, rénovée, chères 2 personnes avec s. de bain, w.c. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. maxi. tables d'hôtes. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Poss. rand. pédestre, patin à glace, tennis, VTT. Pension complète + vin + matériel de ski + accompagnement 2 300 F à 2 750 F pers/semaine. Renseignements et réservations (16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

3615 E2 E4
JOUEZ AUX ECHECS
24 H/24

Une Cigale à Pigalle

De la « Miss » à Raimu, de Cocteau à Erik Satie, du film classé « X » au jazz, l'endroit avait déjà beaucoup roulé sa bosse. Les Rita Mitsouko sont arrivés. La Cigale s'est remise à chanter.

UN long, un interminable silence... Paris regorge de lieux autrefois dévoués au spectacle, à la musique, à la gouaille, aux rires des samedis soirs. Fermés pour cause de changement d'époque! Abandonnés par l'effervescence du contemporain. De tous les modernismes oubliés,

le plus gourmand, le plus expéditif, fut le ciné, art populaire qui prit ses aises, dans les années 30, là où s'était tant défendu le théâtre, où le cabaret avait prié pour la sauvegarde de son intimité.

On cassa les scènes, on coupa les projecteurs, à Montparnasse, sur les grands boulevards, à Pigalle. Au rancart les revues, le music-hall poussés, même les beuglants! Le ciné réclamait ses écrans. Puis, l'écran connut lui aussi la crise. Trop de salles, trop grandes, mal adaptées. Les propriétaires pensèrent « complexes », rentabilité. On détruisait ce qu'on vendait, les salles d'or et de rouge, déjà usées de trop de projections, servirent d'entrepôts ou de bureaux. Chantiers, décombres pour cause de changement d'époque.

L'Etat, souvent trop tard, en classa bien quelques-unes au rang de monument historique, pour la cour-

bure d'un balcon, la finesse d'un stuc, un plafond peint, ou les marqueteries d'un vieux fumoir. Mais que faire de tant de théâtres à l'italienne, de fosses d'orchestre, de loges? Sauver, pour certaines, mais sans utilité.

Un long, un interminable silence. Celui de la Cigale dura près de cinquante ans. Non pas tout à fait la mort, plutôt une sorte de coma profond: la Cigale, au 120 du boulevard Rochechouart, dans le 18^e arrondissement, fut l'un des grands ghettos du ciné kung-fu, avec des films de David Chiang, Ti Lung ou Alexander Fucheng sur l'écran. Le public de Pigalle suivait mollement les incompréhensibles querelles asiatiques dans une salle parfaite de taille et de son, de chaleur et de style, mais si déprimée que l'art approximatif du film karaté dut lui paraître encore un réconfort.



Certains venaient là simplement pour se mettre à l'abri de la rue. A force, cet espace à l'italienne devenait une vraie curiosité pour les flâneurs. Classé en 1981, intact ou presque, trop impressionnant encore pour le kung-fu permanent - deux films pour 16 francs - il n'offrait

plus sur le boulevard qu'une façade lisse et blanche de deux étages, un toit plat entre deux immeubles plus élevés, avec une drôle de bosse, pour seule fantaisie, en son milieu.

Ses trésors étaient à l'intérieur, la Cigale cachait ses ors derrière une vitrine neutre. Comme si le danger menaçait toujours... Il aurait fallu un miracle. Pour une fois, il eut lieu: les deux fondateurs des Bains-Douches, le restaurant-discothèque, Jacques Renault et Fabrice Coat, fouillaient la capitale, et justement les fantômes du music-hall d'autant, à la recherche d'une salle intermédiaire pour les chanteurs et les groupes d'aujourd'hui. La juste taille, qui faisait tant défaut, entre les boîtes minuscules et les temples trop vastes comme le Zénith ou Bercy.

Ils entrèrent, ils aimèrent tout de suite. Ils appelèrent l'architecte-décorateur Philippe Starck, leur complice des Bains-Douches qu'ils venaient de vendre, à la rescousse. Ils payèrent un loyer aux propriétaires du ciné, un autre à celui des murs, le bureau d'aide sociale de Montfort-L'Amaury. Starck passa du gris minéral sur les stucs dorés du balcon et des piliers, il accentua le rouge des fauteuils. Le 11 mai 1987, les Rita Mitsouko, en un concert mémorable, reprirent la chronique de la Cigale.

La semaine dernière, c'était Dece Lite, un groupe sophistiqué. La salle approuva. La salle approuve toujours. Elle abrite, bienveillante, tous les genres, les Gipsy Kings comme le blues de Michel Jonasz, Kid Creole et Dianne Dufresne. L'aménagement un peu glacé du décor, hiératique, « sacrilège », confia lui-même Philippe Starck, avec ses caisses escamotables, son bar-fumoir en marbre vert des Alpes, le hall argenté, n'a jusqu'ici contrarié aucune forme d'expression musicale. « Pas un graf, aucun fauteuil cassé en trois ans et demi, les gens respectent la salle », explique Jacques Renault. Même à l'occasion des plus débridés des concerts destroy.

C'est que la Cigale a un tout autre charme, préservé. Une sorte de compréhension architecturale, une magie d'atmosphère que n'offrent que les salles ayant à peu près tout connu. Le passé hante les travées, comme en peu d'endroits. Une fraternité unit ici les rockers contemporains au vieux Bal de la Boule noire, fondé sous la Restauration par Belle Cuisse, une dame qui aimait le blanc et les lambeaux de velours pourpre. Longtemps avant de s'appeler la Cigale, le lieu supporta le fracas de cuivre du quadrille des lanciers. Les filles du quartier, les petites bonnes, dansaient sous les yeux intéressés de Degas.

Un promenoir circulaire servait d'abri aux buveurs. Décor mauresque, l'hiver, sous des rangées de lampadaires à gaz, ouverture sur un jardin intérieur, l'été. De quadrille en quadrille, on inventa donc, sur le boulevard Rochechouart, le french cancan, surnommé le « Chahut ». Ceci pour expliquer que ces vieux murs supportent aisément les délires de Dece Lite. Sous la Commune, Louise Michel créa, dans ce cabaret, son Club féminin.

En 1887, un ancien caïdier, Jean Forest, racheta la Boule noire et inventa ce nom: la Cigale. Il la voua aux revues légères, présenta sur scène les plus jolies femmes. Les hommes, dans le café intérieur, fumaient le cigare. Ils commentèrent la ruine de Forest, ses pertes aux courses. Changeant de parrain en 1894, la Cigale se plaça bientôt au rang des meilleurs salons parisiens. Sans Forest, mais avec une façade de pierre de taille, une vraie

salle, avec son balcon, un plafond décoré par Léon-Adolphe Willette. Le jour de l'inauguration, on dit un à propos tourné par Jules Gidé: « Cigale bohémienne, autrefois sans pareille, quel bel abri l'aurai pour la froide saison (...). »

Eugénie Buffet, « la pierreuse », la créatrice de la *Sérénade du paré*, fut révélée là. A peu près comme les Rita Mitsouko. Le père de Jean Gabin, Eugène, y fit carrière. Comme la jeune Mistinguett. On y donna Ah! la pudeur, Nue cocotte, Vas-y mon prince!, ou encore Arrêtez, arrêtez, chauffeur! Ohé! Venus! s'y fit même interdire par la préfecture de police, Maurice Chevalier, Yvonne Printemps, Gaby Deslys, même Max Linder furent de la revue. Raimu y fit ses débuts, entre 1911 et 1913. Pendant la guerre, la Cigale voua une passion au genre érotico-patriotique. La *Revue anti-botte* tint longtemps l'affiche.

La Cigale connut la gloire bien au-delà du public de Montmartre ou de Clichy. Les bourgeois vinrent s'y encaniller, puis peu à peu, les mêmes composèrent un public de goût, cette fois pour l'opérette, la chanson et les numéros d'actualité. Un aristocrate, le Comte Etienne de Beaumont, eut l'idée, en 1924, d'y présenter les *Sobres de Paris* avec ses amis surréalistes. Alors la Cigale devint, quelques soirées par mois, un théâtre intellectuel. Cocteau y présenta *Roméo et Juliette*, et se fâcha avec Gidé. Milhaud et Poulenc y créèrent des ballets, dans des décors de Derain et de Braque. Il y eut même une fameuse bagarre d'avant-kung-fu: Satie avait accepté un décor de Picabia, et les amis de Picasso, créateurs par ailleurs d'un rideau de scène, lavèrent l'ouvrage à coups de poing, avant d'aller souper tous ensemble avec Picasso et Picabia.

Ce fut presque la fin. Les nouveaux propriétaires ouvrirent une autre salle, contiguë, plus petite, et sans galerie: la Fourmi. La cinéma s'en empara. Puis, juste avant la guerre, la Cigale elle-même, épuisée, dut renoncer au théâtre et au cabaret. On lui laissa - par quel autre miracle? - ses ors et ses rouges. On la condamna, avant même la guerre, au ciné. Quelques nostalgiques tentèrent bien d'y attirer un public de jazz, mais le septième art balayait partout les arts de scène. La Cigale, misérable, accepta même le porno.

On comprend mieux, à la suite de cette chronique, pourquoi Michel Jonasz a aimé, l'autre année, poser ses plaintes sur cette scène. Pourquoi Willy de Ville ou Safi Keita... « La pierreuse », Mistinguett, Cocteau et même le kung-fu doivent toujours être là, dans un coin de l'orchestre, à approuver, pourquoi pas à danser, quand le plateau s'incendie grâce à des systèmes hydrauliques, perdant ses fauteuils pour offrir, en cas de tournage vidéo, une surface lisse englobant la salle et la scène.

Jacques Renault et Fabrice Coat, lassés des embarras du bout de la nuit et des fermetures pour trafic de drogue, ont choisi, après l'expérience des Bains-Douches, de fermer tôt. Juste après le concert. La Cigale se couche avant le dernier métro. La Fourmi offre ses danières noires et blanches, son plafond saumon à toutes les réceptions possibles. Mais point de bars trop animés. Avant 23 heures, le dernier projecteur qui éclaire l'étendard rouge du fronton aux hublots, sur la rue, est éteint. Salle éminemment respectable, un style distingué, accentué encore par le travail de Philippe Starck, qui ne supporte pas le déballé.

La chanson moderne, le rock peuvent, très bien se satisfaire d'une atmosphère sans tension. C'est affaire de patine. De légimité des murs. Personne ne pourrait, ici la contester. Mieux que sauvegardée, donc, cette Cigale continue d'écrire son histoire. En décembre, reviennent les Rita Mitsouko. C'est un peu comme si on remettait Mistinguett à l'affiche.

Philippe Boggio

► La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, 75018 Paris. Tél.: 42-23-38-00. Renseignements locations: 42-23-15-15.



VOICI EN DEUX LETTRES LE PLUS GRAND CHOIX DE VOIS ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE DU NORD.

BRITISH AIRWAYS DESSERT TORONTO, PITTSBURGH, NEWARK, DALLAS AINSI QUE 17 AUTRES DESTINATIONS.

Saviez-vous que British Airways est de loin la seule compagnie européenne à vous emmener vers autant de destinations en Amérique du Nord? En effet, au départ de Londres vous pouvez joindre directement 21 destinations aux États-Unis et au Canada, 18 d'entre elles étant desservies quotidiennement. Un réseau et une flexibi-

lité qu'aucune compagnie n'est à même de vous offrir sans oublier une qualité de service et un confort inégalés grâce au Concorde, à la première classe et à la classe affaires Club World. Pour votre prochain voyage d'affaires, pensez à éviter les procédures de transfert dans les aéroports d'Amérique du Nord et prenez un vol British Airways.

BRITISH AIRWAYS

محان السفر

BILLET

L'Europe offerte

Face au Japon se dessinerait une alliance stratégique entre les Etats-Unis et l'Europe dans deux domaines précis : l'automobile et l'électronique. Les constructeurs européens de voitures ont décidé en effet de bâtir une nouvelle organisation commune qui exclut M. Calvet de Peugeot pour ses positions trop extrémistes et qui, surtout, accueillera les deux filiales européennes de General Motors et de Ford (le Monde du 1^{er} décembre). IBM, le géant américain de l'informatique, vient, lui, d'être admis dans JESSI, le programme européen de recherche sur les composants électroniques du futur.

Pour la première fois, on considère en Europe que la nationalité d'une firme n'est plus donnée par l'origine de son capital (américain, en l'occurrence) mais par, disons, son « niveau d'intégration » sur le sol européen, c'est-à-dire par une série de paramètres comme l'emploi en Europe, l'appel aux sous-traitants, la présence de centres de recherche, etc. Certains produits étaient déjà considérés comme « européens » dès lors qu'ils étaient fabriqués en Europe avec un certain degré de « contenu local ». Mais ce n'était pas le cas des firmes elles-mêmes. Nissan en Grande Bretagne restait japonaise malgré ses usines britanniques.

Désormais, on semble considérer que General Motors, Ford et IBM ne sont plus des concurrents acharnés mais sont des entreprises européennes à part entière, participant pleinement aux décisions des Européens et à leurs programmes de recherche. Ils bénéficieront ainsi des aides versées par les contribuables des Douze...

Etant données leurs conséquences tant pour les principes que pour les avantages qu'en tireront ces « nouveaux européens », ces décisions auraient mérité des débats politiques. Il n'y en eut très peu, ce qui en dit long sur l'état de décomposition des réflexions macro-économiques en France et en Europe. Il eût été pourtant utile : 1) de préciser les fameux critères qui font qu'une firme devient européenne. On craint que ce ne soit en réalité affaibli de lobbying à Bruxelles ; 2) de demander la réciprocité, c'est-à-dire que les firmes européennes soient aussi américaines aux Etats-Unis et profitent des programmes du Pentagone. Lors du lancement de l'IDS (la « guerre des étoiles » de M. Reagan), les Européens n'avaient eu le droit qu'à d'humiliants strapontins. A-t-on à Bruxelles la mémoire si courte ? Faut-il donc que les Européens soient faibles face à toutes les pressions des groupes américains pour qu'ils soient tombés dans un panneau aussi voyant. On a parlé d'une Europe naïve.

E. L. B.

□ Nouvelle augmentation des accidents de travail en 1989. - Pour la seconde année consécutive, les accidents de travail ont augmenté en 1989 après avoir baissé sans interruption depuis 1975. Les statistiques provisoires de la Caisse nationale assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), publiées le 29 novembre par le ministère du travail, font état d'une progression de 6,8 % en 1989 après une hausse de 3,8 % en 1988 (690 541 accidents avec arrêt de travail, contre 665 118 en 1987). Le rythme d'augmentation des accidents de travail est « plus élevé que celui de l'emploi (+ 5,25 %), souligne le ministère qui s'inquiète d'une certaine dégradation de la prévention des risques professionnels ».

Dans son rapport annuel

L'OCDE souligne certains progrès dans la gestion américaine

Les dépenses de consommation et les revenus des ménages nets de l'inflation ont diminué aux Etats-Unis en octobre, vient d'annoncer le département du commerce. Ce signal supplémentaire du ralentissement de l'activité correspond bien à l'analyse de la situation économique américaine que donne l'OCDE dans son rapport publié vendredi 30 novembre.

Les experts de l'OCDE estiment en effet que la hausse du prix du pétrole va amputer de 0,5 % la croissance déjà lente du PIB américain. Et c'est la demande internationale via les exportations - qui assure les 0,7 % de hausse de l'activité que l'OCDE envisage pour le deuxième trimestre 1990. Cette tendance se prolongera au premier semestre de l'an prochain, accompagnée d'une hausse des prix de 6-7 %.

Sans pavoiser, l'OCDE ne donne donc pas dans le catastrophisme qui est de plus en plus dans les milieux économiques américains. Naturellement plus intéressée par l'évolution structurelle que par les fluctuations du court terme, elle voit, au-delà des indices, les améliorations qui ont déjà été apportées à la gestion économique du pays, notamment le redressement des comptes extérieurs et du taux d'épargne.

L'OCDE donne un discret coup de chapeau à la politique de la Réserve fédérale. Celle-ci a su, par petites touches, décourager les anticipations inflationnistes sans fermer le robinet du crédit. Les banques, mieux contrôlées, ont relevé leurs exigences de garanties et réduit considérablement leurs portefeuilles de créances à risques (voir graphique). En revanche, le marché très actif des billets de trésorerie a permis aux entreprises de continuer à se financer. Si

l'endettement des firmes américaines a augmenté de façon « préoccupante », il reste inférieur à celui d'autres pays industrialisés, note l'OCDE.

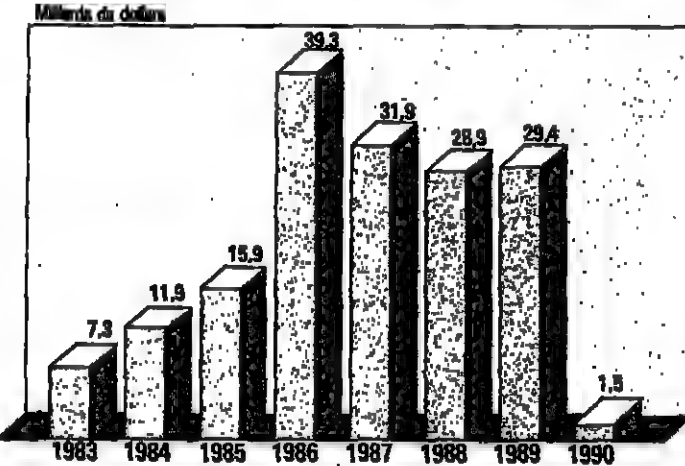
On le voit, l'OCDE ne surestime pas les dangers liés à la fragilisation financière du pays. En revanche, elle signale le lien « pervers » entre ce phénomène et le déficit budgétaire, principal problème économique de la période. « Le gouvernement fédéral est le premier créancier et assureur du pays », ce qui entraîne des coûts budgétaires qui ne sont pas pris en compte à l'avance : l'exemple des caisses d'épargne est le plus flagrant.

Cet Etat qui ne s'est guère amoindri pendant la période Reagan est l'objet de pressions de plus en plus

fortes pour augmenter ses interventions. L'OCDE accompagne cette constatation d'une analyse très critique de l'« efficacité » administrative. L'éducation, par exemple, est considérée comme un secteur miné aux Etats-Unis, où beaucoup de jeunes sortent du système sans diplôme et parfois carrément illettrés. Or l'OCDE révèle que les efforts en faveur de l'éducation, sur le plan des moyens, n'ont pas reculé, mais nettement augmenté : le nombre d'élèves par enseignant a diminué tandis que l'expérience professionnelle, le niveau de diplômes et la rémunération réelle des professeurs s'améliorait sensiblement.

S. GH.

La fin des « obligations pourries »



La décennie 1980, celle de l'« argent facile », a bien pris fin en 1990. Avant même la lourde condamnation de M. Michael Milken, les émissions d'obligations à haut risque, les fameux junk bonds, avaient pratiquement cessé aux Etats-Unis.

M. Volcker fait confiance aux banques centrales

S'il reconnaît les difficultés actuelles de l'économie mondiale, M. Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, reste confiant. S'exprimant jeudi 29 novembre dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris à l'occasion du colloque sur la finance européenne organisé par HEC et l'IFRI (Institut français des relations internationales), M. Volcker a expliqué que, malgré la récession américaine, la stabilité du système financier mondial pourra être préservée, grâce notamment à la coopération entre les banques centrales, ses anciens confrères.

Commentant la situation économique des Etats-Unis, M. Volcker a estimé que « si le retour à la conjoncture dont a parlé son successeur à la tête du Fed, M. Greenspan, « rassemble à la récession » (le Monde du 30 novembre). Il a cependant cherché à dédramatiser la portée de ses propos. Certes, « la crois-

sance est faible », a-t-il souligné tout en relevant des facteurs de soutien à l'activité, notamment le développement des exportations, favorisé par un dollar bas, et celui des investissements. Surtout, l'ancien patron de la politique monétaire américaine estime que « si n'y a pas, à l'heure actuelle, de risque réel d'inflation aux Etats-Unis ».

S'il n'est pas inquiet quant à l'état de l'économie réelle, M. Volcker l'est en revanche lorsqu'il analyse la psychologie des opérateurs sur les marchés. « Nous allons devoir payer nos excès financiers », reconnaît-il, mais cela ne doit pas conduire au défaitisme. Les besoins en capitaux sont énormes « de la part de l'Est, de l'Amérique latine et de l'Union soviétique », « alors que l'épargne disponible est insuffisante ». Cette pénurie pèsera naturellement sur la croissance mondiale. Mais elle ne devrait pas mettre en cause la stabilité du système financier. L'ancien patron du Fed craint cepen-

dant que le pessimisme actuel des acteurs des banques comme des responsables de leur contrôle, excessif à ses yeux, ne conduise à une perte de confiance. « La stabilité du système financier américain (et mondial) sera assurée, les mesures nécessaires seront prises » grâce en particulier à « la coopération internationale (entre les autorités monétaires) dont nous avons maintenant une grande pratique », a-t-il déclaré.

A propos de l'Allemagne fédérale, M. Volcker s'est inquiété d'un risque de laxisme de la part des autorités fédérales. « Les Allemands envisagent de vivre provisoirement avec un important déficit budgétaire, il ne faudrait pas qu'ils s'engagent dans la voie suivie par les Etats-Unis au début des années 1980 », a-t-il expliqué. Il est en effet difficile de revenir ensuite à une situation plus équilibrée.

E. I.

Augmentation de 0,5 % en France

La hausse des prix de l'énergie a pesé fortement sur l'indice d'octobre

Les prix de détail ont augmenté de 0,5 % en octobre, l'indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 ayant atteint 186,7 contre 185,7 en septembre. En un an (octobre 1989 comparé à octobre 1988), la hausse est de 3,9 %. Depuis le début de l'année, l'augmentation est de 3,6 %.

En septembre, les prix de l'alimentation ont augmenté de 0,2 % (+ 3,3 % en un an), cette modération s'expliquant notamment par l'évolution des prix de la viande (+ 0,1 % en un mois, + 1,7 % en un an) ainsi que de ceux des produits à base de céréales, du poisson, des produits laitiers, des corps gras, des légumes, du sucre et du café.

Les prix des produits manufacturés du secteur privé ont augmenté de 0,1 % en un mois et de 1,9 % en un an. En revanche, la hausse des services privés est restée forte : + 0,5 % en un mois, + 5,4 % en un an. Quant

aux prix de l'énergie, ils ont augmenté de 2,2 % en un mois et de 12,4 % en un an (+ 3,1 % en un mois et + 18,2 % en un an pour les seuls produits pétroliers).

Si les prix de l'énergie étaient restés stables en octobre, la hausse de l'indice d'ensemble aurait été de 0,3 % en un mois et de 3,1 % en un an.

□ Hausse des prix de l'inflation au Japon en octobre. - La hausse des prix à la consommation a atteint 3,5 % en rythme annuel, en octobre, soit son niveau le plus élevé depuis 1981, selon les statistiques officielles publiées vendredi 30 novembre à Tokyo. Ce regain d'inflation est principalement imputable aux conséquences de la crise du Gai. En octobre, les prix du fuel et du pétrole léger ont augmenté de 24,6 % par rapport au mois précédent.

Alors que les syndicats appellent à des grèves et des manifestations

M. Michel Rocard veut rassurer les fonctionnaires

Des manifestations et des arrêts de travail devaient être organisés vendredi 30 novembre dans la fonction publique sur l'initiative de la CGT et de FO. Outre des rassemblements régionaux, deux cortèges distincts doivent converger vendredi matin vers le Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris, où se tient la seconde journée des « Rencontres nationales » sur le renouveau du service public. Les cinq autres fédérations (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FEN et FGAF), protestant contre la politique salariale du gouvernement, ont appelé à une grève le 7 décembre prochain. La CGT tente aussi de mobiliser le secteur privé, avec, le 30 novembre, une manifestation en milieu de journée jusqu'au Sénat qui doit examiner le projet de loi instaurant la contribution sociale généralisée (CSG).

« L'Etat est de retour », a-t-il dit la « conviction fondamentale » que M. Michel Rocard a voulu faire partager, jeudi 29 novembre, aux quelque deux mille fonctionnaires réunis pour deux jours au Palais des congrès à Paris, à l'occasion de ces « Rencontres nationales ». « Le service public a même un bel avenir devant lui », a souligné le premier ministre, et ce, par-delà les différents « malaises » qui ont, a-t-il reconnu, secoué les administrations : réhabilitation de l'entreprise privée, dégradation du pouvoir d'achat des agents, atteintes aux principes d'égalité et d'impartialité. « L'Etat ne doit pas abdiquer », a encore précisé le chef du gouvernement sous prétexte que « ses missions traditionnelles se trouvent redéfinies par le haut, du fait de l'intégration européenne (...) et par le bas, du fait de la décentralisation ». Les acteurs du service public doivent, au contraire, selon M. Rocard, se donner les moyens de répondre à une société qui réclame « plus d'organisation, de régulation et de solidarité ».

« Mieux organiser la solidarité »

Dans un message adressé aux participants, M. François Mitterrand leur a renouvelé sa « confiance pour mener à bien l'œuvre de rénovation » entreprise. Mais le président de la République a rappelé les « tâches essentielles » du service public : « améliorer sa qualité pour (...) rendre l'économie plus prospère » et « mieux organiser la solidarité envers ceux qui, sans le soutien public, risqueraient d'être laissés au bord du chemin ».

Reste que ces « Rencontres du renouveau » étaient aussi l'occasion de faire le point de la démarche engagée, le 23 février 1989, avec la circulaire du premier ministre. Au terme de vingt-huit rencontres régionales qui ont, en l'espace de six mois, réuni quelque treize mille fonctionnaires d'Etat, et des deux séminaires gouvernementaux qui ont permis de poser les premières pierres à l'édifice du renouveau, M. Rocard s'est félicité de ce que « la révolution culturelle de l'Etat a déjà commencé ».

Et le chef du gouvernement de citer en exemple l'entrée en application, au 1^{er} janvier prochain, du

transfert au niveau local de 30 % des crédits d'investissement de l'Etat (soit 90 milliards de francs), dont 90 % étaient jusqu'à présent gérés à Paris. Autre exemple, les services locaux et centraux vont, dès l'année prochaine, bénéficier d'un budget de fonctionnement globalisé.

Dans cette continuité, M. Rocard a annoncé qu'une « charte de la déconcentration » allait être adoptée « très prochainement ». Car les services publics d'Etat doivent disposer « avant cinq ans », d'une véritable autonomie de gestion (...) à charge pour ceux qui en ont la responsabilité, de s'engager sur des objectifs précis et de rendre compte de leur gestion ».

En débutant la première journée de ces Rencontres, M. Michel Duranfort, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a pour sa part, insisté sur le caractère « irréversible » du renouveau. D'ici au futur séminaire gouvernemental prévu en février prochain, le dialogue avec les usagers constituera, a affirmé M. Duranfort, « l'une de nos préoccupations majeures ». D'autres initiatives sont prévues comme la publication d'un décret rénovant la vieille commission pour la simplification des formalités administratives (COSI-FORME), la création de sous-commissions régionales et la nomination « ces jours-ci » d'un responsable auprès de chaque ministre chargé d'améliorer les relations de son ministère avec les usagers.

M. Duranfort a également annoncé qu'une réflexion était en cours, en liaison avec le commissariat général du Plan, pour mettre en place « une cellule prospective » susceptible d'éclairer le gouvernement sur « les évolutions prévisibles à moyen terme » dans la fonction publique.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Professions utiles

Quelles sont les professions les plus utiles à la société ? D'après le sondage publié par le Nouvel Observateur du 29 novembre (1), les Français placent en tête et dans l'ordre les infirmières, les ouvriers, les médecins et les enseignants. Sur les derniers barreaux de l'échelle de l'utilité sociale, ils situent juste avant les prostituées, les prêtres, les hauts fonctionnaires et les députés.

Cette même enquête confirme le profond décalage entre la perception qu'ont les Français de l'éventail des revenus et la réalité. Dans leur majorité, ils estiment que l'écart actuel des revenus est de 1 à 9, alors que, d'après les études du CERC, il est bien supérieur. L'éventail idéal des revenus devrait être, selon eux, de 1 à 3 !

(1) Sondage de la Sofres réalisé du 22 au 26 septembre sur un échantillon national de 1 000 personnes.

3000 SALON NAUTIQUE
PARIS-PORTE DE VERSAILLES-1^{er}-10 DECEMBRE 90

la mer en fête

Tous les jours de 10 h à 19 h - Nocturne Jeudi 8 décembre jusqu'à 23 h. Organisé à l'initiative de la Fédération des Industries Nautiques. Renseignements : 3616 code SALON.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS

SLIVAFRANCE

L'Assemblée Générale Ordinaire du 18 octobre 1990 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 29 juin 1990.

Revenu global par action : F 25,62 composé d'un dividende net de F 21,64 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F 3,98 pour les personnes physiques. Ce dividende, mis en paiement le 22 octobre 1990, peut être réinvesti en actions SLIVAFRANCE en franchise totale de droit d'entrée pendant un délai de trois mois.

Au cours de l'exercice écoulé, la valeur liquidative de SLIVAFRANCE a progressé de 15,5 % (coupon réinvesti), s'établissant à F 719,20 le 29 juin contre F 641,86 un an auparavant. Cette progression est supérieure de 1 point à celle de l'indice SBF (Société des Bourses Françaises).

En ce qui concerne l'exercice en cours, dans un contexte très délicat de perturbation des marchés financiers, une politique de prudence a été mise en œuvre. Du 29 juin au 14 novembre 1990, la valeur liquidative a reculé de 16,6 % (contre 22,2 % pour l'indice SBF).

SLIVAFRANCE : un placement en valeurs françaises à moyen et long terme.

Renseignez-vous dans toutes les agences du CREDIT LYONNAIS ou sur minitel 3614 code CL.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

Oblicic Mondial

La Sicav Obligataire Internationale

Comptes de l'exercice 1989-1990 clos le 28.09.1990 approuvés par le Conseil d'Administration du 19 novembre 1990 présidé par M. Jean-Jacques Tamburini.

Valeur liquidative* au 28.09.1990 : F. 2.255,82

Actif net au 28.09.1990 : 179 millions de francs

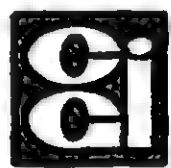
Performance entre le 29.12.1989 et le 28.09.1990 : + 0,07 %

Capitalisation des dividendes

*Division des titres par 4 le 13.12.1989

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

Banques CIC : En intelligence avec vous.



CGI INFORMATIQUE

CHIFFRE D'AFFAIRES : + 23 %
RÉSULTAT NET : + 25 %

Le Conseil d'Administration de la COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE a arrêté les comptes de la société et annoncé les résultats du Groupe au 31 août 1990 :

- le chiffre d'affaires consolidé est de 1 milliard 518 millions de francs. Il est en progression de 23 %;
- le résultat net consolidé est de 152 millions de francs. Il est en croissance de 25 %;
- le chiffre d'affaires à l'étranger s'élève à 486 millions de francs. Il représente 32 % du chiffre d'affaires total. Il est en croissance de 32 %.

L'Assemblée Générale Ordinaire sera convoquée pour le 7 février 1991.

Le Conseil d'Administration lui proposera la mise en règlement le 15 mars 1991 d'un dividende de 3,80 francs (soit 5,70 francs avant fiscal inclus).

845 000 LECTEURS CADRES.
Le Monde est
le premier titre d'information
des cadres.

(IPSOS 90)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 13
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 251.511 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
deux ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
« Association Beuve-Méry »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprise,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Duguit, directeur commercial
Michèle Desbass,
directrice du développement
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Tél. : MONOPOL 75 136 F
Tél. : 45-55-04-71 - Société Générale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'Administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et
Index du Monde au (1) 40-65-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Taper LEMONDE
ou 35-15 - Taper LM

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-65-32-90

	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS tarif normal en francs SFR
1 an	408 F	572 F	798 F
6 mois	204 F	286 F	399 F
3 mois	102 F	143 F	199 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
Renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements :
Tél. : (1) 40-65-34-70

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous
les numéros de ce bulletin d'abonnement
à : M. Fontaine

Tél. : (1) 40-65-34-70

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vermet
Administrateurs délégués :
Antoine Grisey, Neilly Pierrat
Rédacteurs en chef :
Bruno Freppet,
Jacques Améric,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herremann,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 13
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Le Monde Cadres

DATEX/DSM

- Réparation disques durs Winchester
- Maintenance sur site de systèmes START OS UNIX, système V.

Pour faire face à son expansion, DATEX DSM recherche

1 secrétaire débutante
10 techniciens de maintenance
expérimentés ou non

Formation électronique, MS DOS, UNIX système V

Envoyer C.V. + lettre auprès du service

de M^{me} LOPEZ, DATEX/DSM,

téléphone 45-60-02-42, à l'adresse suivante :

DATEX / DSM

3, avenue du Maréchal-De-Vaux

Z.I. Nord

91550 PARAY-VIEILLE-POSTE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

- 3^e arrdt**
MR ARTS-ET-MÉTIER
Cahen, baigné de soleil en
châtaignier, gd living d'été
+ 1 ch. + s. de b.
43-59-05-04, p. 22
- 4^e arrdt**
PLACE DES VOSGES
Imm. luxueuse, apt. env. 100 m²
env., living + 2 ch. + s. de b.
part. 43-59-05-04, p. 22
- 5^e arrdt**
RARE
MR MAURET, neuf
jms habit. Ancien imm.
XV^e réhabilité
apt. env. 100 m²
env., living 60 m² +
2 ch. + s. de b. + s. d'eau
43-59-05-07, p. 22
- 8^e arrdt**
CHAMPEL-ÉLYSÉES (proche)
Idéal prof. 100 m² env.
Boulevard de la République
living + 3 ch. + s. de b.
2 b. + s. de b. + s. d'eau
43-59-05-04, p. 22
- 12^e arrdt**
PARIS 12^e
MR RULLY-DESSY
Imm. ancien très bon état.
appartement 3 p. 43 m².
B. de b., cuisine, 2 ch. + s. de b.
cuisine, w.c. de b. de b.,
cuisine, chaudière, individuel,
grand balcon aménagé,
charges 300 F mensuel,
possibilité parking
Prix : 230 000 F
Tél. : (1) 43-40-88-53
- 13^e arrdt**
MAISON CHARMÉ
Ligne 85, 170 m² + meublé
aménagé, excellent état
Tél. : 47-42-90-22
- 15^e arrdt**
MR COMMERCE
Rue, récente magnifique
apt. 80 m² env. sur verdure
2 200 000 F
Cbl (18) 99-30-12-04
- 16^e arrdt**
16^e NORD
MR KILBER, rare, imm. récent,
env. 100 m², gd living +
2 ch. + s. de b. + s. d'eau
Imm. 4 410 000 F
43-59-05-04, p. 22
- MR ANGE 47-04-88-18**
LIGNEMENT
Apt. 80 m² env. +
ch. imm. env. 2 700 000 F
- ATELIER EN DUPLEX**
MR JASON 150 m² + terrasse
mobilier, 3 ch. + s. de b.
Ch. de b. + s. de b. + s. d'eau
Samedi, Lundi 13 h - 18 h 30
- PROX INTERESSANT**
MR RANELAGH
Imm. récent et ch. part.
living 31 m², 2 ch. + s. de b.
+ s. d'eau, 43-59-05-04, p. 22

- ST-AUGUSTIN**
MALESHERBES
240 m² + STUDIO
IMPECC. PPTARE
SAMEDY DE 14 H A 17 H
17, RUE DU CAL-FOY
Tél. : 43-57-01-81
- 12^e arrdt**
21 000 F le m²
MR MICHEL-BIZOT
Imm. récent et ch. part.
Boulevard de la République
B. de b., cuisine, 2 ch. + s. de b.
cuisine, w.c. de b. de b.,
cuisine, chaudière, individuel,
grand balcon aménagé,
charges 300 F mensuel,
possibilité parking
Prix : 230 000 F
Tél. : (1) 43-40-88-53
- 13^e arrdt**
MAISON CHARMÉ
Ligne 85, 170 m² + meublé
aménagé, excellent état
Tél. : 47-42-90-22
- 19^e arrdt**
BUTTES-CHAUMONT
appartement, 2 p. 65 m² env.
+ 85 m² terrasse, box
P. 100 000 F, samedi, lundi
14-17 h, 5, rue Henri-Murger,
42-02-67-76, mme
- 20^e arrdt**
MR PELLEPORT
magnifique apt. 52 m² env.
Boulevard de la République
B. de b., cuisine, 2 ch. + s. de b.
cuisine, w.c. de b. de b.,
cuisine, chaudière, individuel,
grand balcon aménagé,
charges 300 F mensuel,
possibilité parking
Prix : 230 000 F
Tél. : (1) 43-40-88-53
- 22^e arrdt**
BOULEVARD DE LA REINE
Imm. récent et ch. part.
Boulevard de la République
B. de b., cuisine, 2 ch. + s. de b.
cuisine, w.c. de b. de b.,
cuisine, chaudière, individuel,
grand balcon aménagé,
charges 300 F mensuel,
possibilité parking
Prix : 230 000 F
Tél. : (1) 43-40-88-53

ASSOCIATIONS

- Appel**
Rose-Croix d'Or
Mars 4-12-90, Contraintes
le vendredi 12-12-90, 20 h 30, AQUARIUS 54, rue
Saint-Croix-de-la-Bretonnerie
Paris 5, Ecole des Arts et Métiers
- Session et stage**
YOGA
Toujours en forme !
Stages pour débutants :
7-12-21-22 à 18 h 30
et 12-12-21-22 à 18 h 30
postures-respiration-relaxation.
Centre de Yoga Sivananda,
123, bd de Sébastopol, 2^e
Tél. : 40-28-77-48
- Costa-Rica**
GUANACASTE
5 ans de vie en Costa-Rica
à 15 km de la mer, culture
sur l'écologie
avec une pensionnariat
sur le confort
Vendus par propriétaire.
A 10 km de Liberia
30 km des plages (Parícuti)
Nous nous chargeons des
permis de construire et de
l'administration
Pour plus d'informations
Tél. : (181) 48-41-54-49-12
Fax : (181) 48-41-54-22-17

REPRODUCTION INTERDITE

ECOLE SUPÉRIEURE RECHERCHE

INTERVENANTS

en cash, vente, organisation
commerciale, management.
Ecole : E.T.T.
3, av. Paul-Duméril,
92 RUEIL

DEMANDES D'EMPLOIS

SPECIALISTE ASSURANCE
MARITIME ET TRANSPORTS
Métiers en droit,
expérience compagnie
d'assurance et courtage.
Bonne connaissance
du marché et des produits
d'assurance. Pratique de la
micro-informatique. Diverses
portées de responsabilité
assurances chez transporteur
ou industriel.
Tél. : 34-22-02-76

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

JEEP CHEROKEE RENAULT
Turbo diesel, blanche,
premier main, avril 1987,
80 000 km, climatisation
88 000 F
Tél. H.B. : 43-97-24-56

hôtels

particuliers

NOGENT-BOIS

TRIPLE RÉCIT, 3 CHAMBRES
3 BKS, DRESSING, CUIS. EQUIP.
JARD. 250 m², GAR. 200 m²
MICHEL BERNARD 46-02-13-43

fermettes

Bordeaux, 165 km Sud
Paris, fermette 12 p. 3 bks,
cuisine, garage, 1 600 m²
400 000 F, (18) 99-74-08-12

viagers

Libre Vauxelles (St-Louis)
Imm. XVIII^e, gd 3 p., 87 m²,
tout confort, Cuisine, 800 000 F
+ 10 000 F, 43-66-19-00

pavillons

MAROLLES-EN-BRIE

VAL-DE-MARNE
Ville 7 p. sur 900 m² terrain,
terr. 200 m², R.C. : s. de b.,
cathédrale, cheminée, 2 ch.,
salle de bains, cuisine équipée,
w.c., buanderie, 1^{er} ét. :
2 ch., s. de b., dressing,
Garage 2 v. + quartier rési-
dentiel, proche com., écoles,
lycée, église, sports, golf,
terrace, piscine, feu, permis
1 800 000 F à débattre.
Après 18 h : 46-58-12-76

bureaux

Locations

GROUPE ASPAC

1^{er} RÉSEAU NATIONAL
DE CENTRE D'AFFAIRES
proposant bureaux équipés et
salles de réunions, domicilia-
tions, SIÈGES SOCIAUX,
démarches, formalités et
CRÉATION IMMÉDIATE de
tous entreprises, feu, permis
rue, téléphone, secrét. TTX,
imprimerie et Internet
surcontrôlés.

ETIOLLE 10^e : 47-23-61-61
GRENOBLE 1^{er} : 47-23-61-61
ST-LAZARE 9^e : 47-23-61-61
LA FAYETTE 9^e : 47-23-61-61
BOULOGNE 12^e : 40-23-61-61
VERSAILLES 78 301-21-48-49
+ 25 centres en France
Prix compét. délais rapides.
Depuis 1978 à votre service
Infos Minitel 3615 ASPAC.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

8 - LA BOETIE

SUR TOUTES PRESTATIONS
42-58-12-09

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitution de société
et tous services 42-58-12-09

DOMICILIATION P.

ABECO 42-94-95-28

locaux

commerciaux

Locations

A LOUER

MAGASIN 5 VITRINES
Touscript angle, 200 m²,
Av. Faidherbe, Paris 11^e.
Tél. : 47-36-56-33
à partir de 18 h 30.

fonds

de commerce

Ventes

Agence pub. vd fonds de
commerce 250 000 F
Gros au bas + inst.
téléphone, 13 postes,
117 m², loyer mensuel
13 700 F + charges.
Disponible immédiatement
Tél. : (18) 76-87-80-09

كنا من النحل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Annonçant la création d'une société commune

Nestlé et Coca-Cola s'associent pour la fabrication de boissons au café et au thé

LAUSANNE

de notre correspondant

Deux des principaux groupes mondiaux de l'alimentation, Nestlé et Coca-Cola, envisagent de s'associer en vue de fabriquer et de distribuer des concentrés et des bases pour la production de boissons au café et au thé, «prêtes-à-boire». Dans une déclaration d'intention signée jeudi 29 novembre à Vevey, siège de la multinationale helvétique, les deux compagnies ont annoncé la création d'une société commune chargée de commercialiser ces boissons sous les marques Nescafé et Nestlé.

Dotée d'un capital initial de 100 millions de dollars (environ 500 millions de francs), constituée d'un apport équivalent des deux firmes, la future société sera gérée par un conseil d'administration comprenant

à parts égales des représentants des deux groupes. La nouvelle société vendra ses produits dans le monde entier, à l'exception du Japon, pour l'essentiel par l'intermédiaire du réseau international de distribution de Coca-Cola.

«Par cette association, comprenant la position de leader mondial de Coca-Cola dans le marketing et la distribution de boissons, une forte marque et la technologie spécialisée de Nestlé, nous serons à même de satisfaire la demande la plus efficace et avec la meilleure qualité la demande croissante pour ce type de boissons», a indiqué M. Helmut Maucher, président et administrateur délégué de Nestlé. De son côté, le président du conseil d'administration de Coca-Cola, M. Roberto Goizola, a déclaré que «la présence du système de distribution Coca-Cola dans

près de 170 pays étendra de façon considérable le potentiel de distribution d'une catégorie de produits présentant des possibilités exceptionnelles».

Dans une déclaration conjointe, les deux PDG ont cependant tenu à préciser que leur intention était «de construire des relations d'affaires clairement délimitées et dans une perspective à long terme afin de réussir dans le développement du nouveau marché».

Premier producteur mondial de boissons non alcoolisées, Coca-Cola fournit des sirops et des concentrés à des partenaires embouteilleurs dans près de 170 pays, tandis que Nestlé se présente comme «le plus grand groupe alimentaire du monde avec des opérations sur tous les continents».

JEAN-CLAUDE BUHRER

SOCIAL

Chômage partiel chez Citroën et Peugeot

Pour «éviter un gonflement des stocks dans une conjoncture internationale incertaine», et en raison de la tendance à la régression de certains marchés européens, Citroën et Peugeot ont annoncé, le 29 novembre, des mesures de chômage partiel.

Chez Citroën, les établissements d'Aulnay (Seine-Saint-Denis) et de Rennes (Ille-et-Vilaine) seront principalement affectés mais certaines unités de production qui alimentent ces usines de montage seront touchées. A Aulnay, 4 500 salariés sur 5 500, à Rennes, 10 000 sur 14 000, ne travailleront pas le 21 décembre.

Chez Peugeot, les usines de Mulhouse (Haut-Rhin) et de Sochaux (Doubs) seront en chômage partiel les 20 et 21 décembre, ainsi que le 2 janvier. A Mulhouse, 6 000 salariés sur 12 500 ne travailleront pas pendant deux jours et la quasi-totalité du personnel en fera de même le troisième jour. A Sochaux, 17 000 personnes sur 23 500 seront concernées.

La France renforce ses contrôles sanitaires sur les importations de viande bovine allemande. — A la suite de contrôles sanitaires effectués sur des bovins importés, le ministère de l'Agriculture a pris des dispositions pour en renforcer la surveillance. Il est en effet apparu que certains bovins soumis à examen présentaient des réactions sérologiques positives à l'égard de la leucose bovine enzootique. La France, indique un communiqué du ministère de l'Agriculture et de la forêt, a engagé depuis trois ans des moyens importants pour assurer la salubrité de son cheptel bovin vis-à-vis de cette affection bien qu'elle ne présente aucun danger pour la consommation. Ces dispositions concernent essentiellement les importations en provenance d'Allemagne, notamment les animaux élevés dans l'ex-RDA.

Thomson : suppression de 716 emplois à Brest et Morlaix. — Au cours d'une réunion du comité d'établissement, le 29 novembre, la direction des centres Thomson de Brest et de Morlaix a annoncé pour 1993 la suppression de 716 emplois d'ouvriers et de techniciens et l'embauche de 140 ingénieurs et techniciens supérieurs, si la stratégie actuelle est appliquée. A Brest, 347 emplois seraient supprimés, dont 83 feraient l'objet d'un essai ou seraient cédés à d'autres entreprises. A Morlaix, 369 seraient supprimés, dont 306 essaiés ou cédés. En 1993, il n'y aurait plus que 1 200 salariés à Brest, soit moins qu'en 1972.

Travail de nuit des femmes : la CFDT répond à M^{me} Yvette Roudy. — Désormais seul signataire de l'accord sur le travail de nuit des femmes, dans l'usine Bull d'Angers, le syndicat CFDT se déclare «choqué par la façon dont M^{me} Yvette Roudy se préoccupe du sort de ces femmes». Dans un communiqué, la CFDT «appelle à M^{me} Roudy que des femmes sont légitimes pour occuper des postes de travail passés de nuit». «Le personnel concerné à Angers préfère prolonger le travail du soir plutôt que de se lever à quatre heures du matin. Qui voudra nous prouver que c'est un mauvais choix?», conclut la CFDT.



COMMENT
ATTEINDRE A SINGAPOUR
SANS AVOIR
LES TRAITS TIRES
ET LE VISAGE DÉFAIT
APRÈS UNE NUIT
DE VOL ?

PARIS / SINGAPOUR SANS ESCALE

Il est bon de savoir qu'UTA assure la liaison 3 fois par semaine. 3 fois par semaine, dont 2 vols non stop en 747 400, le dernier né de la technologie Boeing. Non stop, n'importe quel habitué vous dira à quel point c'est appréciable. Finis les réveils en pleine nuit, finis les changements d'avion. Avec UTA, les voyages à Singapour deviennent infiniment plus confortables. Nos passagers bénéficient d'une nuit complète à bord. Et ça se lit sur leur visage tant il est vrai qu'on a meilleure mine quand on a bien dormi.

UTA

La loi sur la propriété industrielle

Les entreprises devront verser une prime à leurs salariés inventeurs

Inventeurs et inventions vont dorénavant bénéficier d'une meilleure protection. La texte de loi sur la propriété industrielle adopté le 26 novembre apporte en effet trois modifications importantes à la législation précédente.

Des actions de contrefaçon rétroactives, à partir du 1^{er} janvier 1993 du droit pénal, ce qui n'était plus le cas depuis 1978. Cette disposition facilitera la poursuite de contrefacteurs en France, mais aussi à l'étranger.

La publication des brevets pourra se faire sur support informatique. Ce qui permettra aux entreprises de prendre connaissance plus facilement des brevets déposés par d'autres et également d'assurer une meilleure diffusion des leurs. Une banque de données des brevets, réa-

lisée par l'INPI (Institut national de la propriété industrielle) devrait en effet être accessible par minute.

Enfin, les entreprises devront accorder une rémunération supplémentaire à leurs salariés, auteurs d'une invention. Jusqu'à présent, cette prime n'était pas obligatoire.

La nouvelle loi institue également une nouvelle profession : celle des conseils en propriété industrielle, qui réunit les conseils en brevet et les conseils en dépôt de marque. La Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle remplace ainsi la compagnie nationale des conseils en brevets d'invention. Le capital des sociétés de conseil en propriété industrielle devra être majoritairement détenu par des membres de la profession.

A. K.

CEE

La Commission de Bruxelles attaque en justice la Belgique pour utilisation d'avions bruyants

La Commission de Bruxelles a décidé, le 28 novembre, de saisir la Cour européenne de justice de Luxembourg du laxisme de la Belgique, qui accepte sur ses aéroports des avions ne respectant pas les normes de bruit communautaires.

La Belgique tolère que des sociétés de transport privées spécialisées dans le fret express utilisent, par exemple, de vieux Boeing 707 interdits par les autres pays en raison du nombre excessif de décibels émis par leur moteur. Cette autorisation, estime la Commission, confère aux aéroports belges «un avantage concurrentiel déloyal au détriment des autres aéroports européens», qui perdent du trafic et donc des recettes. L'exécuteur européen avait ouvert une procédure d'infraction en juin dernier et adressé à la Belgique un avis motivé en octobre.

M. Bérégozoy pour un renforcement de l'écu

«Mieux vaut accentuer progressivement la crédibilité de l'écu que d'avoir à la décréter brutalement au premier jour de la troisième étape», a déclaré M. Pierre Bérégozoy, ministre de l'économie et des finances, qui participait jeudi 29 novembre à un colloque «Eurocap», organisé à Paris sur le thème «La finance et l'Europe». Ce faisant, M. Bérégozoy s'est déclaré d'accord avec l'idée exprimée par M. John Major, quand celui-ci était ministre des finances, de promouvoir un écu dur. «J'approuve totalement, pour ma part, l'idée d'un écu dont la définition serait renforcée et dont l'utilisation sur les marchés serait développée».

Mais si M. Bérégozoy conçoit l'écu dur «comme une voie conduisant à une monnaie unique, il n'en va pas de même de M. Major, le nouveau premier ministre britannique, qui voit l'écu circulant parallèlement aux monnaies nationales.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

REVENUS TRIMESTRIELS

MAINTIEN DU REVENU EN 1991

Fidèle à sa vocation de distribuer quatre acomptes trimestriels égaux, connus à l'avance et élevés, le conseil d'administration de votre Sicav, réuni le 23 octobre 1990, a décidé de reconduire en 1991 le montant de l'acompte versé en 1990.

Ainsi, au cours des mois de février, mai, août et novembre 1991 seront versés 117 francs nets par action assortis d'un crédit d'impôt de 2 francs pour les personnes physiques.

PERFORMANCE coupons nets réinvestis sur 5 ans : + 50,96 %
Valeur de l'action au 31/10/90 : 5242,41 F

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

FESTIVAL DES MEDIAS LOCAUX



O'FM A REÇU
LE COQ 90 DE LA MEILLEURE RADIO LOCALE
DÉCERNÉ PAR UN JURY DE PROFESSIONNELS
PRÉSIDÉ PAR JACQUELINE BAUDRIER

MERCI

À TOUS CEUX QUI NOUS ÉCOUTENT
DEPUIS LE 1^{er} SEPTEMBRE 1990

BIENVENUE SUR 92.1

À TOUS CEUX QUI SOUHAITENT
ENFIN ÉCOUTER LA RADIO

La vie s'écoule décidément mieux sur O'FM

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La sécurité sociale, un défi pour le gouvernement de M. Major

« Aide-toi, le Royaume-Uni t'aidera »

Chaque matin, une marée de banlieusards sort du courant d'air des bouches de la station de métro Charing-Cross. Doublures Burberry's et parapluies roulés poursuivent leur petit bonhomme de chemin, frôlant sans les voir les naufragés de « Cardboard City » (la cité de carton) où des dizaines de clochards ont trouvé un refuge, sous le pont de Waterloo. Quelques punks mendient déjà. D'autres miséreux racent les fonds de poubelles. On distingue l'ombre de l'imposant Hôtel Savoy devant lequel sont garées des Rolls noires et blanches, étincelantes.

LONDRES

correspondance

Cardboard City illustre l'envers du décor du thalassisme triomphant : le point noir du social. En onze ans, de son arrivée au pouvoir en 1979 à sa démission, le 22 novembre, le nombre des pauvres est passé de 8 millions de personnes à 10 millions. Trois millions, soit 5 % de la population, vivent sur la « ligne de survie » (breadline), ne disposant d'autre revenu que l'aide de l'Etat, soit 55 livres par semaine (530 francs) pour une famille de deux enfants. Sept millions de personnes vivent au bord du niveau quasi officiel de pauvreté, percevant des prestations supplémentaires (supplementary benefits), notamment la prise en charge des frais de logement et de l'impôt local.

« Au lieu de s'élargir, le champ d'action de la sécurité sociale s'est rétréci sous le coup de réformes restrictives. Mme Thatcher s'est désintéressée du sort des mal-lotés,

estimant que la pauvreté est voulue, résultat du phénomène du « poverty trap » (piège de la pauvreté) issu de bonnes intentions que l'Etat-providence tend lui-même aux pauvres », nous explique M. Peter Townsend, professeur à l'université de Bristol, spécialiste mondial des questions de pauvreté.

« Du berceau à la tombe »

Dès son entrée à Downing Street, M^{me} Thatcher, poursuivant son combat pour l'allègement des dépenses publiques, s'est attaquée à la sécurité sociale. Un système dont le créateur lord Beveridge disait en 1941 qu'il devait protéger chaque Britannique « du berceau à la tombe ». Mais, qui aux yeux de la « Dame de fer » était devenu notoirement anarchique, gaspillant les deniers publics et ne servant pas en priorité les plus nécessiteux. Malgré sa détermination, M^{me} Thatcher s'est contentée lors de son premier mandat (1979-1983) de grignoter les charges sociales.

Ces charges n'ont pourtant cessé d'augmenter entre 1979 et 1983, une progression spectaculaire de 2,2 milliards de livres à 7,5 milliards, qui n'était pas due à la générosité soudaine et inattendue du gouvernement, mais simplement au fait que la « sécu » recouvre notamment les indemnités versées aux chômeurs et à leur famille. Or, entre 1979 et 1984, le nombre de demandeurs d'emplois est passé de 1 million à 3 millions. Les conservateurs ont continué à appliquer le système dit du « filet » qui fait que nul n'est censé être sans ressources. Si la tragédie des « chômeurs en fin de droits » est inconnue outre-Manche, le financement des indemnités s'est fait en partie en rognant sur les allocations fami-

liales qui n'ont pas suivi le coût de la vie.

La première grande réorganisation du « Welfare State » intervient en 1985 avec la suppression progressive du régime de pension des retraités de l'Etat, indexées sur le coût de la vie. Le « SERPS » (State Earnings Related Pension Scheme), garantissant aux travailleurs une retraite complémentaire proportionnelle à leurs anciens revenus qui s'ajoutait à une pension égale pour tous est alors abolie. Désormais, les salariés doivent cotiser auprès d'organismes privés. « La retraite ne sera plus une note que l'on présente à la génération suivante, mais le fruit d'un investissement personnel », déclarait alors le secrétaire d'Etat aux affaires sociales, M. Norman Fowler.

L'Etat ne peut pourvoir aux besoins de tous

Devant le tollé que soulève cette initiative, la « Dame de fer » attendra sa troisième victoire aux urnes, en 1987, pour aller de l'avant. En mai 1988, les pensions de retraite sont amputées, le taux minimum garanti par l'Etat passant de 25 à 20 % du revenu moyen touché pendant la totalité de la vie active. Des incitations fiscales visent à développer le recours aux caisses de retraite privées au bénéfice des particuliers, comme des entreprises. Aujourd'hui, le financement des dépenses de sécurité sociale est assuré à 44 % par les impôts, à 25 % par les contributions patronales, à 29 % par les contributions salariales, les 2 % restants provenant de diverses sources.

Ce système s'avère très coûteux. L'Etat britannique estime qu'il n'est pas de son devoir de pourvoir aux besoins de chacun. Le mot d'ordre est de se concentrer sur les plus démunis. La réduction des allocations versées aux chômeurs âgés de moins de

dix-huit ans, afin de les inciter à rechercher du travail, l'abolition des subventions exceptionnelles pour l'achat de mobilier ou de vêtements, le remplacement des aides à fonds perdus par des prêts remboursables participent de cette philosophie que le secrétaire d'Etat à la sécurité sociale, M^{me} Gillian Shepard, résume ainsi : « Aide-toi, le Royaume-Uni t'aidera ».

Au Royaume-Uni, les dépenses de sécurité sociale excluent la santé. Les multiples réformes du service national de santé sont toutes allées dans le sens de la privatisation souhaitée par M^{me} Thatcher. Près de 10 % de la population est maintenant couverte par des assurances médicales privées. Enorme machine (800 000 salariés), le National Health Service (NHS) offre une couverture médicale gratuite à l'ensemble de la population. Mais la qualité de la médecine est très inégale, les listes d'attente dans les hôpitaux publics occasionnent des délais pouvant couramment atteindre dix-huit mois. Les crédits à l'équipement sont, quant à eux, jugés insuffisants. Ni la multiplication par douze en huit ans du ticket modérateur pour les médicaments, ni la privatisation de certains services (cantine, nettoyage...), ni la vente au secteur privé de terrains ou de bâtiments appartenant aux hôpitaux publics n'ont été suffisantes pour compenser le plafonnement du budget.

« Nous sommes un gouvernement de compassion », affirmait régulièrement Margaret Thatcher. Fondamentalement, les Tories n'ont effectivement pas remis en cause les conquêtes sociales de l'après-guerre. Mais ils ont rogné sur certaines allocations et procédé à des coupes claires dans certains budgets. L'effet en a été une détérioration du bien-être collectif.

MARC ROCHE

Dans l'attente de nouvelles mesures économiques

Les lendemains moroses du plan Collor au Brésil

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

« Dieu n'est sans doute pas brésilien », plaisantent les experts économiques en faisant référence à la crise du Golfe et à la récession aux Etats-Unis intervenues peu après le lancement de l'ambitieux plan économique du président Fernando Collor de Mello. Ce que, en termes différents, l'actuel président de la banque centrale, M. Ibrahim Eris, traduit par : « Ce n'est pas le plan qui échoue, mais le monde ». Au-delà des bouades, restent les difficultés de plus en plus importantes que rencontre la modernisation de l'économie brésilienne. Les électeurs ont marqué leur scepticisme en boudant les candidats qui revendiquaient le soutien de Brasília lors des élections du 25 novembre.

L'inflation semble reprendre sa course. Maintenu autour de 10 % pendant six mois, elle a été de 14 % en octobre et de 15,5 % en novembre, selon les chiffres officiels contredits par les instituts privés qui annoncent 17,5 % et 20 % pour ces deux derniers mois. Les salaires s'en ressentent, et la perte du pouvoir d'achat pour les six derniers mois atteint 30 %.

Et ces chiffres renforcent une situation sociale déjà difficile. L'Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE) souligne, dans sa dernière enquête publiée à la mi-novembre, que la concentration de la richesse n'a jamais été aussi élevée dans le pays. En 1981, 1 % de la population détenait 13 % de la richesse, huit ans plus tard cette même minorité en possédait 17,3 %. Les 10 % de Brésiliens les plus pauvres ne se partagent plus aujourd'hui que 0,6 % de la richesse contre 0,9 % en 1981. « Cette inégalité », dit l'ancien directeur de la banque centrale, Carlos Longuini, a toujours été la marque du Brésil. Mais auparavant elle s'accompagnait

d'une possible ascension sociale. Maintenant, le facteur d'espérance n'existe plus. »

Aujourd'hui directeur du centre économique Getúlio Vargas et consultant financier, Carlos Longuini estime que l'une des expressions de ce désespoir « passe par la croissance de la violence urbaine et le développement de l'économie sous-terrainne », qui représente actuellement, selon lui, 20 % du produit intérieur brut du Brésil.

Malgré la dégradation de l'économie — qui ne lui est, il est vrai, pas entièrement imputable, — le gouvernement a annoncé qu'il ne changerait pas sa politique. « Il est hors de question », averti le ministre de la justice, Jarbas Passarinho, de revenir à une indexation automatique des salaires. Les partenaires sociaux, dirigeants d'entreprise et syndicats, ont été conviés à ratifier un accord d'entente nationale fixant les règles du jeu. Mais sa signature se fait attendre.

M. Mario Amato, président de la puissante FIESP, qui regroupe les industriels de l'Etat de São Paulo, a estimé récemment que cette offre « est en fait un qu'en-là ». La CUT, la principale organisation syndicale du pays, vient de faire savoir par la voix de son secrétaire général, Jair Messias Guil, qu'elle demandait, entre autres préalables, un ajustement de 100 % du salaire minimum mensuel qui est actuellement — après une augmentation de 6 % pour le mois de décembre — de 8 600 cruzeiros, soit environ 280 francs.

Une autre difficulté institutionnelle vient se greffer sur ce morose environnement : les futures relations entre le pouvoir exécutif d'un côté, et le Parlement et les gouverneurs des Etats de l'autre. L'appui du Congrès est de plus en plus nécessaire pour l'éventuelle adoption d'un nouveau volet au plan économique.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Seul votre temps est plus

pi

Zürich
TÜRLER
Paradeplatz/
Bahnhofstr. 28

Düsseldorf
UHREN BLOME
Königsallee 30

München
ANDREAS HUBER
Residenzstr. 11

Milano
PISA OROLOGI
Via Pietro 11
Ang. Montebello

محذمان الأصل

COMMUNICATION

Un entretien avec le PDG de Télédiffusion de France

« N'enterrons pas la télévision par satellite mode de diffusion prometteur » nous déclare M. Xavier Gouyou-Beauchamps

Quelques jours après la remise du rapport Eymery (le Monde du 28 novembre) qui exclut la construction de nouveaux satellites du type TDF 1-TDF 2, le PDG de Télédiffusion de France s'explique sur les pannes de ces satellites et leurs conséquences financières. Il réfute les accusations portées contre la technologie des tubes à forte puissance. M. Xavier Gouyou-Beauchamps précise aussi qu'un huitième réseau hertzien est possible, par exemple pour une chaîne musicale, et se montre optimiste sur l'hypothèse d'une diffusion hertzienne terrestre dans les nouvelles normes D2 MAC, enjeu essentiel pour l'avenir de la télévision haute définition européenne.

« Comment expliquez-vous les pannes des satellites de télévision directe français ? S'agit-il d'une usure accélérée des tubes émetteurs assurant de nouvelles pannes ?

« Une commission d'enquête doit remettre ses conclusions le 17 décembre sur la panne de deux répéteurs de TDF 2. Un expert indépendant mène une analyse parallèle. D'ici là, nous aurons que des indications partielles. Quant aux huit répéteurs qui fonctionnent sur TDF 1 et TDF 2, tous leurs paramètres sont normaux. Les cinq chaînes attribuées par le CSA peuvent être diffusées normalement.

« Pourquoi avez-vous signé la revue d'aptitude au vol de TDF1, dans laquelle les techniciens émettaient pourtant des réserves ?

« Cette revue d'aptitude au vol de février 1987 mentionnait non des réserves, mais des recommandations qui ont, toutes, été suivies. Elles por-

taient sur des dispositifs qui ne sont pas en cause dans les pannes survenues. Cela étant, ce n'est évidemment pas moi qui l'ai signé, mais des experts. Quant aux grandes décisions concernant les satellites de télédiffusion directe, elles ont toujours été prises au niveau gouvernemental. La seule décision que j'aie prise seul, c'est, profitant des délais que nous imposait en 1990 le retard d'Ariane, de faire modifier avant le lancement de TDF 2 la disposition des tubes, pour que chaque canal du système dispose d'un tube AEG et d'un tube Thomson, afin de mieux répartir les risques.

« En déclarant « il n'y aura pas de TDF 3 », M. Quilès reconnaît que la technologie des satellites à forte puissance est dépassée... N'est-ce pas un camouflet pour votre entreprise ?

« Attention à ne pas tout mélanger, l'économie et la technique... En 1979, la conception de TDF 1 était basée sur cinq canaux de très forte puissance. La forte puissance était nécessaire pour couvrir l'Europe dans l'état des connaissances techniques de l'époque. La limite de cinq canaux par pays était imposée par le plan adopté en 1977 à Genève. Il est clair aujourd'hui que les satellites de la deuxième génération, pour des raisons économiques, doivent embarquer des répéteurs en plus grand nombre et, pour ce faire, de moindre puissance unitaire. Donc, les tubes de très forte puissance sont abandonnés pour des raisons principalement économiques.

« Mais leur technique n'est pas obsolète, elle est paradoxalement en avance sur celle des satellites « traditionnels », et elle subit les déboires inhérents à toute technologie nouvelle. On pourrait peut-être dire que la conception de TDF 1 est en retard sur le marché, et dans une certaine mesure en avance sur la technologie...

« Ce sont en fait des caractéristiques techniques autres que la puissance des tubes qui sont technologiquement dépassées, et qu'on ne retrouvera pas dans les satellites futurs, ce qui n'a rien d'étonnant s'agissant de satellites conçus, il y a dix ans.

« Mais ces décalages ou ces erreurs ne sont-ils pas responsables de l'échec de la télévision par satellite en France ?

« N'enterrons pas la télévision par satellite, un mode de diffusion prometteur, qui débute à peine ! Pendant encore longtemps, plus de la moitié des Français ne sera pas touchée par le câble. La télévision par satellite a un grand avenir, quel qu'en soit le support. Et TDF va travailler activement à sa promotion, comme à celle du D2 MAC et de la télévision Haute Définition, d'ici l'arrivée de la deuxième génération de satellites, en 1996.

« Quelles sont les conséquences des pannes de TDF1 et 2 sur l'entreprise TDF ?

« Elles sont d'abord financières : nous devons provisionner au moins 300 millions de francs, le manque à gagner sur nos recettes budgétées sera de l'ordre de 40 millions en 1990, entraînant un déficit de l'entreprise sans doute supérieur à 200 millions de francs. Pour 1991, il est encore trop tôt pour se prononcer. Ces conséquences sont aussi morales : les critiques, souvent disproportionnées, affectent une entreprise et des personnels qui se sont beaucoup mobilisés autour de ce programme.

« Combien aura coûté au total l'aventure satellitaire ?

« Les deux satellites lancés auront coûté 3,8 milliards de francs, dont 2,2 milliards pris en charge par l'Etat et le CNES. Le reste est financé par TDF, partie en fonds propres, partie en emprunts. L'exploitation du système procurera à TDF des recettes, prévues initialement à 3,2 milliards de francs.

A supposer qu'on en arrête aujourd'hui l'exploitation, TDF perdrait 40 % de ses actifs. Ce serait énorme mais pas mortel pour l'entreprise, qui a beaucoup d'autres activités, dans les télécommunications mobiles, l'ingénierie de réseaux ou la diffusion hertzienne terrestre.

« A ce sujet, est-il possible de lancer en France une chaîne musicale sur un huitième réseau ? Et d'améliorer le septième réseau, comme le demande Canal J ?

« Il est possible d'augmenter à Paris la puissance d'émission du canal 35, attribué à Canal J. Comme pour des améliorations ponctuelles du septième réseau en province, la décision relève du CSA. A Paris, le canal 38 peut aussi être exploité moyennant un délai et des aménagements, comme le sait le CSA. Mais, d'une façon générale, l'occupation du spectre hertzien devient telle que tout réseau supplémentaire est forcément plus limité géographiquement, plus long et plus onéreux à mettre en place que le précédent. Un huitième réseau toucherait donc fatalement moins de monde que le septième.

« La norme D2 MAC peut-elle être utilisée par des chaînes hertziennes classiques ?

« TDF a déjà mené des essais de diffusion terrestre en D2 MAC, et en mènera encore. Les résultats ne sont pas encore conclusifs, à cause notamment de problèmes d'échos, mais paraissent prometteurs. Si ces recherches aboutissent, comme cette norme est moins sensible aux brouillages que le SECAM, il sera envisageable de dupliquer certaines chaînes en D2 MAC, et de leur offrir ainsi la même qualité d'image et de son qu'aux chaînes diffusées par satellite. Mais une diffusion régulière ne peut être envisagée que fin 1991 au plus tôt. »

Propos recueillis par MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Un futur objet de collection

Gault et Millau en porcelaine

Le numéro de décembre du mensuel Gault et Millau va s'arracher. Ou plutôt s'émietter : la couverture de ce magazine qui fait partie du groupe le Point est exceptionnellement fabriquée en porcelaine et non en papier. Un tirage limité à 2 000 exemplaires de cette édition exceptionnelle est réparti dans les kiosques de quinze grandes villes, le 30 novembre, au prix normal de 28 francs l'exemplaire. Chacun a pourtant coûté 520 francs aux fabricants regroupés dans le Comité national d'expansion de la porcelaine de Limoges (CNEP).

Le réseau des NMPP ne pouvant distribuer ces magazines, il a fallu utiliser les services d'un réseau de diffusion particulier, « la Tempête de vivre » : 500 exemplaires sont réservés à des ministres, à des grands chefs, aux personnalités politiques et économiques proches de Limoges, etc.

Ce « Gault et Millau de Limoges », promis à devenir un objet de collection, fait partie

de la campagne de promotion du CNEP. En 1989, les quatorze porcelainiers de ce comité avaient fourni la totalité des douze mille pièces du service de l'ancien paquebot France. Cette année, le CNEP, aidé par l'agence de relations publiques bordelaise Passerelles, a imaginé une autre opération liée à la gastronomie et à l'art de vivre.

La « Une » en porcelaine représente une performance technologique. Il fallait obtenir en plusieurs cuissées une plaque de 400 grammes qui soit transparente, indique le fabricant, M. André Raynaud, qui a ensuite été aidé pour la décoration par une dizaine d'autres porcelainiers de Limoges. Couronnée de succès, l'opération a quand même été assombrie par un drame. Prêtes vendredi dernier, les 2 500 plaques ont été emportées en camion une heure avant qu'un incendie détruise l'entreprise de M. Raynaud.

Y.-M. L.

EN BREF

« Poursuite de la grève des journalistes de FR3. - La poursuite jeudi 29 novembre de la grève des journalistes de FR3 (le Monde du 30 novembre) a entraîné la suppression des journaux nationaux d'information de la chaîne et la réduction ou la suppression de nombreux journaux régionaux. Réunis en assemblée générale à Paris dans l'après-midi, les délégués des bureaux régionaux grévistes ont été reçus dans la soirée par la directrice générale de la chaîne, M^{me} Dominique Aldry. Les négociations devaient reprendre vendredi matin. Pour soutenir leurs revendications - plans de carrière et un salaire minimum de 11 200 francs - les syndicats SNU, CFTD, CGT et FO appelaient à poursuivre la grève vendredi.

« M. Peter Job nouveau directeur général de l'agence britannique Reuter. - L'agence de presse britannique Reuter a annoncé le 29 novembre que M. Peter Job remplacerait en janvier M. Glen Renfrew, qui part en retraite, au poste de directeur général. Agé de quarante-neuf ans, M. Job dirige actuellement les bureaux de l'agence Reuter en Asie et est basé à Hongkong. Né à Exeter, il a étudié à Oxford. Il est licencié d'allemand et de français. Il collabore à Reuter depuis vingt-sept ans. Comme d'autres agences d'information internationales, Reuter traverse une phase difficile qui l'a incité à décider le licenciement de 300 employés. L'agence a enregistré un bénéfice pour 1990 en baisse par rapport aux prévisions (le Monde du 2 novembre).

précieux que cette montre.

Cette montre OMEGA Louis Brandt à quantième perpétuel, œuvre d'une classe infime, reflète tout l'amour qui guide nos pas d'artisans. Elle est le fruit de la passion avec laquelle nous voulons perpétuer, jusque dans le moindre détail, la fascination qu'exerce à jamais l'art de l'horlogerie.

C'est pourquoi nous avons doté cette pièce d'exception d'un quantième perpétuel, programmé jusqu'en l'an 2100. Particulièrement soignée, son mécanisme a été logé dans un boîtier en or jaune 18 carats. Cette œuvre achevée, nous l'avons dédiée à Louis Brandt, père d'OMEGA S.A., en témoignage de reconnaissance pour avoir fait de nous des horlogers capables de créer, aujourd'hui, de tels chefs-d'œuvre.

Cette montre à quantième perpétuel, ainsi qu'un chronographe et une montre automatique, sont les trois modèles qui constituent l'édition Louis Brandt d'OMEGA. Le minutieux travail artisanal nous impose de limiter cette édition, pour la première année, à 150 exemplaires. Ceux-ci viendront ennobler les victimes de sept prestigieux bijoutiers, sélectionnés dans le monde entier. Chacun d'eux se fera un honneur et un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

OMEGA
Louis Brandt

Paris
ALDERBERT
16, Place Vendôme
6, Rue du FG-Saint-Honoré

London
WATCHES OF SWITZERLAND
16, New Bond Street

New York
TOURNEAU
500 Madison Avenue
635 Madison Avenue

21
18
14
12
10
8
6
4
2

on
la
le
un
m-

RG
re 8
PTA
50 S

BOURSE DU 30 NOVEMBRE

Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)	SICAV (sélection)	29/11
----------------------	-------------------	-------

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

a : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché continu

Propositions de réformes de la Constitution et du Fonds d'action sociale

Deux rapports parlementaires pour améliorer l'intégration des immigrés

Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS), dont la gestion et les interventions avaient fait l'objet de diverses critiques, aussi bien de la part d'inspecteurs de l'administration que du premier ministre et de l'opposition, ne doit nullement disparaître mais « *accroître encore* » son rôle et devenir « *le fer de lance du gouvernement pour mener à bien l'intégration des populations immigrées* » en réorientant profondément ses interventions et son fonctionnement. Telle est la conclusion essentielle du rapport de la commission parlementaire constituée le 23 mai dernier à la demande du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et qui vient d'être rendu public.

Cette commission, qui a pour président M. Jean-Marie Le Guen (PS), député de Paris, et pour rapporteur

M. Philippe Sanmarco (PS), député des Bouches-du-Rhône, plaide en faveur d'un allègement des structures du FAS, d'une réorientation de certaines de ses activités, et d'une meilleure insertion dans le dispositif gouvernemental en faveur de l'intégration des immigrés par son rattachement aux services du premier ministre. A cet effet, elle propose que le secrétaire général à l'intégration, créé en décembre 1989 auprès du premier ministre, soit désormais à la présidence du FAS. Cette mesure reviendrait à pérenniser la situation actuelle, où M. Hubert Prévot cumule les deux fonctions.

Le FAS, créé en 1958 pour aider les travailleurs musulmans tant en métropole qu'en Algérie, est aujourd'hui un puissant établissement public administratif qui gère annuellement 1,3 milliard de francs destinés à subventionner aussi bien des foyers de travailleurs que des haltes-gardiennes, des cours d'alphabétisation, des animations scolaires et une myriade de trois mille associations.

Les critiques de la commission se concentrent sur l'inadaptation de la politique du FAS en matière de logement qui ne touche que 20 % des immigrés alors qu'elle absorbe 40 % du budget. Concernant les sept cents foyers que le FAS continue de subventionner, la commission souligne « *la nécessité d'en redéfinir la fonction économique et sociale* ». Elle suggère que le FAS réorienter ses financements en faveur de l'attribution aux immigrés de logements sociaux, publics ou privés, avec le concours des élus locaux et des associations.

En matière de formation, les par-

lementaires insistent sur la nécessité d'adapter les méthodes d'alphabétisation aux besoins des femmes immigrées, qui constituent désormais la majorité des demandes. Dans le domaine socio-culturel, où « *les actions sont les plus floues* », la commission recommande de rénover les cours de « *langue et culture d'origine* » donnés parfois pendant les heures de classe, et dans tous les cas, par des maîtres incontrôlables, rémunérés par les États étrangers.

Pour améliorer le fonctionnement interne, les députés suggèrent d'alléger la représentation des administrations dans le conseil d'administration du FAS, mais soulignent la nécessité d'un contrôle plus poussé des interventions. Seuls les députés socialistes et communistes ont approuvé le rapport. Mais aucun des trente membres de la commission n'a voté contre ; les représentants de l'UDF et du RPR se sont abstenus.

Une mission sénatoriale

Par ailleurs, la Constitution devrait être réformée pour « *inclure dans le domaine de la loi les principes fondamentaux de l'accueil et de l'installation des étrangers sur le territoire de la République* », affirme un rapport sénatorial rendu public mercredi 28 novembre.

Ce document a été établi par une mission d'information, comprenant les membres de tous les groupes et présidé par M. Jean Chérioux (RPR, Paris). Son rapporteur était M. Jacques Thyraud (RI, Loir-et-Cher). Les membres de cette mission, créée le 11 décembre 1989, ont interrogé par écrit tous les maires de

France sur l'évolution de l'immigration dans leur commune, avant d'effectuer un certain nombre de visites et de s'entretenir avec des spécialistes.

Les conclusions de la mission ont été approuvées par l'ensemble des membres RPR et UDF, à l'exception de M. Michel Poniatowski (RI, Val-d'Oise), ancien ministre de l'Intérieur. Les sénateurs socialistes et communistes se sont abstenus.

« *Il y aura toujours des étrangers qui viendront s'installer en France* », affirme le rapport. « *L'élaboration de nouvelles règles exige la reconnaissance de nouveaux pouvoirs, qu'il s'agisse du Parlement ou des maires* ».

La mission sénatoriale exclut deux scénarios : d'une part, « *le renvoi de certaines de milliers de personnes* » dans leur pays ; d'autre part, « *la reconnaissance de communautés ethniques* » sur le territoire national. Selon la mission sénatoriale, la seule solution acceptable est « *l'intégration, qui ne peut qu'être individuelle* ».

Une série d'avis sont formulés, notamment pour favoriser « *la promotion de nouvelles élites issues de l'immigration* ». La mission sénatoriale propose de nombreuses mesures dans le domaine de l'emploi, du logement et de l'école. Elle souhaite, d'autre part, un contrôle renforcé aux frontières, de nouvelles contraintes pour le droit d'asile, une révision des conventions avec certains pays, un réaménagement de l'aide au retour dans les pays d'origine et une réforme du code de la nationalité.

Ph. Ba. et R. S.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Marathon pour chemisier

VOUS me verriez maintenant le matin dans le métro, j'ai l'air fin avec mon chapeau, mon parapluie et mes trois sacs. A main. De gym. De linge sale. Des affaires à nettoyer que je dépose chez le teinturier de la rue Falguère vu que je suis en blabla avec celui de mon quartier. C'est ça, oui, encore une histoire de chemisier délavé, rétréci, déchiré, boutons paumés. S'il m'a remboursée ? Tu parles ! Il m'a jetée en me disant : Ecoutez !

Alors ça, moi, je sais pas faire. Sur quel ton ? Dans quels termes ? Là-dessus, qu'est-ce que je vois l'autre jour dans le Monde, un article de mon amie Josée sur des lettres types publiées par 50 millions de consommateurs. Je me précipite :

— Dis donc, t'en aurais pas une pour un salaud de teinturier qui m'a...

— Un teinturier ? Il y a de bonnes chances ! Attends... Attends... Tiens, p. 115. T'es qu'à recopier.

— Passe-moi un bout de papier.

— Ça va pas ! Faut me taper ça à la machine en double exemplaire, l'envoyer en recommandé

avec accusé de réception, et surtout ne pas oublier de joindre la photocopie du ticket.

— Comme si j'avais que ça à faire ! Bon, ben, montre voir... Vous refusez de m'indemniser... Le motif ! C'était de la saloperie, figure-toi, ma belle blouse de soie rayée rouge et noir. Tu sais : celle que j'avais au...

— Ecoute, je suis un peu débordée, alors, au cas probable où il refuserait d'indemniser, autant que je t'indique tout de suite comment aller en justice.

— Va falloir le traîner devant les tribunaux ?

— Pas si vite ! D'abord une tentative préalable de conciliation... Voilà : p. 142. Lettre au greffier du tribunal d'instance. J'ai l'honneur de solliciter, sur la base de l'article 830 du Code de procédure civile... Objet du litige... Expliquez votre action... Tu notes ? Grouille, c'est pas fini. Elle déchoie, ta tentative. Tu portes plainte. Lettre au procureur de la République. T'attends sa réponse de six mois à un an. Elle vient pas. T'écris à son secrétariat. Sans moi. J'ai pas de modèle. A ce stade là, les 50 millions de consommateurs, eux, ils baissent les bras !

Au cours d'une enquête sur l'assassinat d'une adolescente

Interpellation de trois Basques d'ETA

Trois Basques espagnols membres de l'organisation séparatiste ETA, ainsi qu'un vétérinaire français, sympathisant de l'Union démocratique bretonne, ont été interpellés par la police, jeudi 29 novembre dans la soirée, à Rezé (Loire-Atlantique). Interpellation tout à fait fortuite, affirme-t-on de source policière, puisqu'elle a été réalisée dans le cours d'une enquête sur l'assassinat de la jeune Natacha Danaï, treize ans, dont le corps a été retrouvé, samedi 24 novembre, sur une plage de Vendée.

Effectuant une enquête de voisinage autour de la maison de l'adolescente, à Rezé, les policiers des corps armés de Nantes ont demandé à visiter un local situé à l'étage de la maison appartenant à M. Jean Groix, vétérinaire. Ce dernier s'est alors affolé. Les policiers ont donc forcé la porte du local, découvrant trois Basques ainsi que deux armes de poing, un pistolet-mitrailleur, des explosifs, une roquette et des documents. Les trois Espagnols et le vétérinaire ont été placés en garde à vue au commissariat de Nantes.

□ La Grande-Bretagne renonce à un projet européen d'hélicoptère de combat. — Le secrétaire d'Etat britannique à la défense, M. Alan Clark, a annoncé mercredi 28 novembre aux Communes, que le Royaume-Uni renonçait au projet d'hélicoptère léger antichar étudié en collaboration avec les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne. Selon M. Clark, ce programme, étudié sous la responsabilité du groupe italien Agusta, ne serait pas rentable en raison du nombre insuffisant d'hélicoptères commandés.

Décès du sénateur Raymond Bourguin

Raymond Bourguin, sénateur (app. RPR) de Paris, homme de presse, président du conseil de surveillance de l'hebdomadaire « *Valeurs actuelles* », est décédé vendredi 30 novembre à Paris. Il était âgé de soixante-cinq ans.

(Sénateur apparenté RPR de Paris, ancien président du Centre national des indépendants de Paris, ancien adjoint au maire de la capitale, M. Raymond Bourguin était surtout un homme de presse. Né à Diego-Suarez (Madagascar) le 9 mars 1925, diplômé de l'école libre des sciences politiques, il devint journaliste dès 1946 à « *la Vie française* », puis fut rédacteur en chef de « *Aux sources de la finance* ». C'est en 1955 qu'il fonda la revue « *Spectacle du monde* » et l'hebdomadaire « *Valeurs actuelles* ». En 1967, il devint PDG de l'Agence économique et financière et lance en 1969 le quotidien parisien « *Le nouveau journal* ». Mais c'est surtout à la direction de « *Valeurs actuelles* » et du groupe qu'il anime que Raymond Bourguin s'est essentiellement consacré. Dirigant cet hebdomadaire de la droite modérée, partisan nagueur de l'Algérie française, après avoir été proche d'Antoine Pinay, Raymond Bourguin avait soutenu M. Valéry Giscard d'Estaing et avait été lui-même candidat sans succès aux élections législatives de 1973 à Paris. Il s'était ensuite très sensiblement rapproché de M. Chirac et avait été élu dans sa municipalité à Paris en 1977. La même année, il devenait sénateur de la capitale. Il était vice-président du groupe sénatorial RPR.)

M. Jean Poperen invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, sera l'invité de l'émission hebdomadaire, « *Le grand jury RTL-Le Monde* », dimanche 2 décembre, de 18 h 30 à 19 h 30. Le ministre, qui anime un courant au sein du Parti socialiste, répondra aux questions d'André Passeron et Patrick Jarnieu du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et Dominique Pennaquin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

□ Incendie à la Bourse de Bruxelles. — Un incendie a provoqué d'importants dégâts, vendredi matin 30 novembre, à la Bourse de Bruxelles. Un problème électrique dans une cabine de haute tension semble être à l'origine du sinistre. La corbeille et les locaux des agents de change ont été gravement endommagés. — (AFP.)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Europe : « Pour un territoire fédéral », par Maurice Allais ; Haiti : « Un prêtre à la présidence », par Jean-Yves Urtie ; Banlieues : « Nos villages papous », par Jean-Jacques Méne... 2

La crise du Golfe 3-4

L'après-Thatcher

en Grande-Bretagne

La comédie de Kent en deuil 6

Nouvelle Constitution

au Mozambique

Sur la voie du multipartisme 7

SECTION B

Le PDG de la Cogedim

écroulé

Les fausses factures de la société

immobilière 10

Déchets

nucéaires

Le CEA réorganise ses services

de protection 11

La culture à l'Est

Les multinationales du disque se

sont réunies à Budapest 12

La Tchecoslovaquie

exporte sa culture 12

Mémoires d'aveugle

au Louvre

Approche du dessin, par Jacques

Derrida 13

SECTION C

SANS VISA

• Lima, cour des miracles sous

les tropiques • Géographie

sonore • Une Cigale à Paris

• La table • Les jeux... 17 à 24

SECTION D

La conjoncture

aux Etats-Unis

L'analyse de l'OCDE 25

Les pertes

de la « banque verte »

en Grande-Bretagne

Près de 1 milliard de francs dans

des opérations malheureuses 30

Services

Abonnements 26

Annonces classées 26

Cartes 26

Loto, Loterie 15

Marchés financiers 30-31

Météorologie 15

Philatélie 15

Radio-Télévision 16

Spectacles 14

Week-end d'un chineur 13

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 30 novembre 1990

a été tiré à 543 372 exemplaires.

TISSUS
LE
LE
LE
MAGASIN
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

DAVID SHIFF
"Cachemire, tu me séduis"
"Aucun magasin de luxe parisien n'a jamais présenté un choix aussi extraordinaire de cachemires de la plus haute qualité et de costumes en super 100."
COLLECTION PUR CACHEMIRE
VESTE 3995F
MANTEAU 6995F
PULL 1995F
LES 2 : 3500F
ECHARPE 795F
13 RUE ROYALE 75008 PARIS
DU LUNDI AU DIMANCHE DE 10H À 18H
PARKING "CONCORDE" GRATUIT
4 RUE MARBEUF 75008 PARIS
DU LUNDI AU SAMEDI DE 10H À 18H
5 RUE DES ANCIENS LYONS
40 RUE DE PARIS 75008 SAINT-GERMAIN-EN-LAIE